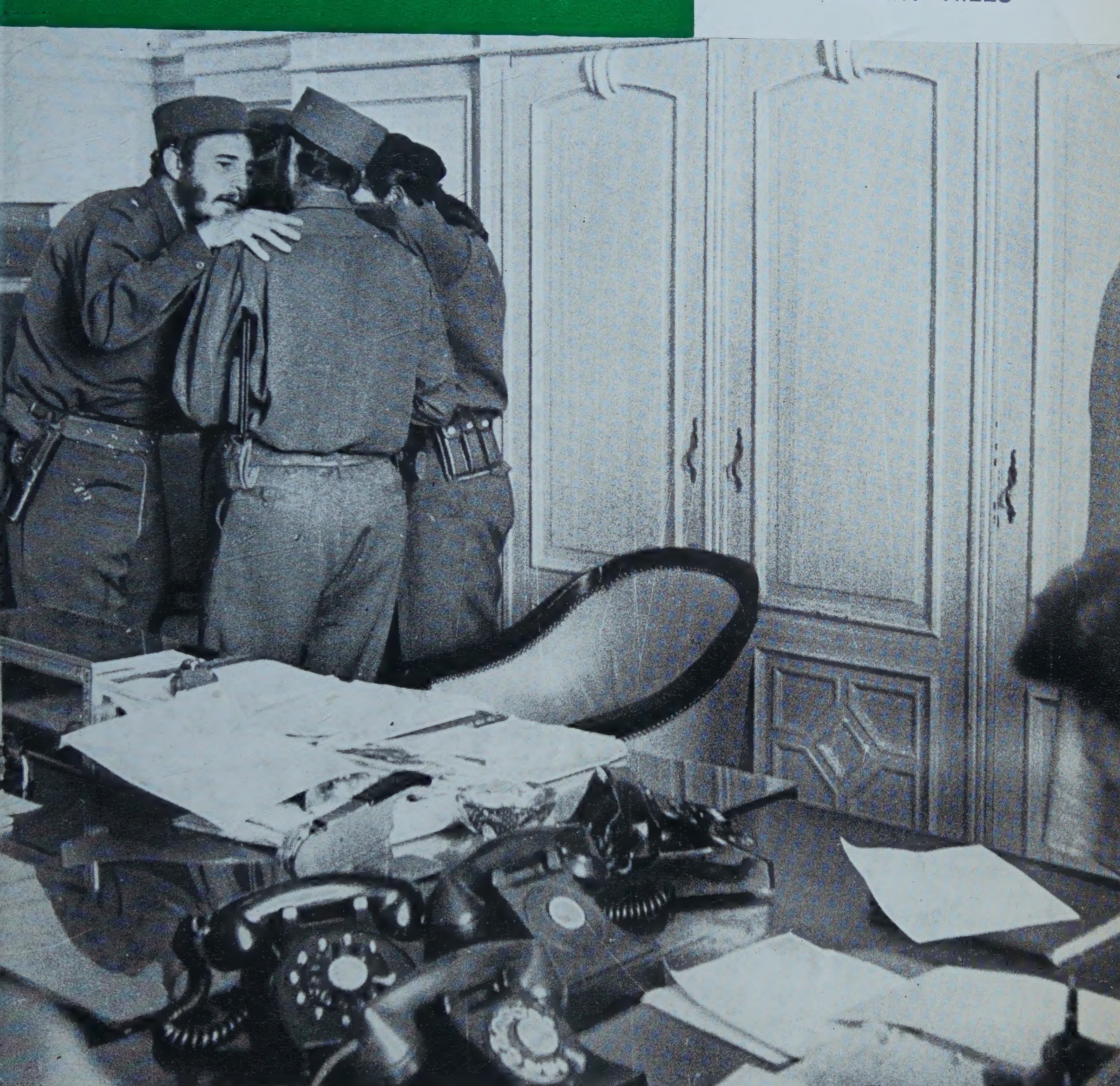
INFORMATIONS
catholiques
internationales

N° 137 - 1er février 1961



Dans son bureau de Premier Ministre, Fidel Castro parle-t-il encore d'une révolution « dans le sens chrétien » ?

Cuba, deux ans après :

FACE A L'IMPOSTURE

1,25 N.

INFORMATIONS CATHOLIQUES INTERNATIONALES

DIRECTEUR : Georges HOURDIN — Directeur adjoint : J.-P. DUBOIS-DUMEE — Réd. en chef : José DE BROUCKER

SOMMAIRE DU N° 137

PARAIT DEUX FOIS PAR MOIS

Abonnements ordinaires	France	Etranger	*Abonnements de soutien*	France
Le numéro	1,25 N.F.	1,50 N.F.		
Six mois (12 numéros)	13 N.F.	16 N.F.	Six mois	20 N.F.
Un an	25 N.F.	29 N.F.	Un an	30 N.F.

163, boulevard Malesherbes, PARIS-17[e] — Tél. CAR. 85-86 - C.C.P. : PARIS 8210-20

Imprimerie Réaumur - 100, r. Réaumur - Paris

N° 137

INFORMATIONS catholiques internationales

1er Février 1961

L'ÉGLISE, LES CHRÉTIENS ET LA RÉVOLUTION TECHNIQUE

par Georges HOURDIN

NOUS présentons dans ce numéro un dossier sur la situation religieuse à Cuba actuellement. Lisez-le. Il est passionnant et instructif. Il in-te à la reflexion.

La révolution castriste était justifiée par la dicta-ıre de Batista et par l'emprise économique que cer-ins trusts d'origine américaine exerçaient sur l'île, ansformant sa capitale en tripot et en bouge, empê-ant le développement normal de la polyculture. Il a deux ans que cette révolution nécessaire a triom-é. Elle était dirigée par un chrétien. Elle comptait ans ses rangs beaucoup d'autres chrétiens. Elle fut ctorieuse parce qu'elle correspondait à une aspi-ıtion profonde des masses paysannes sur lesquelles idel Castro sut s'appuyer avec un sens très aigu de action politique. Dans un des lieux de notre monde ntemporain bouleversé par la révolution technique es temps modernes, une double injustice avait donc é levée grâce à l'action politique de catholiques, et la avec l'approbation et l'encouragement de l'Eglise.

Tout était donc bien. Nous nous réjouisions sans rière-pensée, avec fierté. Aujourd'hui tout a changé. eu de chrétiens restent fidèles à Castro. Celui-ci, en fet, a méconnu deux fois ses promesses. Il n'a pas tabli la démocratie pluraliste comme il avait pro-is de le faire (1). Il s'appuie davantage chaque jour ır les communistes dans sa lutte contre les Etats-nis d'Amérique. Il livre aux communistes, peu à eu, sans le reconnaître officiellement, les principaux viers de commande (2). L'Eglise ne peut accepter la. Elle craint pour l'avenir. Elle s'élève contre rtaines conséquences de cette situation nouvelle. La i est menacée car le peuple qu'on ne fait pas entrer ans les coulisses du jeu politique ne comprend pas qui se passe. Il suivra les consignes gouverne-entales. Le communisme, avec son cortège d'athéis-e et de dictature, risque d'être gagnant grâce à un rrible malentendu.

Voilà les faits. Tels que nous les connaissons de ıurce sûre après avoir fait une enquête sur place, provoquent chez nous la déception la plus vive, ır nous avons beaucoup attendu du régime cas-iste. Ils appellent aussi la méditation.

Ceux qui, là-bas, représentent officiellement l'Eglise, ne semblent pas mériter de reproches, et ce ne serait pas à nous de les leur adresser. Ils ont soutenu la Révolution quand il fallait le faire. Ils ont défendu la justice, et lorsqu'ils protestent maintenant contre la menace que constitue, pour la foi, un athéisme officiel, ils prennent soin d'établir la discrimination nécessaire entre ce qui est du domaine politique et ce qui est du domaine des libertés nécessaires à l'Eglise.

Fidel Castro lui-même a su en rendre témoignage. L'Eglise s'est réjouie de sa victoire. Elle lui a fait confiance. Elle était présente dans le maquis par les prêtres du bas-clergé. Elle a applaudi, par ses prélats, aux réformes qu'il a faites. « Si les catholiques, disait Mgr Evelio Diaz, en juin 1959, qui veulent être dignes de ce nom comprenaient vraiment tout ce qu'implique le double commandement d'aimer Dieu par-dessus tout et son prochain comme soi-même, ils accepteraient de tout cœur tous les changements nécessaires. Que ceux qui ont tout et qui tiennent à vivre en chrétiens décident eux-mêmes si leur conscience peut rester en paix devant les larmes, la pauvreté et l'abandon de ceux de leurs frères qui n'ont rien. » L'Eglise ne s'est pas départie plus tard de cette attitude positive à l'égard des réformes révolutionnaires : « Nos fils doivent se rappeler — et le dire très haut à Cuba tout entier — que l'Eglise ne craint rien des plus profondes réformes sociales à condition qu'elles soient fondées sur la justice et sur la charité » (3).

13-14 mai 1961

Journées d'Etudes des I.C.I.

Pour la quatrième année consécutive, nous organisons des Journées d'Etudes. Elles auront lieu les samedi 13 et dimanche 14 mai, à Paris, en la salle des commissions du Palais de l'U.N.E.S.C.O.

Le thème de travail, lui aussi, est fixé. Il s'imposait : le Concile.

Nous vous présenterons très prochainement les personnalités dont nous sollicitons le concours.

Les représentants officiels de l'Eglise ont-ils toujours agi ainsi ? Ne se sont-ils pas tu trop longtemps sous la dictature de Batista ? Ont-ils eu tort de laisser les campagnes sans évangélisation véritable et de s'attaquer d'abord à l'éducation des enfants des classes dirigeantes comme il semble qu'ils l'aient fait ? N'ont-ils pas mis alors la charrue avant les bœufs ? Je ne sais pas, et le débat, qui est rétrospectif, est sans doute vain (4).

Six millions et demi d'habitants, qui vivent à Cuba, sont donc déjà, en sous-main, livrés à la pression communiste. Ils sont, apparemment, perdus pour la libre Eglise du Christ. Ils entrent dans la zone de l'Eglise du silence, à moins qu'ils ne fassent l'objet, demain, d'un compromis dans un débat international, et qu'ils ne soient libérés contre la livraison des chrétiens de Berlin-Ouest. Mais le troc, s'il a lieu, ne sera que l'échange d'une chrétienté contre une autre. L'Eglise sera toujours perdante. Elle le sera contre la justice. Elle le sera à Berlin livré pour des raisons politiques. Elle le sera même dans La Havane libérée, car on n'empêchera pas que, pour beaucoup d'esprits mal informés, l'Eglise aura été contre la révolution et contre la justice.

Une fatalité ?

Le monde entier passera-t-il ainsi, peu à peu, sous la domination communiste ? Nous ne pouvons accepter, sans révolte, cette perspective. Y a-t-il donc une fatalité dans ce XXe siècle finissant, où un certain nombre de transformations sociales et politiques sont inévitables, qui fasse que les communistes sont toujours gagnants, une certaine forme de liberté toujours perdante ? Les chrétiens, les laïcs, ceux qui vivent dans la Cité, sont-ils si inaptes à l'action, ou tellement conformistes qu'ils ne puissent faire le travail eux-mêmes ? Ils sont, en général, d'honnêtes professionnels, des époux fidèles et de bons pères de famille. Ils s'y efforcent tout au moins. Ils ne peuvent borner là leur ambition. Devant les injustices qui ravagent le monde capitaliste, devant le souffle d'indépendance qui soulève les pays sous-développés en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, laisseront-ils aux autres le soin de créer les institutions adaptées aux temps nouveaux ? Ne s'engageront-ils pas dans une action politique qui soit révolutionnaire, si par cette hypothèse on entend un nouveau départ, un départ à zéro dans des conditions meilleures, pour une nouvelle période des temps historiques ? Les laïcs chrétiens laisseront-ils le monde nouveau, non seulement se faire sans eux — ce qui serait la continuation d'une assez vieille tradition dans l'histoire contemporaine — mais encore se faire contre la foi qu'ils professent ?

On dira que l'Eglise ne leur permet pas de participer à une Révolution. Ce n'est pas vrai. Dans un très beau livre que le R.P. Desqueyrat vient de consacrer à l'Etat (5), il rappelle les noms de théologiens qui, hier et aujourd'hui, ont admis comme licite la résistance active, extra-légale, contre les lois injustes. La liste en est impressionnante. On y trouve le nom de Alexandre de Halesj, de Bonaventure, de Duns Scot, Vittoria, Bellarmin, Suarès et Léon XIII. Celui-ci affirme notamment : « Quand on est sous la menace d'une damnation qui tient la société sous la pression d'une violence injuste ou prive l'Eglise de sa liberté légitime il est permis — le grand Pape de la fin du dernier siècle ne dit pas « on doit » — de chercher une autre organisation politique sous laquelle il soit possible d'agir avec liberté ».

Encore faut-il...

Ce texte-là, ces références, règlent la question. Des citoyens chrétiens ont le droit de chercher à instaurer un régime politique meilleur quand celui sous lequel ils vivent est injuste. Ils n'y sont pas obligés. S'ils se décident à agir dans ce sens, ils le font sous leur responsabilité propre, sans engager vraiment l'Eglise. Encore faut-il, lorsqu'ils se conduisent suivant cette règle et qu'ils sont engagés dans la politique révolutionnaire, que les représentants de la Hiérarchie n'entravent pas une action inévitablement difficile et que l'usage de la violence peut ternir. Encore faut-il, et c'est le drame de notre époque, que ces chrétiens, dont la plupart se recrutent dans les classes moyennes et bourgeoises, ne reconnaissent pas comme seule domination haïssable celle qui prive l'Eglise de ses libertés et qu'ils acceptent de dénoncer, également, celle qui opprime les pauvres et maintient les pays sous-développés dans les fers d'un colonialisme politique à caractère direct, d'une colonisation économique à caractère moins visible. Encore faut-il que les chrétiens agissant ainsi en tant que citoyens aient, en outre, la lucidité nécessaire, la formation intellectuelle utile, la force de caractère indispensable et enfin une vision spirituelle droite. Nous vivons à une époque de troubles et de révolutions. Le monde change sur toute la surface de la terre. Si nous voulons que la civilisation nouvelle qui s'élabore sous nos yeux ne soit pas uniquement matérialiste ou athée, si nous voulons que les structures de l'Eglise y gardent leur place, si nous voulons que les valeurs de la foi y soient incarnées, nous devons envisager de mener et de soutenir une action révolutionnaire, c'est-à-dire une action temporelle qui ait pour but la mise en place de nouvelles institutions.

J'entends bien les objections qu'on peut faire. Elles sont de deux sortes. A mon avis, elle s'annulent. Il est insensé, disent les uns, ceux qui ont un souci excessif de l'efficacité temporelle, de vouloir lutter sur deux fronts, de vouloir apporter à nos frères dans le monde plus de justice sociale et de ne pas vouloir travailler en même temps avec les communistes. Il est ridicule, disent les autres, de vouloir lancer les catholiques dans une politique comme celle-ci et de ne pas se contenter de faire confiance à la Providence qui saura bien mener l'Eglise vers son but à travers les chemins historiques qu'elle a choisis. Sans doute, mais c'est à nous qu'il appartient de lui faire faire le chemin, même si nous ne devons pas attendre de notre action des fruits trop déterminés à l'avance, même si l'échec doit couronner nos efforts. Il nous appartient de vouloir la justice sociale, de tenter de la réaliser et de refuser dans cette action d'être bernés par les communistes. Nous n'avons pas le droit de ne pas pousser de toutes nos forces dans le sens que l'enseignement de l'Eglise nous indique, res-

ctant les « points fermes », risquant même d'aller us loin dans l'usage de notre légitime liberté que rtains de ses représentants ne le voudraient.

Après avoir lu le dossier que nous publions, on est nc tenté de dire aux catholiques des Etats-Unis qui intenant ont un des leurs à la Maison Blanche : Vous ne voulez pas de communisme à Cuba : cela pend aussi de vous. Il faut que M. Kennedy tienne promesses qu'il a faites, en prenant possession de n poste, dans l'admirable discours qu'il a alors prononcé et où il s'engageait à aider les pays de l'Amérique latine à sortir de la pauvreté. Il suffit pour a qu'il achète à nouveau la récolte de sucre de ba et tout sera facilité ». On est tenté de dire aux tholiques des pays en voie de développement de mérique latine : « Faites tout de suite les réformes litiques qu'il est indispensable que vous fassiez. enez des distances à l'égard des Etats-Unis d'Amérique. Donnez à manger à votre peuple. Apprenez- à lire. Le temps presse. Ne vous laissez pas devancer ». On est tenté de dire aux fidèles des jeunes mmunautés chrétiennes qui existent dans les pays désormais indépendants de l'Afrique Noire : « Ne craignez rien. Allez de l'avant. Faites des lois justes. Bâtissez des écoles et des routes. Prenez les places dans l'Etat. Formez des cadres et ne laissez pas les communistes s'emparer du pouvoir ».

Le reste, c'est-à-dire le succès, est la part de Dieu. Il passe, s'il doit venir, par des voies que nous ne connaissons pas.

---

(1) A Cuba, comme en Amérique Latine, comme au temps de Batista, les élections donnent toujours la majorité à l'opposition. Castro n'a pas tenu sa promesse, mais il a réalisé la réforme agraire qui valait peut-être mieux qu'une Chambre des Députés.

(2) Le refus par les Etats-Unis d'acheter la récolte de sucre de Cuba a jeté Fidel Castro dans une impasse. Il a accepté l'aide de l'Est, et l'U.R.S.S. a fait sentir son poids dans la révolution. Il ne faut jamais oublier, pour juger sainement de Cuba, de cet arrière-plan économique et international.

(3) Lettre collective du 7 août 1960.

(4) Il est vrai qu'il n'y a, là-bas, que 700 prêtres pour 6 millions et demi d'habitants, que la majorité sont des étrangers, que la population dans les campagnes n'est pas toujours baptisée, que la révolution de Cuba est une révolution paysanne, et que c'est là où gît le problème entre non-évangélisation ou insuffisante évangélisation des campagnes, et compréhension par les intéressés de la situation politique actuelle.

(5) **L'enseignement politique de l'Eglise, SPES Editeur, Tome I, 15 NF. Tome II, à paraître.**

LE CARNET DES I. C. I.

Chronique romaine

Jean XXIII a reçu, le **23 décembre**, le docteur Dario Echandia, nouvel ambassadeur de Colombie, qui a remis ses lettres de créance. Le **29 décembre**, les membres du corps diplomatique accrédités près le Saint-Siège, venus présenter leurs vœux. Dans son allocution, le pape a annoncé la publication d'un document pontifical pour le soixante-dixième anniversaire de « Rerum Novarum ».

Jean XXIII a reçu, le **14 janvier**, les lettres de créance de S.E. Ato Haïlé, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'empereur d'Ethiopie.

Curie

Jean XXIII a nommé Mgr. **Francisco Calvino**, actuellement archevêque de Monreale, assesseur de la Congrégation consistoriale en remplacement du cardinal Ferreto.

Concile

Le métropolite Bohachevsky, archevêque ukrainien de Philadelphie, membre de la Commission orientale, est décédé.

Dans l'épiscopat

● Jean XXIII a nommé :

Afrique. — Mgr. Louis Joseph Cabana archevêque de Rubaga **(Ouganda)**, démissionnaire, archevêque titulaire de Carallia ; Mgr. J. Kiwanuka actuellement évêque de Masaka, archevêque de Rubaga **(Ouganda)** ;

Amérique latine. — L'abbé Enrique Cabrera Urdangarin, évêque de Mercedes **(Urugay)** ; Mgr. G.R. Pulido Mendez, actuellement évêque de Maracaibo, archevêque titulaire de Cyrrhus et coadjuteur de l'archevêque de Merida **(Venezuela)** ; Mgr. Domingo Roa, actuellement évêque de Calabozo, évêque de Maracaibo **(Venezuela)**; le P. Michel Salas évêque de Calabozo **(Venezuela)** ; le P. Gennard Prata, évêque titulaire d'Adriana et auxiliaire de l'archevêque de La Paz **(Bolivie)**.

Asie. — Mgr. V. Reyes, évêque titulaire d'Aspona, évêque de Borongan **(Philippines)** ; le P. Quintino de Saint Gabriel, évêque tit. de Tabraca et Prélat « nullius » de Marbel **(Philippines)**.

Europe. — Le chanoine Robert Bézac, évêque titulaire de Metropolis d'Asie et coadjuteur de l'évêque d'Aire et Dax **(France)**.

● « L'Osservatore romano » a annoncé les décès :

Amérique du Nord. — Le métropolite Bohachevsky, archevêque ukrainien de Philadelphie (U.S.A.).

Europe. — Mgr. Remy Leprêtre, archevêque titulaire de Rhusium, ancien délégué apostolique en Syrie, mort à Paris **(France)**.

Erection de diocèses

Jean XXIII a érigé :

Amérique latine. — Le diocèse de Mercedes, suffragant de Montevideo **(Urugay)**.

Asie. — Le diocèse de Borongan, suffragant de Cebu **(Philipines)** ; la prélature « nullius » de Marbel, suffragant de Cagayan **(Philippines)**.

Les Provinces Jésuites en France

Un décret du R.P. Janssens, préposé général de la Compagnie de Jésus, vient d'apporter certains changements dans la délimitation territoriale de chacune des quatre provinces de l'ordre en France. Désormais, la région parisienne constitue à elle seule une province. En outre, il est prévu un régime plus étroit de collaboration et d'échange qui permettra aux provinciaux d'assurer une plus grande unité dans la solution aux problèmes d'ensemble.

Réunions et Congrès

Les Pères Assomptionistes de N.D. du Salut viennent de faire connaître le programme de leurs **pèlerinages** de printemps, en Terre Sainte, à Lourdes, en Italie, etc. (renseignements et inscriptions 70 bis, rue Bonaparte, Paris-VI[e]).

Les prochaines journées organisées par la **Paroisse Universitaire** (catholiques de l'enseignement public) auront lieu à Caen les 25, 27 et 28 mars.

Le Groupe Lyonnais d'études médicales, philosophiques et biologiques tiendra sa prochaine session au Chatelard, Francheville-le-Haut, les 8 et 9 avril. Thème : « L'action de l'homme sur le psychisme humain ». (renseignements : 21, rue Germain, Lyon-6[e]).

Le Centre d'Action catholique missionnaire de Lille organise en 1961 trois **sessions d'étude pour les missionnaires**, dont la première aura lieu à Lyon, sous le patronage des œuvres pontificales missionnaires, du 12 au 25 avril. (renseignements : œuv. pont. mis. 12, rue Sala, Lyon-2[e].).

DE ROME

Le Quatrième Consistoire :

INQUIÉTUDES ET OPTIMISME

Du 16 au 20 janvier se sont déroulées les différentes cérémonies du quatrième consistoire tenu par Jean XXIII pour créer de nouveaux cardinaux.

Au cours du consistoire secret, le 16, avant de leur soumettre officiellement les noms des derniers promus, le pape a confié aux cardinaux les sentiments de crainte et de joie qui l'animent en ce début d'année, en faisant un rapide tour d'horizon du monde : dans des pays divers et étendus les fidèles sont persécutés pour leur foi ; ailleurs les pasteurs déplorent qu'on oppose des obstacles à la vie de l'Eglise, notamment par des mesures coercitives contre les écoles chrétiennes ; dans d'autres nations où l'Eglise jouit de la liberté, les motifs d'inquiétudes viennent surtout de **la fusion des doctrines matérialistes et** d'un hédonisme qui menace la sainteté de la famille. Mais revenant tout de suite à une pensée qui lui est chère, le pape ajoute : « Et pourtant nous nous sentons animés d'un optimisme chrétien et serein. Comment ne pas mettre d'espoir dans la vigueur et la fécondité de toutes les forces du bien à l'œuvre dans les individus et dans les peuples pour la justice et pour la vérité ? »

On a particulièrement relevé dans cette allocution pontificale, les phrases insistant sur l'aide aux pays moins développés : « Nous voulons espérer, dit Jean XXIII, et nous le demandons dans nos prières, qu'une fois satisfaites les légitimes aspirations des peuples à la liberté et à l'indépendance, les plus pauvres, les plus forts soutiendront les plus faibles, les plus avancés tendront la main aux moins développés et tous se sentiront frères finalement parce que tous fils du même Père très aimant qui est dans les cieux. »

Enfin, immédiatement avant de donner les noms des nouveaux cardinaux, Jean XXIII a précisé qu'il avait eu le souci non seulement de nommer des évêques méritants mais de donner encore plus « au Sacré Collège une physionomie semblable à celle de l'Eglise ».

Le consistoire de l'Amérique

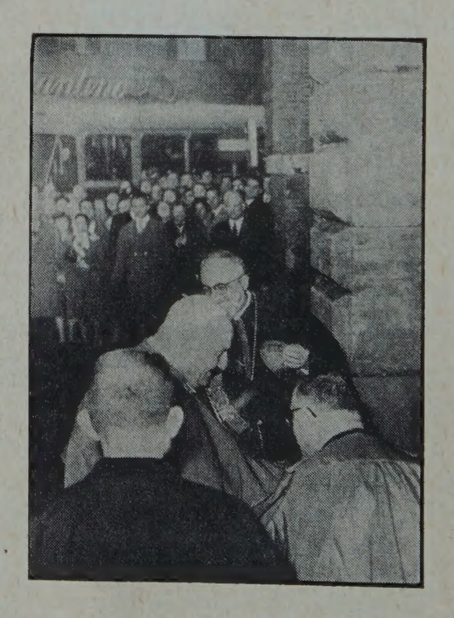
Au cours de ce quatrième consistoire, on le sait, l'Amérique est particulièrement à l'honneur : trois cardinaux sur les quatre nouveaux viennent du nouveau monde. De plus, parmi les causes de béatification qui ont été présentées à cette occasion, outre celle du P .Charbel Makhlouf, plusieurs intéressent l'Amérique : le frère Martin de Porres est sud-américain, Mgr Nepomucène Neuman né en 1811 en Bohême fut le quatrième évêque de Philadelphie ; Catherine Tekakwitha, jeune fille indienne, mourut au Canada en 1680. Ainsi le 18 janvier, au cours du consistoire semi-public après que les nouveaux cardinaux eurent reçu la barrette rouge, le pape s'adressa-t-il particulièrement aux cardinaux américains pour les engager à apporter leurs soins à l'assistance aux émigrés et, en exprimant l'inquiétude que lui cause l'insuffissance de vocations sacerdotales et religieuses en Amérique latine, il déclara : « Les vocations sont toujours inférieures aux besoins de territoires tellement étendus et aux exigences de l'évangélisation de certains groupes ethniques, d'autant plus chers à notre cœur qu'ils gardent de très précieuses énergies naturelles et des ressources de sensibilité et d'intelligence qui, jointes à la pratique sincère de la foi peuvent porter des fruits inestimables pour l'Eglise de Dieu. »

•

Jean XXIII dans les bureaux

En quelques jours de suite, Jean XXIII aura visité toutes les congrégations romaines, vu leurs locaux, leurs bureaux, l'installation mais d'abord tous ceux qui y travailent. Il désirait les connaître et, peut-être davantage encore, que tous les employés, y compris les plus subalternes, puissent l'approcher. C'est ce qu'il a expliqué un peu partout en répondant aux souhaits de bienvenue. « On vous envie quelquefois de travailler si près du pape, leur a-t-il dit en substance, et pourtant vous ne l'approchez jamais. Je le regrette. Je suis venu vous dire que je pense à vous. » Et la réception officielle terminée, ainsi que le signale ici ou là l'*Osservatore Romano*, le pape s'entretient avec les uns et les autres de leur « apostolat » (non de leur « travail »), de leur pays d'origine, de leur famille. Les discours qui ont été prononcés en cette occasion auront sans doute moins d'importance que le « ton » d'intimité de ces visites et le fait de ces visites même d'ailleurs. Certains préfets ont rappelé les dates des précédents lorsqu'il y en avait : ainsi la « Propaganda Fide » n'avait pas reçu un pape depuis le passage de Pie IX en 1864.

Les problèmes techniques, le travail de la Curie, Jean XXIII les peut suivre au jour le jour par les audiences des préfets, secrétaires, assesseurs. Ces visites aux Congrégations n'étaient donc pas tellement « techniques ». Ce n'est pas tant le chef suprême de l'Eglise qui se déplaçait que le pasteur suprême. On l'a bien vu dans ses interventions tout à fait inspirées par les mêmes préoccupations que celles qui l'avaient poussé à convoquer le synode de Rome, par exemple. Redoutant, pour certains du moins, de ces employés de la curie ro-



Jean XIII arrive à la Propaganda Fide.
« *Pour vous connaître mieux...* »

aine le danger qui les guette d'atta-
ıer quelque importance à la carrière,
an XXIII n'oublie pas que la plupart
nt prêtres et leur demande de se sanc-
ier : « Il les assure qu'il prie sans
sse pour eux, pour leur *sanctification...*
exhorte les assistants à *considérer*
mme unique réalité importante, vrai-
ent essentielle, la grâce de Dieu qui
nstitue la vraie et authentique no-
esse ». (A la Congrégation des Reli-
eux). Ailleurs, il leur rappelle que le
oncile doit d'abord sanctifier les prê-
es. Avec les juristes prélats de la rote,
êtres de la Pénitencerie ou du tribu-
al de la Signature « le successeur de
int Pierre s'est entretenu sur les critères informatifs de la justice et sur les applications absolument détachées de tout aspect terrestre et en *complète adhésion aux commandements, aux dispositions, aux inspirations de Dieu* ».

Certains cardinaux des congrégations ont résumé dans leur adreses au pape les décisions récentes qui leur paraissaient marquer tout spécialement un progrès dans leur secteur : ainsi le cardinal Cicognani à l'Orientale s'est réjoui en particuliers pour la création de deux Exarcats en Irak et en Syrie ; de deux Exarcats en France (pour les Arméniens et les Ukrainiens) ; pour la nomination d'évêques chez les émigrés roumains, chez les Biélorusses, et d'un auxiliaire chez les Ukrainiens du Brésil. Le cardinal Valeri, préfet des religieux a mis en avant quant à lui les résultats acquis dans le sens d'une collaboration des divers ordres et sociétés de religieux : conseil central et comités nationaux des supérieurs majeurs, nombreuses fédérations par branches d'activité.

L'allocution du cardinal Ottaviani, au Saint-Office, fut, comme à l'ordinaire, remarquable de foi et de vigueur : « Comme Pierre près de Jésus, ainsi nous près de Pierre nous ne tremblons pas. Obéissants à votre appel, O Pierre vivant parmi nous, à un signe de vous nous sommes prêts à tous les départs ».

DE FRANCE

Mgr Duval :

Travaillez à la réconciliation, préparez une paix fraternelle et juste

Dans le radio-message qu'il a adres-
le 1er janvier à ses diocésains, et
e la *Semaine religieuse* d'Alger a pu-
é dans son numéro daté du 5, Mgr
ıval a rappelé une fois encore les
ıditions d'une « paix véritable » en
gérie, et ce qu'elles exigeaient de la
rt des chrétiens.

« Je vous invite à vous préparer à
ueillir la paix que Dieu veut vous
nner. Il ne s'agit pas d'une paix
mpeuse, injuste, illusoire ; il s'agit
« la paix véritable », celle qui ré-
te du respect des droits de tous.
yez tous les ouvriers lucides et cou-
geux de cette paix.

» La paix qui est selon les vues
Dieu n'est pas dans les sentiers de
ıjustice. La violence criminelle, quels
'en soient les auteurs, est condamnée
r Dieu. Elle entre consciemment ou
conscienment dans le plan du ma-
ialisme athée pour l'extension de sa
ctature à l'univers entier. »

Mgr Duval explique ensuite que la
ix est compagne de la vérité : « Il
a des mensonges qui sont pires que
crime » ; et fille de l'espérance :
Méfiez-vous de ceux qui motivent
vos âmes le désespoir et qui s'ef-
cent de créer autour de vous une
nosphère de panique. Tout cela peut
nduire l'Algérie et la patrie aux pi-
abîmes. »

Qu'est-ce qui fera naître la paix vé-
ible ? La compréhension récipro-
e ; et le climat de cette compréhen-
n c'est *le dialogue fraternel* : « L'Al-
ie a besoin non seulement de tech-
ue, de science, de ressources maté-
les, d'énergie mais elle a besoin de
s ses enfants, aussi et surtout de dé-
ement désintéressé, *d'esprit de ser-*
e. (...) La condition essentielle de
compréhension réciproque est *le respect de la personne humaine,* exigence imprescriptible de tout ordre social. Il y a là un absolu qu'aucun homme ne peut oublier sans cesser d'être un homme.

« Le climat de cette compréhension réciproque c'est *le dialogue fraternel.* Ils sont nombreux à travers l'Algérie, dans tous les éléments de la population, les hommes qui ont l'esprit ouvert, le cœur bon et généreux, le jugement équilibré et raisonnable. Peut-être manquent-ils d'audace ? C'est à eux qu'il appartient de multiplier les échanges et les contacts, de créer la contagion de la confiance, de tisser les liens de l'amitié. Une querelle fraternelle ne peut trouver son apaisement que si les frères, un instant ennemis, acceptent de confronter franchement leurs points de vue, de se pardonner leurs injures mutuelles et de se serrer la main. La clé des difficultés les plus inextricables de la société des hommes, c'est l'amitié. »

La prière pour la paix est indispensable, conclut Mgr Duval, mais elle ne peut être pour personne un alibi. « Ce que tout le monde doit savoir aussi bien que moi, c'est qu'il est plus glorieux pour Dieu que nous soyons nous-mêmes, avec l'aide de sa grâce bien sûr, car nous ne pouvons rien sans Lui, les ouvriers de la paix qu'il veut nous donner (...). L'année qui vient de s'ouvrir sera bonne et heureuse pour chacun de vous comme je le souhaite de tout cœur, si vous travaillez avec Dieu à la réconciliation de vos enfants, si vous préparez les chemins de la paix par les victoires de l'amour fraternel. »

S'adressant à ses prêtres, Mgr Lacaste, évêque d'Oran, leur a recommandé de même d'être « les ouvriers virils de l'union et de la confiance ». Mais il aborde d'abord la question que ces prêtres se posent en face de la situation nouvelle qui est amorcée en Algérie : « Qu'adviendra-t-il demain de notre mission ? » L'évêque d'Oran répond : « Nous devons enseigner, sanctifier, diriger, pour que soient observés toujours davantage *les deux commandements d'amour* qui n'en font qu'un : aimer Dieu et en Dieu notre prochain, c'est là *notre mission d'Eglise* au sein des autres communautés.

Et à propos de l'angoisse actuelle des fidèles en Algérie :

« Sommes-nous capables prêtres et laïcs, de cet acte de foi au mystère de la souffrance, la nôtre et celle du Christ ? parler de ce mystère, oui ; mais en vivre ?

» Aux responsables du temporel, cette prière vaudra la force indispensable lorsqu'ils auront à prendre des décisions graves. Aux responsables du spirituel, la prudence de se taire pour que tous, en cette année de Dieu, sans confondre nos vocations respectives, nous soyons les ouvriers virils de l'union et de la confiance. »

Le chanoine Roger Etchegaray, vicaire général et directeur des œuvres du diocèse de Bayonne, vient d'être nommé directeur adjoint du Secrétariat de l'Episcopat. Cette nomination est tout spécialement liée au projet de créer au sein du Secrétariat un service de pastorale. Particulièrement au fait de ces questions (Mgr Gouyou l'avait chargé de la « pastorale des zones »), le chanoine Etchegaray doit en premier lieu étudier la possibilité de cette nouvelle création. Rappelons que Mgr Foucard est directeur adjoint.

DU MONDE

En Haïti :

LE SEUL ÉVÊQUE AUTOCHTONE ET QUATRE PRÊTRES EXPULSÉS

Un mois et demi après l'expulsion de Mgr Poirier, archevêque de Port-au-Prince (cf. *I.C.I.* n° 134), le conflit entre l'Eglise et l'Etat en Haïti vient de rebondir. Le 10 janvier en effet, le gouvernement Duvalier a pris de nouvelles mesures d'expulsion contre un évêque haïtien et contre quatre prêtres français.

Des « éléments subversifs... indésirables »

Mgr Remy Augustin, de nationalité haïtienne, évêque auxiliaire et, depuis le départ forcé de Mgr Poirier, administrateur apostolique *sede plena* de l'archidiocèse de Port-au-Prince, a été arrêté sans explication le 9 janvier et, après avoir été détenu pendant vingt-quatre heures, conduit à l'aéroport par le chef de la police. Le prélat n'avait été autorisé à emporter qu'une valise. Il est, depuis, à New York.

Le même jour, les RR. PP. Bellec et Le Nir, vicaire général et secrétaire général de l'archevêché, ainsi que le R.P. Bettembourg, supérieur du Collège du Petit Séminaire Saint-Martial, et le R.P. Gallec, directeur du journal catholique *La Phalange*, étaient également expulsés en vertu d'une décision du président Duvalier. Ils devaient le lendemain quitter Haïti pour la France. Enfin, le 10 janvier également, les scellés étaient mis sur les bureaux de *La Phalange*, dont la police avait, la veille, saisi des exemplaires. Les quatre prêtres ne devaient apprendre que par les journaux les motifs de leur expulsion. Dans le quotidien *Le Matin* paraissait une proclamation du président Duvalier traitant les religieux expulsés d'« éléments sociaux et politiques subversifs... indésirables ». (Déjà le décret d'expulsion de Mgr Poirier, signé par le Président, qualifiait le prélat d'« indésirable », sans aucune explication.)



Mgr Augustin à son arrivée à New York.
Aussi un élément « subversif » ?

A la suite des mesures prises contre Mgr Remy Augustin, la Congrégation consistoriale a publié une déclaration précisant que tous ceux qui avaient contribué à cette expulsion — comme à celle de Mgr Poirier — conseillers, mandants et exécutants de quelque grade et qualité que ce soit, avaient encouru l'excommunication *latæ sententiæ* réservée spécialement au Saint-Siège (autrement dit automatique, sans qu'il soit besoin de prononcer une sentence contre les coupables).

L'inquiétude de l'opinion catholique

Si graves que soient ces derniers événements qui placent l'Eglise d'Haïti devant des perspectives plus difficiles encore qu'après le 24 novembre, l'un d'eux au moins, la fermeture de *La Phalange*, aura servi à lever des doutes dans l'opinion publique catholique. Après l'expulsion de Mgr Poirier, en effet, une lourde inquiétude pesait sur les milieux catholiques laïques et ecclésiastiques. Les uns et les autres acceptaient difficilement le silence de l'Eglise devant la mesure injuste dont avait été l'objet l'archevêque de Port-au-Prince. *La Phalange* n'avait pas élevé la moindre protestation, se bornant à publier le décret officiel d'expulsion accompagné de quelques lignes recommandant Mgr Poirier aux prières des fidèles. Prêtres et laïques faisaient ressortir qu'il était absolument faux que le clergé haïtien fût d'accord avec l'expulsion du prélat français, comme voulait le faire croire le gouvernement dans des dépêches inspirées par lui et publiées par la presse de Miami (U.S.A.). Toute la population fidèle d'Haïti était en fait scandalisée de l'attitude du gouvernement et ne parvenait pas à comprendre celle des autorités religieuses. Même la protestation du Saint-Siège n'était pas connue des Haïtiens.

En fait, *La Phalange* n'avait pas été autorisée à publier autre chose que le décret d'expulsion. Sa fermeture brutale par les autorités un mois et demi après montre assez que son silence n'était pas de plein gré. Le journal est d'ailleurs victime de cette mesure d

ermeture pour avoir osé, le 7 janvier, eproduire une lettre de religieux qui emandait au gouvernement des explications sur un décret faisant obligation ux enseignants de fournir aux autorités a liste des élèves absents des cours et endant les parents responsables de ces bsences. Le gouvernement a vu dans es remarques faites au sujet de certaines mesures inapplicables du décret des nenées « subversives » ; pourtant, au om des supérieurs d'établissements scolaires religieux, Mgr Augustin et le R. . Bettembourg avaient publié, à la uite d'une entrevue avec le secrétaire 'Etat aux Affaires étrangères, M. Baudy, un communiqué précisant que les ignataires de cette lettre n'entendaient as inciter les écoliers à la grève.

L'extrême prudence adoptée par la onciature apostolique, à la suite de expulsion de Mgr Poirier, pour éviter out acte des catholique haïtiens capale d'envenimer les choses ne semble as avoir porté les fruits escomptés.

L'expulsion de Mgr Augustin, Haïen, ne dément-elle pas d'autre part, opinion de ceux qui pensaient que les nnuis faits au clergé français en Haïti e s'expliquaient que par le désir du ays d'avoir un clergé national ? Comment ne voir dans les derniers événements que « l'échéance de la mission », lors que le gouvernement Duvalier expulse le seul évêque haïtien ?

Echéance de la mission ?

Bien qu'avec un certain retard — Haïti est notamment le seul pays d'Amérique latine qui n'ait pas d'archevêque national — l'Eglise a beaucoup fait ces derniers temps pour suppléer aux faibles ressources du clergé français qui forme la base du catholicisme haïtien. Avec des moyens très supérieurs, des religieux étrangers, notamment canadiens, travaillent depuis quelque temps en Haïti. Ils ne cachent d'ailleurs pas leur admiration pour l'œuvre réalisée par leurs confrères français. Un professeur du nouveau Grand Séminaire (canadien) de Port-au-Prince (ouvert en 1954) disait à l'un de nos rédacteurs de passage en Haïti il y a deux mois que les religieux français avaient formé dans ce pays le meilleur clergé d'Amérique latine. Le clergé autochtone ne constitue pas encore vraiment les cadres de l'Eglise en Haïti mais le mouvement est amorcé. C'est ainsi par exemple que le diocèse des Cayes, qui ne comptait que quatre Haïtiens sur trente-deux prêtres en 1942, en compte aujourd'hui trente-deux sur cent vingt. Au total les prêtres haïtiens sont maintenant une centaine, alors qu'en 1940 ils n'étaient que vingt-quatre.

D'autres faits montrent le développement de l'Eglise en Haïti au cours de ces dernières années. Les paroisses ont été considérablement développées : dans le diocèse de Cap Haïtien, par exemple, elles sont passées de vingt-sept à quarante-trois depuis sept ans. Dans ce même diocèse, il faut signaler aussi la construction en cours d'un Carmel et l'inauguration en novembre 1960 d'un beau collège pour l'enseignement secondaire des jeunes filles. D'autres œuvres nouvelles témoignent encore de cette vitalité de l'Eglise en Haïti (comme l'hôpital catholique de Canapé Vert, ouvert il y a quatre ans) et de son optimisme (comme la Villa Manresa, imposante maison de retraite religieuse pour hommes et femmes, confiée aux jésuites canadiens de Port-au-Prince).

Enfin il y a le plan quinquennal du Saint-Siège (500.000 dollars) pour développer les écoles paroissiales rurales. Neuf sont en construction dans la banlieue de la capitale, dues à l'initiative de Mgr Poirier qui en a fait lui-même les plans.

« A la porte les colons en soutane. »

Ce qu'il y a de certain, c'est que le clergé étranger — autre que français — est venu à son heure en Haïti. Le clergé français en effet semble être de plus en plus la bête noire du gouvernement Duvalier, qui a refusé récemment à cinq prêtres le droit de revenir ou d'entrer dans le pays, et qui semble vouloir se débarrasser de ceux qui restent en les accusant de faire de la politique. Quelle politique ? On a bien noté que certains prêtres s'étaient montrés assez ouvertement en faveur d'un des adversaires de M. Duvalier aux dernières élections, M. Déjoie, mais il y a loin de là à pouvoir accuser le clergé de menées « subversives ». Aux cris de « à la porte les colons en soutane », c'est tout une propagande nouvelle qui se développe ces derniers temps en Haïti et il n'est pas facile de savoir ce qu'elle recouvre exactement.

Le prétexte communiste

Pour faire plaisir aux Etats-Unis dont l'aide lui est indispensable, le gouvernement Duvalier prétend lutter contre le communisme, mais on note que s'il s'en prend à ce titre à un certain clergé ou aux étudiants, il n'agit pas en réalité, contre les éléments vraiment marxistes, qui commencent à s'exprimer. L'un de leurs leaders, Jules Blanchet, frère de l'actuel Secrétaire d'Etat Paul Blanchet, travaille dans l'ombre sans jamais être inquiété, dit-on dans les milieux catholiques. On a d'autre part remarqué le manifeste du Parti d'Entente Populaire (à la fin de l'été 1960), d'inspiration communiste, qui parle beaucoup de réforme agraire, de bouleversement des institutions, etc. mais ne souffle mot du Concordat. Un marxisant connu, fils de sénateur, Jacques Stephen Alexis, qui forme des jeunes à la doctrine marxiste et qui, dans un de ses derniers livres, traite l'ancien archevêque, Mgr Legoise, d'« allié du capitalisme », serait l'un des auteurs de ce manifeste.

Le Concordat enfin a été attaqué très vivement dans une brochure sectaire d'un certain Durand publiée au début de 1960. Sous le titre : *Cent ans de Concordat, bilan d'une faillite*, ce texte s'attache à « démolir » le clergé français, mais ne tarit pas d'éloges pour les autres prêtres étrangers, notamment canadiens et américains. On sait enfin que des éléments communistes sont à l'œuvre dans la jeunesse haïtienne, notamment dans le mouvement des quatre C (corps, cœur, cerveau, coopération) des milieux ruraux.

Tout cela n'empêche pas le gouvernement de sourire aux Etats-Unis dont divers représentants favorisent l'introduction du protestantisme en Haïti et ne cachent pas leur désir de voir disparaître « l'anomalie » que constitue en terre américaine la langue française officielle du pays.

D'où leurs efforts en vue de la faire remplacer progressivement par le créole qui leur paraît un bon moyen d'aboutir finalement à l'anglais.

C'est ainsi qu'on peut voir dans les événements récents les symptômes, pas toujours cohérents, d'une lutte d'influence politique et culturelle se combinant avec des penchants inavoués du gouvernement Duvalier — officiellement catholique — qui pourraient bien servir surtout les intérêts marxistes.

ALLEMAGNE OCCIDENTALE

Augmentation du fonds d'entraide catholique aux pays sous-développés

Les évêques allemands pensent que leur troisième appel de fonds annuel pour les pays sous-développés, qu'ils lanceront pendant le carême, atteindra le chiffre de dix millions de dollars, somme supérieure à celle recueillie l'année dernière.

Le fonds d'entraide catholique permet de financer un plan — « Plan Misereor » — au titre duquel l'argent recueilli ne peut servir que pour améliorer les conditions de vie des hommes quelle que soit leur appartenance religieuse, et soutenir les projets de développement des communautés humaines.

Les évêques précisent que l'argent récolté ne pourra en aucun cas servir à la construction d'églises.

Déjà à la suite de la première campagne, en 1958, qui dépassa de beaucoup les espérances des organisateurs (plus de 8 millions de dollars furent reçus), un nombre impressionnant de demandes de fonds de pays sous-développés fut adressé aux évêques. Ceux-ci durent fonder une commission spéciale présidée par le cardinal Frings, arche-

vêque de Cologne, et chargée d'examiner ces demandes.

Vers la fin de 1959, les dirigeants du Plan Misereor firent appel à des volontaires : techniciens, professeurs, médecins, infirmières, fermiers, charpentiers, plombiers, maçons et à bien d'autres encore. Peu après, un centre d'entraide fondé à Cologne par quarante organisations catholiques d'Allemagne put envoyer une quarantaine de volontaires dans vingt pays. On pense que trente autres partiront en avril prochain.

La plupart de ces volontaires ont été recrutés à la suite d'une annonce publiée dans un journal catholique et qui précisait : « Nous ne pouvons payer des salaires très élevés. Nous avons besoin de personnes très expérimentées avec une bonne connaissance professionnelle d'une part et des sentiments humains devant la misère de nos frères, d'autre part. Nous voulons des personnes qui désirent vivre avec eux pour les conseiller et les aider et qui sont prêts à se sacrifier pour eux... Nos volontaires ne sont pas des missionnaires. Leur tâche consiste à montrer aux pays sous-développés les moyens de sortir de leur misère grâce à l'assistance humaine ».

CANADA

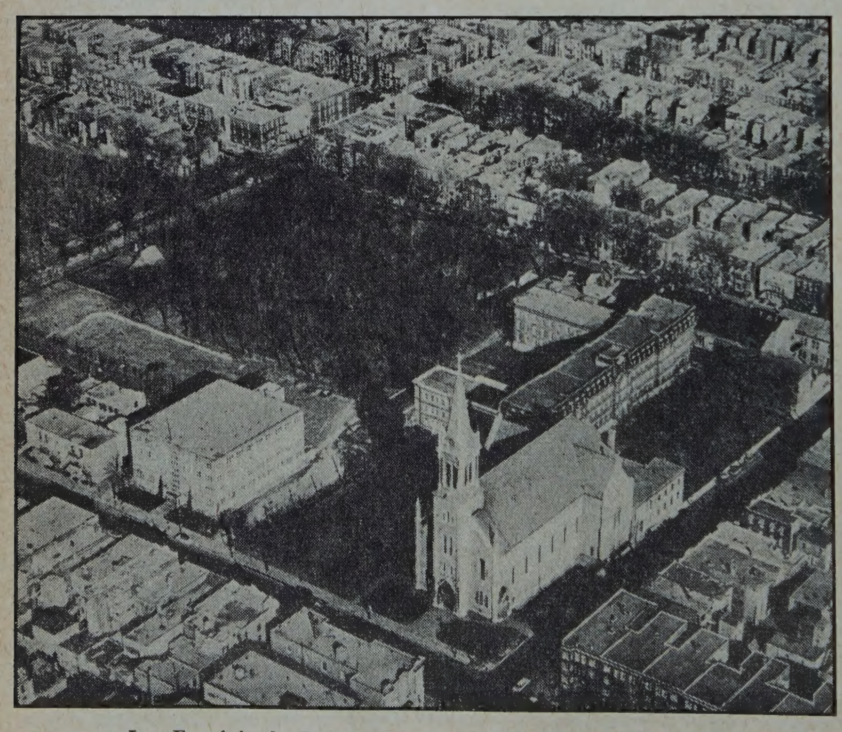
Vives polémiques autour de projets de création d'universités privées

En même temps que la création d'une université privée de langue anglaise (qui elle, ne soulève aucune difficulté), le projet formé par la Compagnie de Jésus d'instituer à Montréal une université de langue française (cf. *I.C.I.* n° 132) devrait être discuté très prochainement par la législature de Québec. Il a fait grand bruit jusqu'ici dans l'opinion et suscité de vives polémiques auxquelles la presse a fait écho presque chaque jour. Généralement, d'ailleurs, pour formuler son opposition au projet : c'est le cas de presque tous les grands journaux de la province (*L'Action catholique, Le Soleil, Le Devoir*). Par deux articles parus le 13 janvier, *La Presse* semble se rallier à son tour à leur opinion. Un livre même a été pubilé à Montréal par l'association des professeurs de l'Université sous le titre : *L'Université dit non aux Jésuites.*

Mais voici que peu de jours après le lancement du livre, les auteurs auraient dû en modifier le titre : on apprenait qu'un groupe ayant à sa tête l'évêque de Trois-Rivières, Mgr Pelletier, déposait à son tour un « bill » pour la création d'une nouvelle Université à Trois-Rivières. En même temps qu'une autre association privée, à Chicoutimi, mettait la dernière main à une demande semblable pour une université qui desservirait la région du lac Saint-Jean.

Dans l'état actuel des choses, ces requêtes lancées dans le sillage de la leur risquent de gêner sinon de compromettre pour un temps le projet des Jésuites. Ils se trouvent privés, en effet, d'un argument important. Leurs opposants disaient : « Une enquête royale sur l'éducation est prévue pour les prochains mois. N'acceptons pas, d'ici là, des initiatives privées qui vont se multiplier et qu'on risque de regretter ensuite quand il faudra établir un plan d'ensemble ».

A quoi les Jésuites répondaient : « Notre enquête n'ouvre pas la voie à des « douzaines » de demandes analogues. Il n'y a pas autant de pétitionnaires qui puissent se réclamer d'institutions et d'œuvres comparables aux nôtres ». Mais le gouvernement provincial se trouve déjà en présence de quatre projets. En conséquence, il est doté de raisons supplémentaires pour en remettre la discussion à la fin de l'enquête royale.



Les Facultés de Philosophie et de Théologie de Montréal.
La crainte d'une Université « cléricale ».

Les raisons des Jésuites...

Qu'avancent en outre les Jésuites ? Ils ont multiplié les conférences, les circulaires, et fait paraître un « Mémoire » de trente-deux pages, distribué au grand public, pour expliquer le bien-fondé de leur projet. Selon ce « Mémoire », « deux institutions de la Compagnie de Jésus à Montréal, les collèges Sainte-Marie et Brébœuf (présentent) un bill en vue de fusionner leurs corporations et de constituer l'université Sainte-Marie, laquelle serait dotée de tous les droits, pouvoirs et privilèges utiles et nécessaires à une institution d'enseignement universitaire : le droit d'établir des facultés, de délivrer des diplômes, d'accepter des inscriptions, etc... »

Entre autres raisons avancées, les Jésuites justifient ce projet de création en rappelant qu'ils assument déjà en fait un enseignement universitaire dans leurs institutions : les deux collèges Sainte-Marie et Brébœuf ont des activités qui dépassent pour une part le niveau secondaire. De plus, il existe déjà dans leurs dépendances, deux facultés, de théologie et de philosophie, dont les grades sont reconnus civilement. Notre projet, disent-ils, vise seulement à grouper les deux facultés et les deux collèges dans un ensemble régi par la même charte universitaire, pour concentrer nos efforts sur les disciplines libérales.

Au reste, la tendance actuelle tend à la décentralisation ; pourquoi craindre cette nouvelle création qui aide à répondre à des besoins de plus en plus urgents ? La nouvelle université ne sera pas une concurrente de celle de Montréal. Celle-ci, au contraire, « profitera de la présence à ses côtés d'un milieu universitaire de tradition différente ». Cette création fait partie de la modernisation indispensable des structures du Canada français ».

...et celles de l'opposition

L'ouvrage : *L'Université dit non aux Jésuites* formule l'essentiel de la riposte

es adversaires : professeurs et étudiants e l'Université de Montréal, professeurs le l'Université de Laval, Fédération des ravailleurs de Québec, etc. Selon ceux-ci, e projet n'aurait jamais vu le jour si ne anarchie flagrante ne régnait actuellement dans le domaine de l'enseignement supérieur. Le gouvernement ayant nnoncé une vaste enquête sur l'éducation dans la province de Québec, il faut, disent-ils, en attendre les résultats. Il ne s'agirait là que d'un doute sur l'opportunité actuelle d'une telle création. Ils e défendent de s'opposer aux Jésuites, n particulier, ou d'avoir des arrière-pensées d'anticléricalisme. Une seule fois d'ailleurs, cette accusation a été lancée n public contre eux. Non exempt de passion comme il est habituel en pareil cas, ce débat amène toutefois la plupart les adversaires à s'expliquer sur ce qui, inalement, semble les inquiéter le plus : a création d'une université *cléricale*. On e souvient qu'en novembre André Laurendeau, du journal catholique *Le Devoir*, avait déjà écrit : « Si une nouvelle université est nécessaire, elle devrait être dirigée par des laïcs ».

Dans le même journal, le 31 décembre, Jean Blain, professeur à l'Université le Montréal, écrit à la fin d'un long article sur « les véritables raisons qui motivent l'opposition » :

« L'inititative de la Compagnie de ésus nous arrive au moment où nous ous sommes mis d'accord pour repenser otre système d'éducation. C'est pour ette raison que nous réclamons une enquête préalable. Mais dans une perspective plus vaste, qui ne voit que cette nitiative survient en même temps dans un milieu qui est en train de se repenser lui-même et qui cherche à mettre le l'ordre dans les valeurs qu'il s'était abitué à confondre : Eglise et Etat, glise et Hiérarchie, enseignement catholique et enseignement clérical, etc ? ».

Demandant un système d'éducation qui repose sur la communauté nationale, ui s'alimente ouvertement à l'instrument de cette communauté, c'est-à-dire l'Etat, le professeur Blain se défend de vouloir évincer les religieux ou les prêtres de l'enseignement. « Si l'Université le Montréal était laïque au sens où nous ntendons ce mot, personne n'aurait objection à ce qu'un dominicain ou un jésuite (pourvu qu'ils aient la compétence equise) en soit recteur car en ce qui oncerne ses fonctions précises, il n'aurait de compte à rendre ni à son provincial ni à sa communauté mais serait oumis à un contrôle qui resterait à établir mais qui reposerait en définitive sur e milieu national tout entier (...). Il est normal, il est impératif et il est de l'ordre du strict bon sens que les institutions qui naîtront à l'avenir soient laïques, c'est-à-dire qu'elles relèvent du milieu communautaire national ».

Dans *L'Action catholique* du 12 janvier, Louis-Philippe Roy notait que ce débat cristallise un certain mouvement laïciste et anticlérical. C'est errer, dit L.-P. Leroy, que de « confondre les droits de la « communauté nationale » avec les droits des parents ou ceux de l'Etat. D'ailleurs notre clergé ne fait-il pas lui aussi partie de la communauté nationale ? Pourquoi en parler comme d'un étranger dans la nation ? (...) L'Eglise est la seule qui ait fait jusqu'ici plus que son devoir. On aurait mauvaise grâce de lui en témoigner sa gratitude en voulant l'écarter d'un domaine qui est le sien avant d'être celui de l'Etat, et qui le resterait même si on multipliait les institutions gouvernementales ».

COLOMBIE

Le CELAM sera-t-il supprimé ?

Diverses sources d'information font état d'une éventuelle suppression du CELAM (Conseil épiscopal latino-américain) ou de son transfert à Rome.

Le CELAM, actuellement installé à Bogota, a été créé en 1955. Sa fonction est de servir d'organe de coordination de l'épiscopat latino-américain et de promouvoir toutes les activités nécessaires à répondre à la dimension continentale.

Sa création avait été saluée comme une réponse de l'Eglise à l'accession du continent latino-américain au plan mondial et à la coordination nécessaire face à l'évolution interne explosive, sur les plans démographique et social.

Le CELAM avait aussi été considéré comme un premier pas vers une décentralisation de certaines responsabilités à l'échelle d'un continent.

CUBA

L'archevêque de Santiago : « La lutte contre le communisme ne s'inspire pas de sentiments contre-révolutionnaires »

A la veille de l'Epiphanie, l'archevêque de Santiago, Mgr Perez Serantes, a adressé à ses fidèles une nouvelle lettre pastorale où il parle de la lutte contre le communisme.

« Nous avons écrit beaucoup de lettres pastorales — dit Mgr Perez Serantes — parce que c'est le seul moyen de publicité qui nous soit laissé, maintenant que la presse, la radio et la télévision sont un luxe réservé exclusivement à ceux qui nous combattent.

» Il est certain que nous combattons le communisme : et si d'aventure nous avions eu peur, l'heure de la peur est passée. La lutte contre le communisme à Cuba ne s'appuie pas sur des étrangers ni ne s'inspire de sentiments contre-révolutionnaires ou partisans.

» Nous combattons — ajoute l'archevêque de Santiago — parce que nous savons qu'il n'existe aujourd'hui dans le monde que deux forces affrontées : l'une est constituée par ceux qui sont disposés à donner leur vie pour le Christ et l'autre par ceux qui, consciemment ou inconsciemment, tentent d'éliminer Dieu et de l'arracher à la vie humaine. »

•

Divers établissements religieux occupés pour les nécessités de la défense

Les importantes mesures militaires de défense prises au début de janvier par le gouvernement révolutionnaire en vue de décourager une agression américaine ont amené les miliciens à occuper certains établissements religieux dont des collèges catholiques et des séminaires. Le couvent de Saint-François, au cœur de La Havane, qui abrite la rédaction et l'imprimerie du magazine catholique *La Quincena* (voir notre dossier dans ce numéro) et qui avait été également occupé « pour la nécessité de la défense », a été évacué le 12 janvier par les miliciens. Il semble que ce soit à la suite d'interprétations erronées de cette « occupation » du couvent que certaines dépêches, reproduites notamment par la presse catholique anglaise, aient fait état d'une fermeture de *La Quincena* par les autorités gouvernementales. Les agences bien informées n'en ont, en tout cas, pas dit un mot.

ESPAGNE

La J.O.C. et la J.O.C.F. font connaître leur position face aux syndicats

La J.O.C. et la J.O.C.F. espagnoles ont publié le 29 décembre une lettre ouverte en réponse à l'organe des syndicats, *Pueblo*, qui les avait accusées de déborder le cadre de leurs activités normales pour s'immiscer dans la vie syndicale.

L'affaire avait commencé avec un éditorial du journal catholique *Ya* paru le 6 décembre. Sous le titre « collaboration désirable », ce journal affirmait qu'il existe un courant appréciable, des deux côtés, en vue d'une collaboration plus efficace entre l'organisation syndicale et les organes d'Action catholique spécialisée. Ajoutant que cette collaboration possible ne pouvait qu'être profitable au bien commun, *Ya* faisait quelques remarques sur ce qui distingue fondamentalement ces deux types d'organismes : les syndicats poursuivent des fins économiques, sociales et professionnelles et ne sont donc pas un instrument d'apostolat ; mais si les organes d'Action catholique, de leur côté, ne sont pas des syndicats, ce ne sont pas non plus des confréries pieuses. Et le journal concluait en disant que si chacun



Le congrès national de la J.O.C. en juillet 1960 à Madrid.
Un mandat explicite de la hiérarchie.

restait dans ses limites une opposition entre eux serait inconcevable.

Deux jours plus tard l'organe des syndicats *Pueblo* publiait lui aussi un article sur le même sujet, intitulé « Une base pour une collaboration désirée ». On y lisait que syndicats et Action catholique ouvrière pourraient fort bien s'entendre en effet, mais qu'on observe aujourd'hui une nette tendance de l'Action catholique spécialisée à étendre son activité au-delà des limites de sa constitution telle que l'a fixée l'épiscopat.

« Nous revendiquons les droits de tous les travailleurs »

C'est à ces deux éditoriaux de *Ya* et de *Pueblo* que la J.O.C. et la J.O.C.F. ont répondu sous forme d'une longue lettre ouverte dont on retiendra surtout — vu son rapport direct avec nos informations précédentes (la lettre du cardinal-primat) — cette affirmation : « Qu'on nous entende bien, nous revendiquons le droit de tous, absolument tous les travailleurs espagnols de bonne volonté à participer aux responsabilités de l'organisation syndicale sans qu'on mette des obstacles à leur élection ni à leur action. Il faut que le syndicat soit orienté et conçu réellement, comme l'ont dit les papes, pour représenter et défendre les droits des travailleurs ».

Et de préciser par ailleurs, après avoir affirmé qu'elles ne cherchaient pas à se substituer aux syndicats : « Nous ne nous sommes jamais attribué l'exclusivité de la mise en pratique du message évangélique, mais pour l'apostolat organisé nous possédons un mandat explicite de la hiérarchie qui appuie et justifie notre position ».

Enfin le numéro de janvier de *Juventud Obrera,* organe de la J.O.C. espagnole écrit : « La meilleure collaboration qu'hier, aujourd'hui, demain et toujours la J.O.C. et la J.O.C.F. peuvent offrir à l'Eglise, à la classe ouvrière et à la société espagnole est : former des personnes responsables de leurs actes et ayant un jugement chrétien pour qu'elles remplissent librement et avec une responsabilité personnelle leur fonction dans la société. Jamais nous n'engagerons nos militants à s'allier à des partis ou des syndicats précis ». Cela dépend de leur libre choix personnel, conclut en substance *Juventud Obrera.*

« Ecclesia » : « Il s'agit d'une reconnaissance mutuelle »

Enfin citons ces mots d'*Ecclesia,* organe de l'Action catholique espagnole, dans son numéro du 7 janvier : « Plus que la collaboration proprement dite entre l'A.C. et le syndicat, il s'agit d'une reconnaissance mutuelle de la personnalité respective et de la sphère de compétence de chacun. Mieux le syndicat fonctionnera, moins il y aura de danger que quiconque cède à la tentation de s'y substituer à un moment donné ».

GUATEMALA

« Parce que nous défendons la justice on nous traite de communiste » déclare l'archevêque

« Certains qui se disent catholiques méconnaissent la justice sociale au point de nous traiter — nous qui défendons ses droits — de « communiste », a déclaré l'archevêque de Guatemala, Mgr Rossell y Arellano, dans un discours adressé aux membres de la J.O.C. guatémaltèque. Et une fois de plus le prélat a mis en garde les catholiques contre « ceux qui tempêtent contre le communisme simplement en raison d'intérêts politiques ».

Au cours de ce meeting de la J.O.C., divers orateurs ont d'autre part dénoncé le fait que la plupart des mouvements syndicalistes d'Amérique latine ne représentent pas réellement les ouvriers, mais sont des organismes contrôlés par le gouvernement ou soumis à l'influence communiste.

ISRAEL

Des religieuses clarisses ont rétabli le monachisme dans l'Eglise grecque-melchite

Une interview parue dans *La Croix* a rendu publique l'existence d'une communauté de religieuses clarisses de Rabat passées au rite grec-melchite et établie en Galilée depuis 1958. Sous la direction de la Mère Véronique, leur abbesse, les Clarisses de Rabat s'étaient fixées dans la Medina et avaient appris la langue arabe pour entrer en contact plus étroit avec la population musulmane. Le monastère devint effectivement très vite un signe d'amitié entre Français et Arabes. « Ces contacts amicaux du monastère avec les musulmans étaient tels, dit la Mère Véronique, qu'aucun événement politique ne put les altérer, au contraire. Nous avons prié ensemble pour sauver l'amitié, entrepris ensemble le grand jeûne du premier vendredi de chaque mois pour la paix en Afrique du Nord. »

La fondation d'une communauté en Palestine fut provoquée par la conjonction de plusieurs faits « providentiels ». Déjà dans l'orientation du monastère de Rabat, la pensée apostolique du P. Monchanin — sa volonté de s'intégrer au peuple dans lequel on vit, son sens de la catholicité — avait été déterminante. Or, en septembre 1957, tandis que l'abbé Monchanin se mourait à Paris, un franciscain de passage à Rabat exposa à la communauté des Clarisses les besoins de leurs sœurs établies à Nazareth. Mère Véronique, qui avait découvert sa vocation de vivre au milieu du monde arabe trente ans auparavant en lisant une vie du P. de Foucauld, considéra ces propos comme un appel du « frère universel » — se rappelant qu'il avait été jardinier chez ces mêmes clarisses qui avaient aujourd'hui besoin d'aides. S'étant donc rendues auprès d'elles, à Nazareth, Mère Véronique rencontra dans le parloir du monastère l'évêque grec-melchite du lieu, Mgr Hakim. Celui-ci exposa à son tour le manque crucial de religieuses au service de son diocèse. Le projet de Mère Véronique se précisa alors : depuis décembre 1958, dans des locaux mis à leur

isposition par Mgr Hakim ,trois moiales, dont la Mère Véronique est la upérieure, sont passées — avec l'acord du cardinal Tisserant, alors préfet « l'Orientale » — au rite grec-melite. Elles psalmodient l'office en lanue arabe, se perfectionnent dans la onnaissance de l'arabe littéraire et du ngage palestinien et se préparent à onner une formation culturelle et spituelle à des jeunes filles galiléennes.

Un choc douloureux et éclairant »

Un document paru dans le précédent uméro des *I.C.I.* expliquait que le moachisme n'existe pratiquement plus ez les Orientaux unis à Rome, et n'une fondation aujourd'hui devrait e plutôt le fait de moines latins pas au titre oriental. C'est en ce sens n'ont peut considérer comme très imortant le passage de ces trois moniales arisses dans l'Eglise orientale. La signiation de cette nouvelle institution — ourtant modeste — est particulièrent mise en relief dans l'interview de ère Véronique qui déclare : « En Gaée, on trouve beaucoup de commuutés religieuses d'hommes et de fems, mais à peu près toutes latines. A rt deux ou trois Fraternités des Pees Sœurs de Jésus, qui ont leur vocan propre, Mgr Hakim n'avait vraient au service de son diocèse que trois quatre admirables auxiliaires.

» Cela veut dire que toute la jeunesse lchite, celle du pays, doit faire son struction et toute sa formation dans langue des Sœurs latines et, pratiqueent, dans leur liturgie. Et, bien enndu, si ces jeunes reçoivent l'appel à vie religieuse, elles se voient contrain, par la force des choses, d'entrer ns les Ordres latins, abandonnant leur igue, leur admirable liturgie, tout ır passé. Or : « on n'a pas la fleur ns les racines... ».

» Je vous laisse le soin de réfléchir vant Dieu aux conséquences, pour la e des âmes et la vie de cette Eglise abe d'une telle situation !

» Pour nous, ce fut un choc, à la s douloureux et éclairant...

» Eclairant, car c'est toute notre mare de vingt-cinq années arrivant aux rtes de la Terre promise... justement Terre sainte... et à Nazareth, où ıt commence — la ville de l'Incartion ! »

POLOGNE

Le Comité central du Parti ouvrier décide de supprimer l'enseignement du catéchisme dans les écoles publiques

Le Comité central du Parti ouvrier adopté le 21 janvier un projet de forme de l'enseignement élaboré par bureau politique. Conformément à ce projet l'enseignement religieux ne pourra être donné dans les murs de l'école laïque.

M. Gomulka, en présentant lui-même ce plan, après avoir souligné que l'Etat considère la religion comme affaire privée de chaque citoyen, a clairement précisé que l'une des tâches essentielles du Parti ouvrier doit être de veiller à « la formation politique et idéologique de la jeunesse ainsi qu'à son éducation morale ». Les autorités — poursuit ce rapport — ne font aucun obstacle aux parents qui désirent que leurs enfants étudient les principes de la religion. Cependant il conviendrait « dans l'intérêt de tous les parents, croyants et non croyants, que les enfants apprennent le catéchisme en dehors de l'école ».

Le rapport donne également à penser que les cours obligatoires de marxisme-léninisme, qui avaient été supprimés en 1956, seront rétablis dans l'enseignement secondaire.

[La nouvelle mesure aura certes d'importantes répercussions d'ordre social et politique et ne va certainement pas améliorer les relations entre l'Eglise et l'Etat tendues depuis deux ans, notamment à cause de l'enseignement religieux. (cf I.C.I. Nss 128, 106, 98).]

TOGO

La troisième rencontre panafricaine de la J.O.C. a rassemblé à Lomé des représentants de vingt-quatre pays

« Il n'y a plus de pays sous-développés. Nous voulons souligner ici la place irremplaçable que la J.O.C. occupe en Afrique en tant que mouvement de libération et de promotion de la personne humaine », s'est écrié Mgr Cardijn au cours de la troisième rencontre panafricaine de la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.). La centaine de jeunes qui y participaient représentaient vingt-quatre pays d'Afrique.

Dans les conclusions qu'ils ont formulées à l'issue de la rencontre, les délégués demandent notamment que les gouvernements reconnaissent la valeur éducative des mouvements de jeunesse en les soutenant moralement et matériellement ; que tous les mouvements de jeunesse s'entraident pour former les hommes qui demain bâtiront l'Afrique et que, tout en gardant leur indépendance à l'égard de l'Etat et des partis politiques, ils informent l'Etat de la situation des jeunes notamment au sein des conseils nationaux ; que de ces conseils, les mouvements de jeunesse politiques ne soient pas exclus. Enfin les conclusions s'achèvent par l'énumération des « objectifs de lutte » : « La jeunesse africaine doit lutter contre le matérialisme sous toutes ses formes, l'esprit tyrannique et totalitaire, le tribalisme, le régionalisme, le fanatisme, le racisme, pour sauvegarder l'unité de son peuple et préparer efficacement la voie de l'unité africaine. Elle doit s'instruire, apprendre à juger par elle-même et agir en union avec tous les partisans de la liberté personnelle, du progrès social et de la justice ».

TUNISIE

Les petites Sœurs des Pauvres sommées d'évacuer l'hospice de Tunis

Le 14 janvier, M. Zaouche, président de la municipalité de Tunis, a menacé la Supérieure des Petites Sœurs des Pauvres de signer un décret d'expropriation concernant l'hospice des vieillards qu'elles dirigent, si les locaux n'étaient pas totalement évacués avant le 15 février.

Cet hospice abrite actuellement près de 165 vieillards de diverses nationalités. La municipalité veut le transformer en internat de jeunes filles. Et pour cela, elle demande aux Petites Sœurs d'aller « volontairement » s'installer ailleurs.

Il y a peu d'espoir que le président de la municipalité de Tunis — qui possède des pouvoirs discrétionnaires en matière d'expropriation — revienne sur sa décision, malgré la légitime émotion qu'elle a soulevée et les démarches effectuées dans ce sens par certaines personnalités du monde consulaire ou diplomatique.

Cette expropriation « de facto » survient à une heure où, en Tunisie, l'œuvre des Petites Sœurs des Pauvres était plus nécessaire que jamais. Les mouvements d'émigration provoqués par les événements ont laissé sur place de nombreux vieillards isolés, pour qui l'hospice était la seule solution possible. Or il n'y a pas pour les Européens d'autres hospices de vieillards que celui qui risque d'être fermé.

En bref

Ceylan. — *L'épiscopat a publié le 18 janvier une déclaration demandant aux parents de mettre fin aux occupations d'écoles qui duraient depuis le 1er décembre. Cette décision a été prise sur l'avis du cardinal Gracias à la faveur d'un voyage que celui-ci faisait à Colombo.*

Grande-Bretagne. — *Un groupe de catholiques, parmi lesquels Mgr Roberts, ancien archevêque de Bombay, ainsi que les membres du Parlement et de l'Université ont demandé au Saint-Siège de créer une commission pour étudier les aspects moraux de la guerre moderne.*

Rhodésie du Sud. — *L'archevêque de Salisbury a fait fermer un club catholique de tendance raciste. Il sera remplacé par un club multiracial.*

NOUVELLES NON CATHOLIQUES

GRANDE-BRETAGNE

Le Dr Ramsey, archevêque de Cantorbéry

S. M. la Reine Elizabeth a désigné le 19 janvier le Dr Arthur Michael Ramsey, archevêque d'York, comme successeur sur le siège archiépiscopal et primatial de Cantorbery au Dr Geoffrey Fisher qui avait annoncé la veille son intention de quitter ses fonctions le 31 mai prochain.

Tout en remarquant qu'il est rare que le « primat d'Angleterre », titre de l'archevêque d'York, succède au « primat de toute l'Angleterre », titre attaché à l'archevêque de Cantorbery, il faut dire que le choix du Dr Ramsey ne surprend pas. Il est, de tous les évêques anglicans d'aujourd'hui, le leader spirituel le plus estimé et ses positions de Haute Eglise, plus affirmées que celles du Dr Fisher, ne pouvaient créer un obstacle à sa nomination, vu les circonstances œcuméniques nouvelles créées dans l'anglicanisme par la récente visite du Dr Fisher à Jean XXIII.

Le nouvel archevêque de Cantorbéry, qui paraît plus âgé que le Dr Fisher, est en réalité beaucoup plus jeune. Il est né en 1904. Après avoir été curé de diverses paroisses à Liverpool, Bolton et Cambridge, il fut chanoine de Durham et professeur de théologie de l'Université de cette ville avant d'en devenir l'évêque en 1952. C'est quatre ans plus tard qu'il fut nommé archevêque d'York. Il sera le centième prélat à occuper le siège de Cantorbéry. Il est marié mais n'a pas d'enfants.

Les préoccupations œcuméniques du Dr Ramsey sont bien connues. Il fut l'inspirateur et l'un des principaux rédacteurs du volume *Catholicity* (voir notre dossier « Les Anglicans », *I.C.I.* n° 88) qui présentait en 1948 les positions de l'anglo-catholicisme dans l'Eglise anglicane ; et on se souvient que c'est lui qui conduisit en 1956 la délégation de l'Eglise d'Angleterre partie pour Moscou pour y avoir des entretiens théologiques avec l'Eglise orthodoxe russe.

Dans une interview accordé à la B.B.C. après sa nomination, le Dr Ramsey a d'ailleurs tout de suite souligné qu'il s'intéressait « avec passion à l'unité chrétienne » et qu'il comptait entreprendre de nombreux voyages « pour servir cette cause ». Une agence de presse a, d'autre part, annoncé qu'il avait déjà dit qu'il serait « heureux d'aller à Rome ».



Le Dr Ramsey
Devant des perspectives nouvelles.

La démission du Dr Fisher

C'est devant la Convocation de son archidiocèse que le Dr Fisher avait annoncé, le 18 janvier, qu'il quitterait ses fonctions d'archevêque de Cantorbéry le 31 mai prochain. Comparant ses sentiments actuels à « ceux d'un matador qui a décidé de ne pas entrer dans l'arène », le primat de l'Eglise anglicane avait précisé : « Ma vigueur n'a pas décliné et je suis convaincu que ma sagesse s'accroît chaque jour, mais, je constate aussi que ma patience diminue et c'est pourquoi je crois sincèrement que le temps est venu de me retirer ».

Faisait-il allusion, en parlant de patience, aux oppositions assez vives soulevées dans certains milieux ecclésiastiques par sa récente visite à Jean XXIII ? Il semble que le primat songeait plutôt réellement à son grand âge (74 ans). Surtout, on peut penser aussi que le Dr Fisher a estimé que l'Eglise d'Angleterre se trouve maintenant dans une situation œcuménique nouvelle qui favorise son remplacement par une personnalité ayant des vues nettement œcuméniques. Il est à remarquer en effet que l'archevêque de Cantorbéry a annoncé sa démission un mois et demi après son voyage historique au Vatican, événement sans précédent dans la vie anglicane et qui pourrait ouvrir des perspectives insoupçonnées.

En théorie, le primat de l'Eglise anglicane est nommé par élection du chapitre de sa cathédrale de Cantorbéry. En fait, c'est le souverain qui, sur la recommandation du Premier Ministre, le nomme et son choix est, ensuite, entériné par le chapitre de Cantorbéry. On fait ressortir que M. MacMillan, anglican pratiquant, est un des rares Premiers Ministres de l'époque moderne à s'intéresser de très près aux questions de l'Eglise d'Angleterre. Aussi s'attendait-on que sa décision allât dans le sens des vraies préoccupations actuelles de l'anglicanisme.

Au siège d'York a été nommé le T.R. Coggan, jusqu'ici évêque de Bradford.

SUEDE

Doit-on prier à l'école ?

Les règlements scolaires prévoient dix minutes de recueillement au début de la journée. Ce rassemblement de tous les élèves et de leurs maîtres est consacré, en général, à la lecture d'un passage de la Bible, d'un psaume ou même d'un texte littéraire ; un bref commentaire en souligne ensuite l'intérêt pour les écoliers et un chant clôt la séance.

Depuis quelque temps, le principe même de ces réunions matinales est discuté. En 1958 déjà, l'administration scolaire avait remplacé la dénomination primitive « prière du matin » par celle de « recueillement matinal » et affaiblissait ainsi l'aspect religieux de ces dix minutes. Devant l'indifférence accrue d'un certain nombre d'élèves (la presse en a donné des échos à plusieurs reprises), trois attitudes se confrontent. Les uns exigent que liberté totale soit donnée dans ce domaine ; d'autres désirent marquer ces réunions d'une empreinte purement littéraire ou artistique ; un troisième groupe, enfin, souhaite en accentuer le caractère religieux.

L'issue du débat est encore incertaine, mais le fait même de son existence renseigne sur les sentiments religieux d'une partie de la jeunesse.

U. R. S. S.

Mort du métropolite Nicolas

Mgr Nicolas, ancien vicaire patriarcal, métropolite de Kroutitsy et de Kolomna, est mort le 16 janvier à Moscou, des suites d'une crise cardiaque.

Depuis sa retraite discrète mais définitive en date du 19 septembre dernier (cf. *I.C.I.* N° 134), après que toutes les fonctions qu'il exerçait lui furent retirées, le métropolite vivait dans l'isolement.

Personnage très discuté, très actif dans le Mouvement de la paix, il passait pour avoir été conseiller de Staline en matière de religion (cf. *I.C.I.* N° 104) et fut responsable du passage forcé des catholiques ukrainiens de rite byzantin à l'orthodoxie en 1946.

Allemagne orientale. — *Le gouvernement a refusé son autorisation à l'Eglise évangélique pour que le dixième* Kirchentag *(Rassemblement) protestant) se tienne à Berlin-Est. Il devait avoir lieu du 19 au 23 juillet dans les deux secteurs de Berlin.*

A Cuba, deux ans après :

LES CATHOLIQUES DEVANT L'IMPOSTURE

Comme nous l'avons annoncé à l'époque, un rédacteur des « Informations Catholiques Internationales » s'est rendu à Cuba du 13 novembre au 4 décembre. Il a pu mener sur place une vaste enquête dont il apporte ci-dessous les résultats. On comprendra aisément l'importance de cette enquête.

Il y a deux ans (1er mars 1959), nous publiions déjà un « dossier » intitulé : « Présents à la lutte d'hier, attentifs aux réformes de demain : les catholiques cubains dans la révolution ». Depuis lors, nous n'avons guère publié de numéros qui ne comportent une information sur Cuba.

Ainsi, nous avons au fil des mois rendu compte de l'évolution de la situation et des esprits, évolution marquée par des prises de position de plus en plus restrictives de la hiérarchie catholique. Progressivement, les informations se firent plus rares et plus difficiles à contrôler. Une enquête sur place s'imposait pour nous permettre d'y voir clair et de faire le point.

. - De la crainte à la révolte

Venant de Miami (U.S.A.) j'avais ...erri à La Havane un dimanche ma..., unique passager d'un DC-6 B de ... compagnie hollandaise K.L.M. Im...ession pénible de se trouver seul ...ns ce grand appareil, et qui aug...enta encore lorsque je m'aperçus ...'aucun voyageur n'était effective...ent attendu à part moi : les seules ...rsonnes présentes à l'aéroport ...aient quelques amis catholiques à ...i j'avais annoncé mon arrivée par ...légramme deux jours avant.

Même impression désagréable de ...nstater que j'étais l'un des très ra...s clients du bel hôtel moderne, **...abana Riviera**, grand palace au ...rd de la mer, où l'on me fit des...ndre. Nous n'étions jamais plus de ...ois ou quatre au restaurant lorsque ... prenais mon petit déjeuner, et au ...r — aussi vaste que confortable — ... j'eus de nombreux rendez-vous, je ... comptai jamais plus de quatre ou ...nq clients. Même solitude impres...onnante au bar et au restaurant de ...utre grand palace de La Havane, ... **Hilton**, aujourd'hui appelé **Habana ...bre**, où il m'arriva souvent d'être ...nvoqué pour des rencontres discrè...s.

Ce sentiment, qui me saisissait, de ...ys fermé à tous ces touristes qui, ...dis, venaient fidèlement chercher à ...uba en hiver, sous le soleil des tropiques, de supplémentaires vacances estivales, se renforçait encore quand j'entendais les Cubains à qui je n'avais pas été présenté me demander presque toujours si j'étais Russe ou Tchèque. La population, en effet, se sent si coupée du monde occidental qu'il lui vient difficilement à l'esprit que l'étranger actuellement en visite à Cuba puisse être autre qu'un ressortissant des « pays de l'Est ».

La lecture quotidienne des journaux, alignés pratiquement sur la presse communiste d'Europe dont ils ressassent les slogans politiques sans aucune espèce d'originalité notable, suffirait d'ailleurs à elle seule à éclairer le visiteur sur l'état de tension qui règne aujourd'hui à Cuba. Commentaires unilatéraux, dans le sens « socialiste », des événements internationaux ; constante propagande d'excitation contre « l'impérialisme » ou le « colonialisme » ; attaques virulentes contre les ennemis du peuple, les « traîtres », etc. ; propos alarmistes appelant la population à se mettre en état de résistance devant la perspective d'une « invasion » ou d'une « attaque armée » américaine présentée comme quasi inévitable.

Cette tension est tellement ressentie par la plupart des gens qu'on ne s'étonne plus, au bout de quelques jours, du contraste entre la prudence ou la banalité des propos tenus en



Devant l'ambassade des U.S.A. : queue pour les visas.
Des « traîtres » qui s'en vont.

public et la véhémence ou l'amertume de ceux qu'on recueille lorsque votre interlocuteur a trouvé le moyen de vous parler en tête-à-tête.

Les ruses employées par les Cubains pour en arriver à ce tête-à-tête sont un des éléments les plus frappants de ce climat nouveau. J'en donnerai quelques exemples précis.

« Oh, ce soleil ! changeons de place »

Je cherchais à entrer en contact avec une personnalité du monde des lettres, réputée très révolutionnaire aujourd'hui encore et qui occupe un poste important dans un organisme gouvernemental. Des amis communs m'avaient conseillé de la voir, ses fonctions la mettant à même de me donner les meilleurs renseignements possibles. Alors que je la cherchais depuis plusieurs jours sans parvenir à la joindre, je la rencontrai à l'improviste au cours d'une réception qui avait lieu dans le jardin d'un grand hôtel. Les présentations faites, mon interlocuteur m'invite à prendre place à côté de lui et la conversation s'engage. J'entends parler des menaces que font peser sur l'avenir de la Révolution l'attitude belliqueuse des Etats-Unis, leur espionnage et leur soutien aux menées « antipatriotiques » des contre-révolutionnaires. Le tout sur un ton d'indignation. « Monsieur, je suis avec mon peuple, avec la Révolution injustement attaquée et victime des calomnies de la presse américaine. » La présence de plusieurs personnes à proximité de nous, mal ou trop bien connues de mon interlocuteur, pourrait, je le sais déjà, expliquer ses propos si « conformistes ». Je m'interroge au fond de moi-même sur ce qu'il pense réellement, essayant de le deviner dans ses exagérations ou ses lieux-communs tirés de la presse, lorsque soudain, il me dit :

— Oh ce soleil en plein visage ! Ça me fait mal aux yeux. Venez, mettons-nous là-bas, à l'ombre. Il y a des sièges vides et nous y serons plus à l'aise ».

Et à peine sommes-nous ainsi à l'écart que la conversation prend un tout autre tour.

— C'est épouvantable, vous savez. Nous vivons dans une véritable folie. Impossible de s'exprimer librement. La police secrète est partout. Tout le monde a peur. Ce sont les communistes qui commandent et ils ont installé ici leur totalitarisme. Il faut absolument que vous disiez à l'étranger que nous vivons dans un régime odieux. Les Français ne peuvent pas continuer à considérer la Révolution comme quelque chose de sain. Vous direz aux amis en Europe ce qui se passe ici, que nous vivons sous une nouvelle dictature. Ils sont honnêtes, ils ont défendu la Révolution honnêtement, parce qu'à l'époque où ils sont venus à Cuba, ils ne pouvaient pas savoir ce qu'elle deviendrait, ce qu'elle est devenue. Une horreur. Il faut qu'ils le sachent ».

Autre exemple, qu'on pourrait croire tiré d'un roman policier. Dans une grande entreprise nationalisée je remarque, alors qu'on me fait passer d'un atelier à l'autre, une personne qui ne m'a pas été présentée mais qui semble désirer me parler car elle me suit partout et me regarde avec insistance. Au sortir de l'entreprise, plusieurs heures après, alors que je suis encore accompagné par un membre de la direction, je la trouve soudain devant moi, la main tendue, devant la porte. Je réponds à son geste et sens qu'elle me remet un papier plié que je fais disparaître dans ma poche. Quelques minutes plus tard, je l'ouvre dans un taxi. J'y lis : « Si vous voulez connaître la véritable situation des employés, venez voir M. X..., à tel atelier. Lui, vous dira la vérité ».

La lutte recommence

Un autre jour je vais trouver un fonctionnaire qui fut un révolutionnaire notoire et doit son poste actuel à son activité dans l'insurrection fidéliste. Il est dans son bureau entouré de quelques collègues. Il me demande des nouvelles des journalistes européens qu'il connaît puis me propose d'aller prendre un café avec lui dans un bar voisin. Une fois hors de l'immeuble, il me fait monter dans sa voiture, allume la radio et m'entraîne dans une promenade en circuit fermé dans les grandes artères de la ville, parlant sans arrêt, sans me laisser pratiquement poser une seule question. « Notre ami X., à quoi pense-t-il ? Il m'écrit pour me demander de lui envoyer des renseignements sur la situation ! Ne sait-il pas ce qui se passe ? Je ne peux rien lui écrire, c'est impossible. Est-ce que vraiment en Europe vous ne voyez pas ce qu'est devenue la Révolution ? C'est la terreur ici. On avait lutté contre Batista pour vivre librement et nous voilà sous une dictature socialiste. Vous savez qu'il y a des contre-révolutionnaires ? Oui ? Eh bien, dites-vous qu'ils sont tous les jours plus nombreux et qu'ils ont raison. Toutes ces histoires d'invasion américaine sont des blagues. C'est à nous de nous sortir de cette situation épouvantable. C'est pourquoi la lutte recommence. Interrogez les gens seul à seul, vous verrez ce qu'ils vous diront. Ceux qui arrivent à surmonter la peur s'organisent clandestinement et s'arment pour arracher la Révolution au communisme qui s'en est emparé. Les communistes n'ont pris aucune part importante à notre lutte pour la justice et les voilà maintenant faisant la loi. Les Cubains ne peuvent pas accepter cela. »

« Ceux qui arrivent à surmonter la peur... » Ils existent et je devais en rencontrer dans tous les milieux, spécialement chez les intellectuels et les syndicalistes. Mais j'ai aussi rencontré ceux que la peur semble terrasser. Le spectacle que m'ont donné certains d'entre eux est l'un des plus affligeants que j'aie connus. Un jour, dans une petite ville de la province d'Oriente, très loin de la capitale, je demandai à m'entretenir avec un des notables du lieu. Il se trouvait sur la grand'place. Un ami me présenta et me laissa seul avec lui après lui avoir fait entendre que j'étais « une personne de confiance » et qu'il pouvait « me parler en toute franchise ».

Des regards suppliants

— A votre avis, que se passe-t-il à Cuba en ce moment ? lui demandai-je lorsque les personnes avec qui il conversait eurent pris congé de lui.

— Voilà une question vraiment intéressante, me dit-il en insistant sur chaque mot comme pour me marquer qu'il en appréciait la pertinence. Vous me permettrez toutefois de ne pas vous répondre moi-même. Ma position... n'est-ce pas ? Mais nous allons la poser à d'autres. Regardez ce groupe de jeunes femmes, là-bas. Ce sont des fonctionnaires. Je les connais très bien. Venez avec moi les interroger. Vous verrez ce qu'elles vous répondront, vous verrez.

Nous nous approchons du petit groupe et mon compagnon me présente : « Un journaliste français. Vous pouvez avoir toute confiance en lui, c'est un ami de X., qui est là-bas, et que vous connaissez bien. Il va vous poser une question, la même qu'à moi.

Je demande à nouveau à ces jeunes femmes ce que j'avais demandé au notable. Toutes me regardent, atterrées, sans ouvrir la bouche. J'insiste. Silence total de nouveau.

— Vous avez bien une opinion, dis-je, même si elle n'est pas très claire. Dites-moi quelque chose.

Pas de réponse.

— Des impressions au moins. Ne pouvez-vous me dire lesquelles ?

— Des impressions, oui, répond après quelques hésitations une de ces jeunes femmes.

— Lesquelles ?

De nouveau, silence total. J'insiste encore, mais sans plus de succès. Je commence à avoir envie de mettre fin à cette « conversation » gênante pour tout le monde.

— Vous avez de l'espoir sans doute ?

— Oh oui, de l'espoir, répondent-elles en chœur et, sur-le-champ, tout le petit groupe me dit « Au revoir » et s'éloigne.

— Vous avez entendu la réponse, mon ami, me dit le notable. Vous avez entendu, n'est-ce pas ? Je ne fais pas de commentaires. Voulez-vous parler à d'autres gens ?

Je répétai l'expérience avec d'autres groupes, d'hommes cette fois, sans obtenir d'aucun le moindre mot. Seuls des yeux tristes me fixaient comme pour me demander de laisser chacun en paix dans son silence.

Cette supplication muette, je la rencontrai un jour sous une forme si pathétique que le souvenir m'en poursuivra longtemps. Je visitais une coopérative agricole en construction. Le gros œuvre des maisons destinées aux paysans était achevé. Le fonctionnaire de la coopérative, en uniforme de la milice, me donnait des explications très abondantes sur ce que la Révolution a fait pour les paysans et ce qu'elle va encore réaliser. Assis sur un tas de ciment, à deux pas de nous, un « guajiro », superbe type d'homme faisant songer à un métis d'Indien avec son nez busqué et ses yeux étincelants sous son énorme sombrero, me regardait de façon insistante. J'avais peine à détacher mon regard du sien, dans l'impression qu'il essayait désespérément de me dire quelque chose rien qu'en me fixant ainsi. La tristesse de ses yeux augmentait à mesure que le milicien poursuivait ses éloges de la Révolution. Sa tête s'enfonçait toujours davantage dans ses épaules et je crus comprendre que du fond de lui-même il m'adressait ces mots suppliants : « Malheureux, n'écoute pas tous ces mensonges. N'entends-tu pas que je te crie que ce n'est pas vrai. On te trompe, on te trompe ». Et soudain, les yeux au bord des larmes, il se leva et s'en fut vers une autre construction où, assis, d'autres ouvriers semblaient l'attendre.



Le Père Lence dans un meeting populaire.
Un « prêtre digne », a dit Fidel, et non un « sbire en soutane ».

« Avec la Croix et avec la Patrie »

Plusieurs personnes avaient cru bon de me prévenir que la presse, la radio ou la télévision chercheraient à mettre à profit, pour les besoins de la propagande révolutionnaire déjà suspecte à l'étranger et largement démasquée à Cuba par divers milieux bien renseignés, la présence d'un journaliste catholique européen. Je ne songeai pas le moins du monde à ces avertissements lorsqu'au matin du troisième jour de mon séjour à La Havane, on me téléphona à 7 heures à mon hôtel. C'était une dame qui m'expliqua qu'elle faisait partie d'un groupe de catholiques « révolutionnaires », que ce groupe tenait le soir une réunion et qu'on serait heureux de m'y voir prendre part. J'acceptai sans hésitation et, en fin d'après-midi, attendis la personne en question qui devait venir me chercher à mon hôtel. Elle arriva avec un taxi et m'emmena tout de suite dans une villa luxueuse du Vedado (un des quartiers chics de la capitale), résidence d'un médecin.

Après être passé par une grande véranda dont le mobilier, l'argenterie et les tapis disaient suffisamment la classe sociale du propriétaire (à mon étonnement, car la Révolution prétend avoir supprimé la richesse qui était ici insolente), je me trouvai soudain placé à côté de deux prêtres, dont l'un m'était connu par les photos qu'en publient régulièrement les journaux. C'était le P. German Lence, porte-parole du castrisme ecclésiastique, très connu pour ses attaques publiques contre la hiérarchie et le clergé dit « contre-révolutionnaire ». Son évêque lui a refusé le droit d'avoir une paroisse déjà avant la Révolution castriste, en raison de certains scandales, et l'évolution du régime a fait de lui le type du « curé révolutionnaire » épousant les thèses officielles en contradiction avec l'unanimité des catholiques et avec l'attitude clairement exprimée de l'épiscopat. (Il a été, depuis, suspendu *a divinis.*)

Les présentations étaient à peine faites qu'on me demandait de m'asseoir à côté de lui. Me retournant pour obtempérer à ce désir, j'aperçus, à ma plus grande surprise, des caméras de photographes et de cinéastes braquées sur le petit groupe que je formais avec le P. Lence, l'autre prêtre, le maître de maison, mon accompagnatrice, ainsi qu'un autre catholique « révolutionnaire » et un jeune garçon vêtu en milicien. Nombreuses photos et prises de vue à un rythme ultra-rapide. Puis on me demande « une déclaration ». Je réponds poliment mais fermement :

— Je suis venu à Cuba pour y chercher des informations, non pour y faire des déclarations.

Explication que les divers opérateurs acceptent avec la meilleure grâce en emmenant sans plus attendre leurs appareils.

On comprendra que mes dispositions n'étaient pas des plus favorables pour prendre part à la « réunion » qu'on m'avait annoncée sans me prévenir le moins du monde de l'identité des personnes qui s'y trouveraient ni de la présence de photographes de la presse et de cameramen des actualités et de la télévision. Mais il n'y avait pas de réunion du tout. La mise en scène dont je venais de faire les frais n'avait d'autre but que de propagande et eut pour effet de me compromettre, dès le début de mon voyage, avec les rares « catholiques » publiquement associés au régime. Les journaux des jours suivants, en effet, publiaient en bonne place des photos de cette cérémonie décrite comme « l'accueil » par le groupe « Avec la Croix et avec la Patrie » du journaliste français X..., rédacteur des *Informations catholiques internationales,* venu à Cuba recueillir des informations de première main sur la Révolution. Et les légendes des photos, dont l'une m'appelait sans la moindre raison « un écrivain français connu », me prêtaient, de façon tout aussi fantaisiste, des opinions enthousiastes sur la Révolution cubaine. Cela me valut de grandes difficultés pour voir les évê-

ques, peu désireux de rencontrer un journaliste catholique étranger qui n'avait rien trouvé de plus pressé que de se faire photographier et filmer en compagnie de personnalités d'un groupe catholique discrédité. Cela m'attira aussi des remarques désagréables dans les couvents ou paroisses auquels je rendis visite : « On vous a vu à la télévision avec le P. Lence », ou : « Votre photo dans les journaux, à côté du P. Lence... » Ce qui revenait à dire qu'on ne tenait guère à me recevoir. Mais la bonne foi qu'on voulut bien me reconnaître après que j'eus expliqué clairement l'innocence de ma participation à cette « cérémonie » me permit finalement de poursuivre mon enquête dans les autres milieux catholiques, ecclésiastiques et laïcs.

« Notre évêque... »

Quant à la petite soirée elle-même, elle se termina par un cocktail où je devais avoir d'autres surprises. Des vieilles dames très élégantes, et s'exprimant en un français parfait, me parlèrent du groupe catholique au milieu duquel j'étais ainsi « fêté » (ce fut le mot des journaux le lendemain). L'une d'elles me dit :

— Notre évêque est une personne étonnante, d'une compréhension sociale admirable...

— Quel évêque, madame ? demandai-je, ne saisissant pas de qui il pouvait s'agir.

— Mgr Lence, me répondit-elle.

— Je croyais qu'il n'était que prêtre.

— Oui, madame se trompe, intervint une dame plus jeune, c'est un prêtre et non un évêque.

Une autre de ces dames âgées appela devant moi ce même groupe catholique dont elle fait partie : « Avec la Croix et la Paix », et une autre encore : « Avec la Croix et l'Epée », erreurs qui furent poliment rectifiées par d'autres personnes présentes.

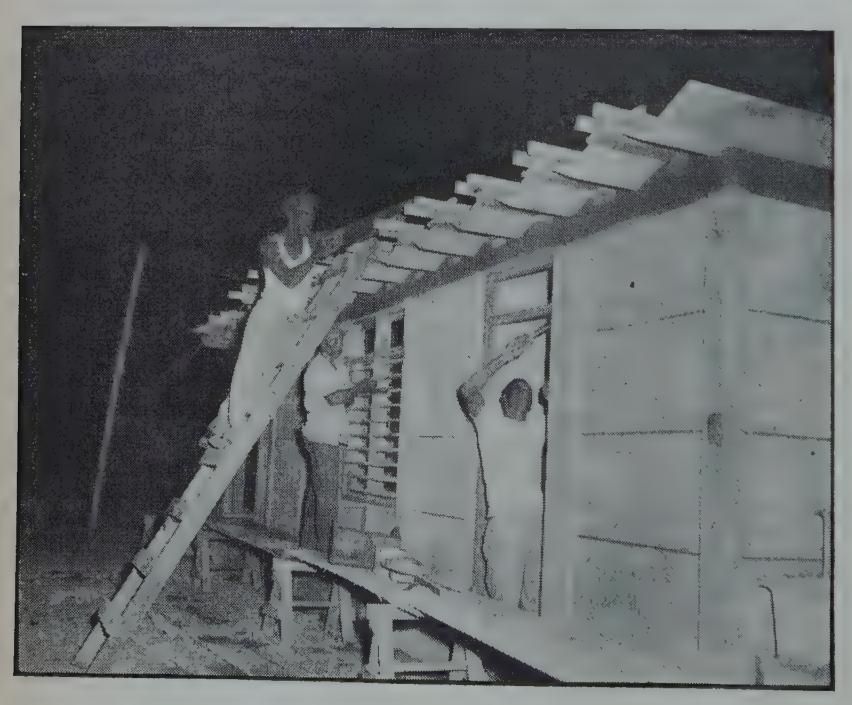
Un prêtre connu pour ses sympathies révolutionnaires à qui je demandais quelques jours plus tard des renseignements sur ce groupe, m'expliqua le plus franchement du monde qu'il ne représente rien dans le monde catholique, aucun de ses dirigeants n'ayant jamais occupé une position en vue dans les milieux catholiques. Et il ajouta qu'il s'agissait surtout de vieilles dames, certes charmantes, mais incapables de comprendre la raison d'être ni les objectifs de l'association. Tout favorable qu'il était encore à la Révolution, il reconnaissait que l'attitude d'affrontement au reste de l'Eglise du groupe « Avec la Croix et avec la Patrie » n'était pas admissible pour des catholiques fidèles.

J'eus plus tard l'occasion d'entrer en contact plus direct avec certains autres membres de ce groupe et je reconnus chez l'un d'eux au moins une bonne foi manifeste. J'assistai cependant à un entretien de ce dernier avec un évêque, entretien d'une cordialité comme je n'en avais jamais vu entre un évêque et un laïc, et qui m'éclaira plus complètement sur la nature du mouvement. Le prélat s'étonnait que ce laïc qu'il connaissait et estimait fort, acceptât de faire encore partie de cette association : « C'est toi qui l'avais fondée jadis sur d'autres bases. Elle avait cessé d'exister et voilà qu'elle réapparaît brusquement avec des inconnus à sa tête. Et avec des objectifs nettement politiques dont le principal semble être d'attaquer l'Eglise ! » Son interlocuteur n'arrivait pas à se résoudre à n'avoir plus aucune influence dans ledit groupe, mais son insistance à s'en estimer toujours membre s'expliquait par son espoir de pouvoir lui réimprimer une orientation moins incompatible avec celle de l'Eglise.

« L'Union des catholiques révolutionnaires » : une avant-garde ou un groupe dépassé ?

Le caractère de non-représentativité catholique de l'association « Avec la Croix et avec la Patrie » ne doit cependant pas laisser croire que les catholiques cubains encore favorables à la Révolution sont uniquement groupés en son sein et sont tous, en quelque sorte, en marge de l'Eglise. Loin de là. Il existe d'autres catholiques, surtout dans les campagnes ou les villes de province, dont l'enthousiasme initial pour la Révolution n'a pour ainsi dire rien perdu et qui sont engagés à fond dans l'œuvre révolutionnaire de salut populaire : coopératives agricoles, constructions pour les peuples, centres nouveaux d'éducation ou d'hygiène, etc., toutes réalités en général positives à l'actif de la Révolution.

Certains de ces catholiques sont groupés dans une association appelée « Union des catholiques révolutionnaires ». Un de leurs principaux conseillers est un prêtre parfaitement en règle avec l'église, qui jouit dans tout le pays d'un prestige immense dû à sa longue activité de journaliste. Il était jusqu'à ces derniers temps encore à la tête du plus important périodique catholique de Cuba où, durant des années, avec une conscience, une sagesse et un courage que tout le monde (même ses adversaires catholiques les plus décidés aujourd'hui) se plaît à reconnaître, il travaille à éveiller la conscience sociale des catholiques, dénonçant les injustices et osant, seul dans toute la presse cubaine, s'élever ouvertement contre les sévices de la police de Batista et les crimes de la dictature. Sa sainteté sacerdotale, son intelligence, sa profonde culture humaniste et religieuse ne sont mises en doute par personne.



Dans le quartier populaire de Nueva Vista Alegre, à Santiago.
Loger ceux qui n'ont pas de toit.

reconnaît toutefois lui-même que petit groupe qui gravite autour de . aujourd'hui ne constitue qu'une fime minorité dans la population caolique. Le sentiment de son isoleent est tel qu'il a renoncé à conrver la direction de la publication nt il a fait le renom. Renoncement à sa probité intellectuelle, car il t qu'aucun de ses anciens collaboeurs, qu'il continue à estimer mme ils l'estiment eux-mêmes, ne rtage plus ses vues favorables à la volution, dans la phase qu'elle trarse actuellement.

'ai rencontré plusieurs membres cette « Union des catholiques rélutionnaires ». Ils n'ont rien de mmun avec les adeptes de l'assotion « Avec la Croix et avec la trie ». Jamais leurs propos publics privés ne les entraînent dans une position ouverte à l'Eglise dont ils pensent cependant qu'elle a adopté une attitude peu compréhensive. On trouve parmi eux des ingénieurs, des institutrices rurales, des médecins, etc., anciens membres ou dirigeants de mouvements d'Action Catholique, tous d'une foi authentique et d'une formation chrétienne sérieuse. La ferveur de leurs préoccupations sociales, leur profonde exigence de justice et leur conscience de la négligence passée des catholiques face aux problèmes sociaux les plus graves les engagent à maintenir une attitude de franche collaboration avec la Révolution, en dépit des tendances dangereuses qu'elle manifeste. Ces dangers, ils ne les méconnaissent pas tout-à-fait, mais, ou bien ils ne les constatent qu'occasionnellement, ou bien ils les minimisent en vertu d'une grande espérance qu'il faut comprendre, car elle a des raisons profondes.

Pas une seule coopérative — et il y en a plus de six cents — qui ait son église ! Pourquoi ? L'Eglise n'aurait-elle pas dû tenter d'en faire construire, montrer son désir d'être présente dans cette nouvelle étape de notre histoire, en discuter avec les autorités ? Je crois que c'eût été possible si on l'avait vraiment voulu. Mais on a préféré se tenir à l'écart des structures nouvelles qui s'établissent. Et certains membres du clergé semblent favoriser l'opposition par la violence, qui ne peut que nous plonger dans une guerre civile. L'Eglise à Cuba risque de payer cher son manque de compréhension du moment historique que nous traversons ! »

C'est sur des raisonnements de ce genre que les catholiques qui demeurent favorables à la Révolution fondent leur attitude. Il s'agit de « sauver la Révolution » des menées inconsidérées d'une opposition qui, en cas de victoire, ne pourrait — selon eux — que rétablir dans le pays l'ancien état de choses capitaliste avec son train d'injustices dont personne ne veut plus.

II. — Sauver la Révolution

Comment, en effet, accepter l'idée e la Révolution, qui a soulevé tant nthousiasme et répond à une telle cessité à Cuba, puisse s'être perverau point qu'un chrétien n'aurait is d'autre choix que de s'y oppo- ? Comment croire que tout est rdu ? L'œuvre révolutionnaire posie n'est-elle pas une réalité, là, is les yeux de tous ? S'opposer ec intransigeance aux tendances ngereuses du moment, n'est-ce pas ntribuer à détruire une œuvre esntielle et salutaire, un grand moument vers la libération du peuple s campagnes des tristes conditions vie qui ont été les siennes jus-'ici, le dernier acte de l'indépennce de Cuba, son indépendance du ug économique étranger ? L'imense espoir que la Révolution cuine représente pour toute l'Amérie latine, qui se débat dans des pro-mes sociaux et économiques d'une le gravité que leur solution ne it plus attendre, doit-il être ainsi andonné aux premières difficultés ? fin, il faut songer à l'avenir de glise. Elle est trop faible à Cuba ur se dresser contre cet immense uvement de libération économique. elle engage la lutte contre la Réution, elle sera balayée, ne serait-que parce que le clergé est en jorité étranger, ce qui complique core sa situation. Elle doit se monr compréhensive et patiente. Que -t-elle eu autant de scrupules ur collaborer hier encore avec la société capitaliste, voire même avec la dictature !

« Retrouvons l'esprit de Lacordaire »

« Nous devons nous mettre dans la position de Lacordaire devant les développements de la Révolution française — m'a dit expressément un prêtre que l'attitude aujourd'hui négative de la majorité des catholiques inquiète profondément. C'est la seule attitude positive que nous puissions avoir. De notre volonté, de notre patience, de notre ouverture d'esprit peut dépendre l'avenir de l'Eglise à Cuba. Une page de l'histoire se tourne. Comprenons-le. Adoptons plutôt franchement l'attitude de l'Eglise dans les anciens pays coloniaux d'Afrique et d'Asie. Les évêques y ont applaudi la libération nationale. Nous avions ici commencé par applaudir la libération économique, qui est une autre forme, aussi essentielle, de l'indépendance d'un peuple. Pourquoi reculer maintenant, tout remettre en cause ? Qu'une révolution s'accompagne d'anticléricalisme et d'excès de toutes sortes, cela est inévitable, et chez nous surtout où la faiblesse de l'Eglise ne lui a permis d'accomplir sa tâche que très incomplètement. Avez-vous vu les campagnes où l'Eglise est absente, les nombreux villages sans clocher ? Et maintenant que se créent de nouvelles communautés, l'Eglise continue à en être absente.

Le passé est mort

« Dont personne ne veut plus » : la formule est peut-être exagérée, mais on peut considérer en tout cas que l'immense majorité de la population de Cuba a conscience des maux de la société passée et ne souhaite pas la voir reparaître. Parmi les nombreux catholiques déçus, écœurés par la Révolution ou déjà engagés dans des mouvements contre-révolutionnaires que j'ai rencontrés, je n'en ai trouvé aucun qui mît en cause la Révolution elle-même. Jamais je n'ai entendu aucun d'eux répudier les objectifs initiaux de la Révolution fidéliste. Les mots « sauver la Révolution » sont sur toutes les lèvres. Ceux que leur désaccord actuel avec Fidel a entraînés dans une lutte clandestine de sabotage dans les villes ou de résistance armée dans les maquis prétendent eux aussi justifier leur attitude par le désir de « sauver la Révolution ». Mais pour eux il s'agit de la sauver du communisme qui s'en est saisi à des fins internationales qu'ils n'acceptent pas et qui a établi dans le pays un nouveau régime totalitaire. Pas plus que les castristes fidèles d'aujourd'hui, ils ne souhaitent détruire l'œuvre révolutionnaire accomplie. Avant de voir plus en détail les griefs qu'ils font aux tendances actuelles de la Révolution, il convient de regarder de près cette œuvre révolutionnaire.

« Il y a une Providence pour les pauvres »

Depuis deux ans qu'ils sont au pouvoir les révolutionnaires ont mis fin

au scandale du jeu et de la prostitution qui faisait le triste renom de La Havane dans toute l'Amérique. Ils ont supprimé les immenses propriétés foncières et délivré la masse paysanne de son asservissement à un système d'exploitation inhumain. Ils se sont engagés à tous les plans de la vie économique et sociale dans une réforme de structure radicale, distribuant (théoriquement) la terre aux paysans, déracinant les monopoles, créant des logements populaires décents, des dispensaires et des écoles nouvelles dans les campagnes ; mettant dans les endroits les plus abandonnés des médecins et des infirmières ; établissant, à travers l'Institut de la Réforme agraire (INRA), un système de production agricole plus rationnel et des conditions de vie plus égales pour tous ; en un mot, lançant le pays dans la voie d'une société plus juste, plus libre, plus humaine. Ce sont ces objectifs qui avaient été salués avec enthousiasme par l'immense majorité des Cubains et qui trouvèrent écho jusque dans des lettres pastorales des évêques dont le ton chaleureux avait frappé les catholiques étrangers.

On m'a fait visiter à travers tout le pays des réalisations de la Révolution dans ces domaines. J'ai vu des plages populaires sur la côte nord et sur la côte sud de l'île. Installations charmantes, avec restaurants, logements, jardins d'enfants en des endroits jadis propriété privée et où le peuple n'avait jamais pu se baigner. J'ai vu des centres touristiques en montagne, construits pour le peuple dans des sites superbes, avec motels, piscines, etc. J'ai vu, en bordure des villes des quartiers ouvriers tout neufs à côté des anciens taudis où depuis des décennies s'entassaient des familles, sans eau, sans gaz, sans électricité. J'ai vu des centres scolaires nouveaux ou installés dans les casernes de Batista. J'ai vu des routes nouvelles, reliant pour la première fois des paysans isolés aux marchés des villes. J'ai vu des « foyers d'enfants » où la Révolution a recueilli des centaines de petits abandonnés auxquels elle donne l'enseignement élémentaire tout en leur apprenant les rudiments d'un métier. Dans l'un d'eux, où sont réunis ainsi plus de six cents garçons de cinq à treize ans, le directeur qui me faisait visiter les lieux où ils vivent — une ancienne propriété, très vaste, d'un grand personnage du régime de Batista qui a, comme ses compères, fui à l'étranger — me dit avec simplicité ces mots : « Il y a une Providence pour les pauvres. »



Un centre scolaire dans la Sierra Maestra.
« Il est chrétien de s'occuper de l'éducation du peuple. »

Ce qu'il faut sauver

Enfin et surtout j'ai vu de nombreuses coopératives agricoles déjà habitées ou encore en construction. Les architectes se sont ingéniés à donner aux maisons d'habitation de ces centres, où l'on regroupe la population des campagnes pour une exploi tation plus rationnelle de la terre e pour qu'ils y trouvent les conditio d'une vie commune et meilleure, un certaine personnalité qui les distin gue les unes des autres en le inscrivant dans un ensemble harmo nieux. Chacune de ces coopérativ a son école, son centre administrat son « magasin du peuple » où s vendent les biens de consommatio les plus nécessaires.

Visitant l'une de ces coopérative je suis entré dans l'école, en l'a sence de tout guide. Elle était vid à ce moment-là et ma curiosité m poussa à ouvrir dans une salle d classe un placard où se trouvaie des manuels scolaires. Dans le « Li vre de lecture » destiné à des en fants de deuxième ou de troisièm année, une illustration me frapp Elle représentait une fillette pria devant une image de la Vierge ave l'enfant Jésus dans ses bras. Et l texte accompagnant l'illustration pa lait de l'âme créée par Dieu.

Voilà ce que l'Eglise pourrait sau ver si les catholiques ne s'insur geaient pas maintenant contre la R volution, par leur manque de pa tience devant les excès inévitable pensent ceux qui croient que les chré tiens peuvent y collaborer. La mé fiance des autres à l'égard de la R volution, disent-ils, est l'une des ca ses de l'influence communiste pr pondérante dans le pays. Celle viendrait de la démission des chré tiens, de leur indifférence, de le passivité, face à l'ardeur, à l'homog néité et à la conscience révolutio naire des communistes.

Le pain empoisonné

Pourquoi cette méfiance de la m jorité des catholiques ?

A l'encontre de leur frères dé reux de manifester leur prése dans l'œuvre révolutionnaire, bea coup ont acquis la conviction que collaboration des chrétiens avec pouvoir n'est pas possible, parce q l'orientation actuelle nettement co muniste de la Révolution ne lui lai aucune place. Une telle collaborati ne pourrait s'entendre que dans u libre compétition des idées, un frontement quelque peu démocra que des diverses tendances révol tionnaires, le respect des opinions des croyances des chrétiens ainsi q de leur droit à être entendus et r présentés pleinement dans l'activ nationale. Or ce sont justement conditions qui, constatent-ils, fo depuis environ un an, chaque jo davantage défaut. La Révolution produit son pain, certes, mais il empoisonné.

Un homme de science très rép dans les milieux catholiques cuba

est également connu à l'étranger m'a brossé ce sombre tableau : « La confiance intitale en Fidel était, peut-on dire, partagée par 90 % de la population. Elle s'est effritée à une vitesse incroyable lorsqu'on a constaté qu'il ne remplissait pas les promesses solennelles qu'il avait faites. Dans la proclamation de son programme en avril 1958, alors qu'il luttait dans la Sierra, il avait annoncé notamment l'organisation d'élections générales le plus vite possible. Arrivé au pouvoir il les promit dans un délai de dix-huit mois. Deux ans ont passé, les élections n'ont pas eu lieu et Fidel vient de déclarer qu'elles ne se feront pas tant qu'il y aura « un homme qui a faim ou qui ne sait pas lire ». Où, je vous le demande, de telles conditions sont-elles mises à des élections ? Avec un pareil préalable il est évident qu'il ne saurait y en avoir dans aucun pays, aussi évolué soit-il. Car aussi bien en France qu'en Suisse ou aux Etats-Unis, on peut être sûr de trouver encore un homme qui a faim ou qui ne sait pas lire. Cela revient à nier toute possibilité d'élections.

« D'autre part, dans la même proclamation de 1958, Fidel avait annoncé la restauration de la Constitution démocratique de 1940. Il n'en est rien. Nous vivons dans un état de fait établi sans la moindre consultation et qui se poursuit en l'absence de tout organe consultatif à même de faire entendre l'opinion publique. En outre, Fidel avait promis à la même occasion le rétablissement de syndicats libres. Or que s'est-il passé ? Bien que leurs dirigeants eussent été nommés dans des élections régulières, les syndicats se trouvent aujourd'hui, par suite de manœuvres déloyales, pratiquement tous aux mains des communistes. »

« J'irai me plaindre à Fidel »

J'ouvre ici une parenthèse pour apporter le récit de ces manœuvres dont fut victime le chef syndicaliste David Salvador. Ce récit, c'est un ami personnel de Salvador qui le fait, et qui le tient de l'intéressé lui-même. Les élections organisées par Salvador, que Fidel plaça à la direction de la Confédération des Travailleurs Cubains à l'époque où il disait se méfier des communistes, portèrent à la tête des différentes fédérations des hommes de tendances diverses. Il y avait des catholiques, des socialistes, des apolitiques et une faible minorité de communistes. Au bout de quelques mois, le ministère du Travail commença à accuser certains des dirigeants non communistes régulièrement élus de menées contre-révolutionnaires ou autres délits. Ils furent progressivement destitués et remplacés chaque fois par des communistes qui n'avaient aucun droit à occuper les postes devenus ainsi vacants. Salvador s'en émut et alla trouver le ministre du Travail pour protester contre cette façon d'agir. « On dirait que le ministère est communiste et veut s'emparer des syndicats, lui dit-il. — Eh bien ! oui, je suis communiste, répondit le ministre, et après ? » Indigné, Salvador déclara : « J'irai me plaindre à Fidel. Ces procédés sont inadmissibles. — Va donc voir Fidel, pauvre naïf, rétorqua le ministre. Tu verras s'il pense comme toi... ou comme moi ! » Et peu de temps après Salvador était arrêté et emprisonné. Il est toujours détenu et ses proches, qui auraient de bonnes raisons de croire qu'on va le « supprimer », tentent de lui sauver la vie en faisant intervenir certaines personnalités. Lors de la visite que je fis à un évêque, en province, je fus précédé dans son bureau par un prêtre porteur d'une lettre de la famille de Salvador suppliant le prélat de faire quelque chose en faveur du prisonnier.



Des miliciennes défilent à La Havane.
Une Révolution menacée ou menaçante ?

« Nous avons affaire à un imposteur »

« Nous avons assisté, m'a dit pour conclure l'homme de science cité plus haut, au processus classique de prise en mains progressive par les communistes de la plupart des postes influents dans les grands organismes de la vie nationale, sous les prétextes les plus divers et sans qu'il fût jamais possible de freiner cette pénétration illégale. Les anciennes professions de foi non-communiste de Fidel (1) avaient été les garanties sur la foi desquelles la majorité des gens s'étaient engagés à le suivre. Elles ont trompé longtemps et entretiennent encore aujourd'hui un grand nombre dans l'illusion. Au fur et à mesure que se manifestaient les tendances marxistes de la Révolution, indétectables au début, nous avons été beaucoup à penser que Fidel était une sorte de Tito, qui n'avait pas partie liée avec le communisme international. Aujourd'hui nous découvrons la réalité. C'est purement et simplement le communisme qui est à l'œuvre à Cuba et Fidel n'en parle jamais. Il continue, lui, à parler du Christ, de la justice, de l'amour, etc. en des termes de résonnance chrétienne ; mais derrière cette belle façade se consolide chaque jour, avec son appui tacite, le totalitarisme socialiste en vigueur dans les pays de l'Est. Tous ses symptômes caractéristiques se retrouvent à Cuba.

« La presse, entièrement entre les mains du gouvernement, a commencé d'entreprendre une propagande anti-religieuse insidieuse. Elle renforce chaque jour, comme la radio et la télévision, ses mensonges à l'égard de l'étranger et cherche à imposer artificiellement à l'opinion publique une mentalité de « lutte des classes » dans un pays qui ne l'a pas connue, et où elle n'a plus de raison

(1) « Je ne suis pas communiste. Le Mouvement du 26 Juillet n'a rien à voir avec le communisme » (mars 1957). « Le capitalisme sacrifie l'homme, l'Etat communiste sacrifie les droits de l'homme. C'est pourquoi nous ne sommes pour aucun des deux systèmes » (avril 1959).

DEUX ANS DE DÉGRADATION

Janvier 1959. — La révolution victorieuse accède au pouvoir. De divers côtés, on s'interroge sur les menaces communistes qu'elle porte en elle. Castro répond : « Je ne dois rien aux communistes » ; « Cuba inaugure une ère nouvelle qui ira dans le sens chrétien ». Le P. Llorente, aumônier de l'Action catholique universitaire, apporte son témoignage : « Une nouvelle histoire se fait à Cuba dans laquelle l'esprit chrétien prévaut sur le matérialisme païen ».

Février 1959. — L'épuration et les procès populaires provoquent une grande émotion dans le monde. Mgr Perez Serantes, Mgr Mueller et Mgr Villaverde en appellent à la clémence, tout en soulignant que les peines de mort sont justifiées : les condamnés sont des criminels notoires.

Dans une lettre pastorale, Mgr Perez Serantés dit en neuf points ce que pourrait être le programme de la révolution, avec cet « exposé des motifs » : « Sur les ruines du régime abattu, un autre va se construire, qui ne doit pas ressembler au précédent, sinon à quoi eussent servi tant de souffrances et tant de morts ? Ce que nous demandons, ce que nous espérons, c'est une République clairement démocratique où tous les citoyens puissent jouir de la plénitude de leurs droits humains, une République où, sans égalisation utopique, tous se sentent traités avec une égale dignité. Nous demandons que, comme chaque matin le soleil brille pour tous, chaque jour personne ne manque de son pain quotidien ; que personne ne manque d'un travail équitablement rétribué et que tous reçoivent chances égales à une éducation humaine ».

Mars 1959. — Conformément à la laïcité de l'Etat établie dans la Constitution, le gouvernement supprime l'enseignement religieux dans les écoles publiques. Peu avant, cependant, l'épiscopat avait publié une lettre collective à ce sujet dans laquelle il s'inquiétait de certaines « ambiguïtés » de la législation à l'étude. Mais, parlant de Castro, il déclarait qu'il n'y a « pas de raison de ne pas lui faire confiance ».

Juin 1959. — C'est la réforme agraire. Mgr Evelio Diaz y Cia se déclare à fond pour elle : « Elle est pleinement conforme à l'esprit et aux objectifs de la justice sociale chrétienne, telle qu'elle a été définie par les papes, et notamment dans l'encyclique de Léon XIII, « Rerum novarum ». Mgr Serantes exprime également son accord. Il fait cependant quelques réserves sur les inspirations marxistes qu'il croit discerner derrière certains aspects de la réforme. L'évêque de Santiago se dit assuré que Castro, « qui se tient à l'écart de la tendance marxiste, saura amener la consolidation de sa victoire révolutionnaire ».

Novembre 1959. — Un vaste congrès national réunit à La Havane près d'un million de catholiques. Le président Dorticos et Fidel Castro y prennent part. Dans une motion, le congrès met fortement l'accent sur le droit à la liberté d'enseignement, d'expression et d'association.

Décembre 1959. — Le cardinal Cushing ayant dit que la révolution aurait exproprié l'Eglise, Mgr Diaz y Cia répond au nom de l'épiscopat que l'Eglise n'a pu être expropriée puisqu'elle n'avait pas de biens et ajoute : « Il n'y a eu aucune immixtion d'aucune sorte de la part de l'Etat dans les activités de l'Eglise. »

On voit cependant se fonder un Mouvement démocrate chrétien dont le but avoué est de contrebalancer l'influence croissante des extrémistes de gauche.

Janvier 1960. — Deux prêtres réfugiés à Miami évoquent la « dictature communiste » qui règne à Cuba, dictature qui aurait l'intention de fomenter une « Eglise nationale ». Mgr Diaz y Cia répond : « Nous n'avons aucune information sur un plan du gouvernement visant à établir une Eglise nationale indépendante de Rome. Nous n'avons jamais entendu dire que les autorités aient gêné quelque prêtre catholique que ce soit dans le libre exercice de son ministère ecclésiastique ».

Mars 1960. — Dans un discours à la télévision, Fidel Castro fait l'éloge de Mgr Diaz y Cia et parle des « très bons rapports » que le régime entretient avec l'Eglise.

Mai 1960. — Réfugié aux Etats-Unis, le leader du Mouvement démocrate-chrétien Rasco déclare : « Nous ne nous résignons pas à croire que le fait de parler d'élections ou de communisme, ou de dénoncer ce que nous croyons être des déficiences dans certaines activités du gouvernement suffise à nous faire passer pour les agents conspirateurs d'une manœuvre antipatriotique ».

« Nous ne pouvons pas dire, écrit alors Mgr Serantes, que le communisme est déjà à nos portes, car il est en réalité dans nos murs, parlant haut comme s'il se trouvait chez lui. » Cela ne remet pas en cause les réformes révolutionnaires : « Sur ce point comme sur d'autres, le gouvernement de la Révolution est digne d'éloges ».

Peu de journaux peuvent faire écho à cette lettre et l'émetteur gouvernemental de Radio Mambi contre-attaque : « L'archevêque ne peut tromper personne. Ses déclarations sont des mensonges et pas un seul chrétien à Cuba ne les croit ».

Juin 1960. — Le Mouvement démocrate chrétien interrompt ses activités : « Seul le parti communiste peut pleinement et sans obstacle mener sa propagande et ses activités ».

Tout en se félicitant pour « les réalisations positives de la Révolution », le Mouvement déplore « certains aspects négatifs : propension au pouvoir personnel, restriction de la liberté d'expression, tendance à soumettre à l'Etat toutes les activités économiques et contrôle progressif de tous les moyens d'expression publique ».

Juillet 1960. — Premières bagarres à la sortie des églises aux cris de « Cuba si ! Yankees no ! » d'un côté, « Cuba si ! Russia no ! » de l'autre. Et grand discours de Fidel Castro attaquant les prêtres espagnols (« fascistes », « phalangistes ») et « les faux chrétiens qui vont à l'église pour conspirer au lieu de prier ».

Août 1960. — Importante lettre pastorale collective. Dans la première partie, les évêques disent longuement leur joie pour l'œuvre positive de la révolution. Dans la seconde, ils traitent du « problème d'extraordinaire gravité que nul homme de bonne foi ne peut nier en ce moment : la progression constante du communisme dans notre patrie ».

Trois jours plus tard, dans un discours, Castro parle de deux clergés : le bon et le mauvais. « Quiconque condamne une révolution comme la nôtre trahit le Christ et serait capable de le crucifier à nouveau ».

Septembre 1960. — Lettre de Mgr Serantes : l'esprit social et politique qui domine à Cuba est « nettement communiste et, de façon certaine, anticatholique (...). Les choses en étant là, nous nous sentons tenus d'élever la voix pour qu'on accorde aux catholiques et à tous les non-communistes la possibilité de jouir de la liberté à laquelle tous les citoyens ont pleinement droit ».

Octobre 1960. — Dans un article publié par « La Quincena », Mgr Boza Masvidal définit en quoi la révolution peut être considérée comme chrétienne et en quoi elle ne l'est pas. « Les catholiques ne sont pas opposés à la révolution, qu'ils aident d'ailleurs considérablement, mais ils ne peuvent appuyer le communisme matérialiste et totalitaire, car ce serait nier l'idéal pour lequel tant de Cubains sont morts ».

Novembre 1960. — Violent discours de Fidel Castro accusant les collèges catholiques, l'université de Villanueva et certains prêtres de mener la contre-révolution.

Décembre 1960. — Lettre ouverte de l'épiscopat à Fidel Castro réfutant ses accusations et rappelant toutes les manœuvres dont l'Eglise a été la victime depuis quelques mois.

A cette lettre, Fidel Castro répond dans un discours : « Quant à nous, nous pensons qu'être anticommuniste c'est être contre-révolutionnaire ».

être puisque la Révolution s'est faite. La présence d'une police secrète à l'œuvre partout terrorise la population. Certains de ses membres sont munis d'appareils enregistreurs fabriqués en Tchécoslovaquie et camouflés en bracelets-montres ou en stylos. Le courrier de nombreuses personnes est ouvert, les communications téléphoniques interceptées. Enfin Fidel a recommandé lui-même la dénonciation, sous prétexte de « vigilance » patriotique, à l'intérieur des familles et la presse commence à publier des nouvelles du genre : une mère révèle les manœuvres « contre-révolutionnaires » de son fils, ou : un milicien dénonce son père en rapport avec les agents impérialistes de l'étranger. Tout cela sous le couvert du Christ, de la justice et de l'amour. La vérité est terrible : nous avons affaire à un imposteur. On avait vu, avec Ho Chi Minh, le communisme s'installer sous le couvert du patriotisme, on ne l'avait encore jamais vu s'introduire à l'abri de proclamations chrétiennes ».

« A la campagne, j'étais emballé »

Un jeune médecin qui prit une part très active à la lutte clandestine contre la dictature de Batista dans les rangs fidélistes et dont les opinions révolutionnaires sont notoires, m'a dit de son côté :

« J'étais emballé par la Révolution. Durant des mois, j'ai travaillé avec enthousiasme dans un centre médical installé en montagne auprès d'une population qui n'avait jamais vu de médecin de sa vie. Notre activité était exaltante. Mais depuis mon retour dans la capitale, j'ai vu dans quel sens on entraîne la Révolution. Plusieurs de mes amis non-communistes ont été remplacés par des communistes, sans qu'on puisse savoir pourquoi, à la tête des bureaux médicaux où ils se trouvaient depuis la victoire de la Révolution. Tous étaient connus pour leur honnêteté et leur enthousiasme révolutionnaire. Mais ce ne sont plus les qualités qui comptent aujourd'hui. Pour conserver son poste, il faut être communiste ou accepter sans rien dire les manœuvres des communistes qui se sont infiltrés un peu partout dans les organisations médicales. Je sens que mes opinions non-communistes me rendent suspect et mes amis plus jeunes, encore à l'Université, me racontent que ce qui se passe chez les médecins en activité, se passe aussi au niveau des étudiants. »

J'ai rencontré plusieurs de ces étudiants, tous révolutionnaires. Tous étaient écœurés de constater que la seule influence admise dans leurs rangs était celle des communistes. « On politise notre milieu lentement, mais d'une façon certaine et devant cette situation, c'est un nombre croissant d'étudiants qui prennent contact avec les organisations contre-révolutionnaires ». Et un jour que quelqu'un me remettait des tracts « anti-fidélistes », j'eus la surprise de voir que c'était une des personnes qu'on m'avait signalées comme l'un des plus fervents partisans de la Révolution.

« On m'insulte parce que je porte une chemise blanche et une cravate, m'a dit un étudiant noir. Il paraît que je ne fais pas assez « prolétaire ». Est-ce pour cela que nous nous sommes battus ? » Un petit commerçant du quartier Vieille Havane avec qui je déjeûnais m'avait déjà dit : « Vous voyez comme je suis nippé. C'est la première fois de ma vie que je mets des chemises à carreaux. Dans mon quartier les gens me traitent de bourgeois quand j'ai une cravate. »

« Un petit ambitieux sans envergure »

Mais, dira-t-on, les catholiques restés révolutionnaires ne constatent-ils pas eux aussi tous ces faits ? Il faut rappeler ici qu'on les trouve en majorité dans les provinces, souvent en pleine campagne, engagés à fond dans l'œuvre révolutionnaire des écoles nouvelles, des centres médicaux, des coopératives. Leur activité est enthousiasmante et, dans le monde fermé qui est le leur, ils ont moins d'occasion que les habitants des grandes villes de découvrir les mécanismes de la politique. Ils sont en contact avec beaucoup moins de gens capables de les renseigner sur ce qui se passe dans les différents milieux professionnels et leur ferveur révolutionnaire les porte à minimiser les quelques incidents inquiétants qu'ils constatent. Ils y voient des erreurs dues davantage à la précipitation révolutionnaire et au zèle excessif de certains communistes qu'à cet engrenage irrésistible que découvrent leurs frères des villes en rapports quotidiens avec des gens des milieux les plus divers.

Pourtant j'ai surpris parfois quelque inconséquence chez certains de ces catholiques révolutionnaires. Ils se disent persuadés que ce ne sont pas les communistes qui commandent à Cuba, que Fidel ne le tolérerait pas, qu'il est plus habile qu'eux et sait jouer de leur concours, aujourd'hui indispensable du fait de l'inimitié des Etats-Unis à l'égard de Cuba révolutionnaire, entraînant celle des pays occidentaux; qu'enfin ils ne craignent pas eux-mêmes les communistes qu'on prétend leur décrire comme tout-puissants. Un groupe qui m'avait tenu ces propos, et qui comprenait un ingénieur, des institutrices, un directeur d'école, des professeurs, m'étonna fort par son attitude lors de la visite que je fis en sa compagnie dans une école secondaire de province.

Nous barvardions tous gentiment dans un grand bureau lorsque soudain apparut un jeune homme de moins de vingt-cinq ans en uniforme de l'armée rebelle. Après m'avoir posé la question classique, à savoir si j'étais Russe ou Tchèque, et appris que j'étais Français il se lança dans de longues explications sur la guerre d'Algérie selon les thèmes connus de la presse communiste. La gêne de mes amis devant le tour que prenait la conversation était évidente. J'essayai d'y couper court en répondant le moins possible aux arguments du jeune rebelle qui ne me lâcha toutefois qu'après m'avoir exposé en détail « sa » façon de juger la politique française. Ayant réussi à prendre congé de lui, je constatai que presque tous mes compagnons, dont aucun n'avait prononcé un seul mot depuis l'arrivée de l'indésirable, se tenaient à distance respectueuse. Quand la conversation interrompue recommença, chacun s'excusa de cet incident désagréable. « C'est un petit ambitieux sans envergure, me dit-on. Personne ne peut le supporter. Il faisait jadis partie d'un groupe de jeunesse catholique, mais, déçu de n'être parvenu à aucun poste en vue, il est devenu communiste, porte l'uniforme de l'armée rebelle et prend maintenant des airs importants. »

Bien plus que les propos désagréables du jeune homme je trouvai pénible l'attitude timorée de mes amis devant lui. S'il n'avait pas été communiste, je suis certain qu'ils n'auraient pas hésité à le remettre en place comme un vulgaire fâcheux.

La « liberté » de la presse

Leur silence avait été aussi gêné que lorsque je leurs avait demandé comment ils pouvaient accepter sans inquiétude le manque de liberté de presse ou l'existence légale du seul parti communiste. A ces questions je n'obtins jamais des révolutionnaires, catholiques ou non, une réponse satisfaisante. Un professeur d'université, catholique et révolutionnaires, qui avait remarqué mon insistance à discuter le problème de la presse, décida de m'emmener voir le directeur d'un journal qui, en principe, n'est pas un organe gouvernemental. « Bien sûr que la liberté de la presse existe, me dit ce dernier. Je vous assure que je puis écrire tout ce que je veux dans mon journal. Cependant je ne le fais pas. Quand je ne suis pas d'accord avec telle ou telle mesure, telle ten-

dance de l'action gouvernementale, je me mets à ma machine à écrire et adresse directement mes remarques aux autorités compétentes. Si je ne jette pas le problème sur la place publique, c'est que je ne veux pas créer la confusion dans l'opinion à un moment où nous avons tant de difficultés avec les ennemis de l'étranger et de l'intérieur. »

Que répondre à une explication aussi dilatoire ? Que penser d'une telle conception des organes d'opinion *publique* que doivent être les journaux ?

Bien des révolutionnaires toutefois, et notamment des catholiques, reconnaissent franchement qu'il n'y a pas de liberté de presse à Cuba, mais leurs propos les engagent moins qu'un directeur de journal qui ne peut occuper un tel poste qu'en acceptant d'une façon ou d'une autre de se soumettre docilement à l'orientation officielle. J'ai rencontré un ancien informateur religieux de la presse profane qui m'a expliqué qu'il avait dû quitter son poste, son journal ne publiant plus jamais ses « papiers » d'information mais, sur les mêmes sujets, des nouvelles toujours déformées. Seul l'hebdomadaire catholique *La Quincena* conserve sa liberté d'expression traditionnelle et son tirage a augmenté, mais il est très fortement attaqué.

Chez l'aumônier général des prisons

Une autre de mes questions initiales sembla gêner beaucoup mes interlocuteurs. J'avais recueilli aux Etats-Unis, dans les milieux de l'émigration cubaine, des récits de tortures dont certaines personnes m'avaient dit avoir été témoins. Aucun de mes amis catholiques révolutionnaires n'avait jamais entendu parler de faits semblables. Voyant la préoccupation que me causait cette question, un ami m'emmena un matin rendre visite à un religieux, directeur de l'Œuvre de Saint-Vincent-de-Paul pour les prisonniers, qui fait en quelque sorte fonction d'aumônier général des prisons. Celuici m'apprit que depuis plus de vingt ans qu'il se consacre à cette œuvre, jamais l'Eglise n'a eu autant de facilités que depuis la Révolution pour remplir sa tâche auprès des détenus. Les aumôniers réguliers, ainsi que les évêques, me dit-il, ont la possibilité de se rendre dans les prisons à tout moment et d'y accomplir leur mission religieuse en toute liberté. « Je visite toutes les prisons régulièrement. Je ne connais aucun cas de mauvais traitement d'un détenu. »

— Voilà un témoignage très important dont je ferai état, lui dis-je en le quittant.

C'est probablement sur la foi de ces mots que la presse me prêta deux ou trois jours plus tard des propos élogieux sur les prisons cubaines. Je



A la prison El Principe.
« Jamais l'Eglise n'a eu autant de facilités... »

m'étais borné à reconnaître l'importance du témoignage en question confirmé par celui d'une religieuse qui assiste ce prêtre dans son activité. Mais lorsque les journaux publièrent ma photo en compagnie du P. Lence, on pouvait lire en légende dans l'un d'eux (le magazine *Bohemia* du 27 novembre) : « X... a découvert Cuba nouveau, dont les expériences dans les coopératives agricoles et dans le système pénitencier, si différent de l'enfer qu'on lui avait décrit en Amérique du Nord, ont fait sa plus grande admiration. »

Une hygiène et une nourriture déplorables

Ce que *Bohemia* ignorait, c'est qu'entre temps j'avais rencontré un médecin qui avait travaillé pendant plusieurs mois dans une des grandes prisons de La Havane. « Les détenus y vivent dans un état d'hygiène déplorable dû au fait qu'ils sont trop nombreux pour la place disponible (1). La plupart sont atteints de maladies infectieuses. Pendant toute la durée de mon séjour je n'ai pas vu distribuer une seule fois de la viande aux prisonniers, mais je sais que leur maigre nourriture se trouve souvent mêlée d'urine, quand ce n'est pas de bêtes crevées. Les gardes font un honteux trafic d'alcool qu'aucune protestation n'a jamais pu faire cesser. Je ne connais personnelement aucun cas de torture mais des passages à tabac sérieux. On m'a même demandé un jour de signer un certificat attestant que les blessures de deux prisonniers provenant d'un tel passage à tabac étaient les suites de coups qu'ils s'étaient donnés en se battant entre eux. J'ai refusé. »

Un diplomate européen de son côté devait m'apprendre qu'un de ses domestiques arrêté sans aucune raison avait été maintenu plusieurs jours tout nu, en compagnie d'autres prisonniers dans une étroite cellule. On les gardait ainsi dévêtus à la fois pour les empêcher de s'enfuir et pour les humilier.

En divers endroits du pays on me rapporta des cas d'arrestations arbitraites ou sans motif avoué. Un avocat qui cherchait à savoir depuis plusieurs jours pourquoi on avait arrêté le conjoint d'une de ses collaboratrices obtint finalement cette réponse : « Parce qu'il a résisté quand on est venu le chercher. » — Mais pourquoi l'arrêtait-on ? — Il n'aurait pas dû manifester de résistance » fut la seule réponse qu'il obtint avec toutefois la précision essentielle que le prisonnier n'avait ni utilisé d'arme ni donné de coups dans sa « résistance ». Celle-ci à elle seule justifiait aux yeux des autorités son arrestation et le manque de tout autre explication n'empêcha pas que le « coupable » fût encore détenu des semaines après. Il n'était pas libéré quand l'avocat me raconta cette histoire.

« On politise la jeunesse »

Abus classiques des systèmes totalitaires et où l'on reconnaît plus particulièrement la marque communiste quand on apprend comment s'opèrent des enrôlements forcés dans la milice (en principe composée de volontaires) ou le mouvement des Jeunes Rebelles (dont les membres, m'a-t-on assuré, ne sont pas autorisés à fréquenter le catéchisme). J'ai vu la lettre d'un jeune employé de magasin de quatorze ans à son patron. Il lui expliquait qu'à la suite des pressions exercées sur lui par son entourage, il s'était engagé chez les Jeunes Rebelles sans le consentement de ses parents, qui étaient furieux. Un père de famille pourtant communiste protestait lui aussi contre l'enrôlement d'un de ses fils dans les mêmes conditions. Il lui avait fallu de longues démarches auprès des autorités pour savoir où se trouvait son enfant, mineur.

Un des soucis de nombreux catholiques, d'autre part, est l'endoctrinement auquel sont soumis les jeunes dans ces mouvements révolutionnaires. « On politise la jeunesse, m'a dit un homme de loi. La propagande que vous pouvez voir dans la presse sert ici d'instruction « patriotique » et va bientôt régner jusque dans les écoles élémentaires. » « La nouvelle loi, en

(1) On estime qu'il y a entre 20.000 et 30.000 prisonniers politiques.

éparation, sur l'éducation est typiquement totalitaire et marxiste », m'a firmé de son côté un diplomate qui eu connaissance du projet, lequel cirle en certains milieux. Son princil inspirateur est Carlos Rafael Roiguez, le membre le plus éminent Parti communiste, directeur du otidien communiste de la capitale, oy, et professeur d'Université, dont nfluence sur la politique culturelle Cuba est aujourd'hui sans rivale. devait se rendre encore en U.R.S.S. la fin de décembre pour y étudier dernières méthodes d'éducation ant de faire adopter définitivement n projet de loi par le gouvernement bain.

L'ensemble de ces faits — sans par de la nationalisation de presque ıtes les activités commerciales (conirement à ce qu'avait promis Fidel qui avait dit que ce serait « une absurdité »), de la suppression des investissements privés — qu'il avait dit vouloir « encourager » — du régime des loyers d'habitation qui empêche aujourd'hui le citoyen de déménager sans autorisation de l'Etat, etc., constituent aux yeux de la majorité des catholiques un faisceau de preuves suffisantes : l'orientation nettement communiste de la Révolution au plan intérieur est aussi évidente pour eux que, en politique étrangère, l'alignement de Cuba sur le bloc soviétique. A quoi viennent s'ajouter des phénomènes très inquiétants au plan religieux : les attaques contre l'Eglise dans la presse et dans les discours des autorités alors que toute expression publique d'anticommunisme est considérée comme un acte « contre-révolutionnaire » et « antipatriotique ».

trop indispensables pour lui aujourd'hui, d'être intégralement eux-mêmes. Son discours du 27 novembre ne permet plus d'accepter cette façon de voir.

Les « foyers de la contre-révolution »

J'étais au milieu de la foule ce dimanche soir-là, au bas des escaliers de l'Université de La Havane où la Révolution commémorait le martyre de quelques étudiants de la Faculté de Médecine, morts victimes du pouvoir colonial espagnol en 1871. Après avoir attaqué avec violence — pendant que les bombes des contre-révolutionnaires éclataient un peu partout aux environs — certains cercles universitaires « foyers de la contre-révolution », il s'en prit soudain aux collèges catholiques où, dit-il, on enseigne la haine du peuple, accusa l'Université catholique de Villanueva d'être un organe yankee et explosa contre certains prêtres qu'il qualifia de « sbires en soutanes ». La foule l'interrompit alors brusquement pour crier plusieurs fois : « *Fidel, seguro ! a los curas dale duro !* » (Vas-y, Fidel ! Tape dur sur les curés !), slogan qu'on n'avait encore jamais entendu jusque-là et qui fut clamé avec un tel ensemble qu'il était impossible que la chose n'eût pas été orchestrée. (La « claque » organisée n'était d'ailleurs pas pour moi une nouveauté. J'avais appris quelques jours auparavant, par le récit de l'un d'eux, que les miliciens reçoivent des

III. — L'Église isolée

Jusqu'à ces derniers temps, certains ulaient voir dans les articles ou les opos publics de personnages offiels attaquant l'Eglise l'action d'élénts irresponsables ou en tout cas s faits sans liaison directe avec la litique officielle. Ils ont dû revenr, depuis, sur cette façon de voir. mment, en effet, expliquer dans ces nditions certains textes de la presse icielle ou déclarations des dirigeants diverses organisations gouvernentales ? Pendant que j'étais à Cul'organe tout à fait officiel de N.R.A. de la province de Santa Cla- *Adelante*, a publié un long article dant à démontrer que le catholicis- a trahi le christianisme. Méthode propagande anticatholique aussi tyuement communiste dans sa forme e le sont les pressions exercées sur tains corps de fonctionnaires : un ofesseur de l'enseignement secondaire racontait qu'on avait réuni le corps seignant de son établissement pour tenir que chacun de ses membres ne une dénonciation en trahison des ofesseurs qui avaient fui le pays. (Les yageurs qui rentraient de Pologne cé dernier rapportaient des faits ntiques.) On sait que près de .000 Cubains ont cherché refuge à ranger et la presse publie régulièment des listes d'avocats, de médes, d'ingénieurs, etc., qualifiés de raîtres » et comme tels « expulsés » s'agit en réalité presque toujours gens qui ont déjà quitté le pays).

D'autre part, la lecture attentive des rnaux permet de découvrir réguement des petits encadrés qui n'ont r de rien et en fait sont destinés à vir les buts d'une propagande antiigieuse calquée sur celle des « pays l'Est ». « Un prêtre américain a commis le rapt d'une petite fille », ou bien : « Dans telle institution religieuse, les nonnes donnent aux jeunes filles un enseignement sexuel contre nature les rendant incapables de mener un jour une vie heureuse », etc.

Fidel ne partage pas ces vues, continuent à dire les catholiques révolutionnaires. Pour eux, s'il tolère tacitement cette propagande c'est qu'il ne peut empêcher les communistes, alliés



Fidel Castro dans une attitude familière.
« Vas-y, Fidel ! Tape dur sur les curés ! »

billets gratuits de cinéma et se répartissent régulièrement, en civil, parmi les sepctateurs à la fois pour écouter leurs propos et applaudir au bon moment aux actualités (1). Mais on n'avait pas encore entendu le « clou » du discours. Après avoir accusé encore les prêtres des campagnes d'avoir reçu, à l'instar des policiers et des avocats véreux du régime de Batista, « de petits » et de « gros chèques », après avoir affirmé que le peuple savait bien qui étaient les vrais pharisiens et les vrais « anti-Christ » et que certains prêtres, dans leur attitude à l'égard de la révolution n'avaient jamais obéi à aucune raison religieuse, mais à des intérêts économiques dont ils sont les alliés, le chef de la Révolution cubaine s'écria : « Ici même, à cette tribune, ces vérités ont été dites par un digne prêtre catholique. » Il s'agissait du P. Lence dont tous les catholiques instruits connaissent, hélas, la réputation, mais que Fidel — qui ne peut pas l'ignorer — trouvait le moyen de proposer comme seul exemple de « prêtre digne » à une foule composée en majeure partie d'ouvriers et de petits employés. Eux, ne semblaient pas être au courant. Leurs réactions montrèrent assez que la version de Fidel portait. J'entendis quelqu'un dire à son voisin : « Oui, il y a un bon curé, un vrai, avec nous. — Et aussi un évêque, au Mexique. Tu as vu ce qu'il a dit dans les journaux », répondit l'autre.

« Un évêque, au Mexique »

Avant d'entendre ces mots je n'aurais pas pensé qu'une lettre publiée par divers journaux, et notamment *La Calle*, quelques jours auparavant avait pu être ainsi enregistrée par l'opinion populaire. Il s'agissait d'un document portant l'en-tête de « l'Eglise catholique apostolique mexicaine » et signé : José-Xavier Cortes, Vicaire général de Mexico. Cette lettre félicitait chaleureusement le P. Lence pour sa collaboration révolutionnaire et sa belle attitude. Présentée sans le moindre commentaire, elle ne pouvait que laisser croire au peuple cubain que son signataire était un prélat régulier de l'Eglise catholique du Mexique. En réalité il s'agit d'un des rares survivants du clergé assermenté de l'Eglise schismatique créée par la Révolution mexicaine au début du siècle. Le personnage en question n'est d'ailleurs même pas prêtre, et le mouvement qu'il représente n'a plus aujourd'hui au Mexique aucune influence.

(1) Un écrivain m'a raconté qu'il avait assisté à l'approbation par le peuple de la Déclaration de La Havane. « On ne comprenait pas ce que disait Fidel là où j'étais, dans la foule. Mais tout le monde a approuvé, quand il demanda au peuple s'il était d'accord. Les gens sont fanatisés. C'est très malsain ».

Son utilisation par la propagande révolutionnaire à Cuba donnerait-elle quelque consistance aux bruits répandus depuis plusieurs mois selon lesquels le gouvernement castriste essaierait d'établir une « Eglise nationale » ? Les catholiques généralement bien renseignés ne leur accordent pas grand crédit aujourd'hui. Mais il semble qu'à une époque antérieure les autorités cubaines y auraient sérieusement songé. J'ai recueilli très peu de renseignements précis à ce sujet, à part le récit suivant fait par un membre d'une profession libérale. C'était un ami intime de Mgr Villaverde, évêque de Matanzas, aujourd'hui décédé, et qui fut un des premiers évêques à saluer chaleureusement la Loi de Réforme agraire. Cette personne assure que Fidel proposa explicitement à Mgr Villaverde de devenir le chef d'une « Eglise nationale » et le poursuivit de terribles menaces après son refus indigné. La mort brusque du prélat ne serait pas sans rapport avec ces pressions et ces menaces, d'après cet ami personnel de Mgr Villaverde.

L'attitude modérée de l'épiscopat

Si cette histoire est vraie, le fait que le prélat n'en ait rien dit publiquement ne doit pas paraître étonnant. J'ai rencontré presque tous les évêques cubains. Ce qui m'a le plus frappé dans les conversations que j'ai eues avec eux — comme ce qui frappe d'ailleurs à la lecture de leurs lettres pastorales — est leur grande modération. Alors que la propagande accuse l'épiscopat de dresser les catholiques contre la Révolution, on ne peut pas ne pas remarquer le ton très réservé de leurs déclarations publiques et leurs rappels constants de l'approbation que l'Eglise accorde aux principales lois révolutionnaires. Des critiques explicites ont rarement été exprimées dans leurs lettres à leurs fidèles, qui manifestent surtout l'inquiétude de l'Eglise devant le danger communiste.

Le seul évêque qui ait adopté une attitude qu'on pourrait qualifier de plus combative — à côté de l'archevêque de Santiago, Mgr Perez Serantes, dont les écrits ont eu de tout temps un ton très vif — est l'archevêque auxiliaire de La Havane, Mgr Boza Masvidal. On dit dans les milieux catholiques qu'ayant été le membre de l'épiscopat le plus favorable à la Révolution à ses débuts, il se pardonnerait difficilement aujourd'hui de s'être trompé sur ses véritables objectifs, ce qui expliquerait son intransigeance actuelle. Quoi qu'il en soit, sa position de Recteur de l'Université catholique de Villanueva l'a amené à freiner fermement, parmi ses étudiants, des menées révolutionnaires de caractère douteux et incompatibles avec la discipline prévue par le règlement de l'Université. Ce qui a entraîné l'expulsion d'un certain nombre d'étudiants qui sont allés trouver refuge à l'Université de La Havane où ils furent accueillis comme des victimes de la « réaction ».

« L'Eglise ne défend pas des dollars »

C'est également Mgr Masvidal qui a publié dans le périodique catholique de La Havane *La Quincena* deux articles qui furent très vivement attaqués par la presse gouvernementale. Dans le premier, sous le titre : « La Révolution cubaine est-elle chrétienne ? » le prélat rappelait qu'il était chrétien de distribuer la terre aux pauvres, de leur donner pleine jouissance de la nature (allusion aux plages populaires et aux centres touristiques), de s'occuper de l'instruction du peuple, etc., mais énumérait les raisons pour lesquelles elle ne l'est point : manque de concept spiritualiste de la vie ; manque d'amour, remplacé par la haine et la lutte des clas- dignité de la personne et de sa liber- dignité de la personne et de la liberté ; manque de respect du droit naturel à la propriété ; manque de respect de la bonne réputation du prochain (allusion aux attaques mensongères contre les prétendus « ennemis » de la Révolution) ; enfin attaques systématiques contre les Etats-Unis et les nations occidentales allant de pair avec une alliance ouverte avec les pays communistes.

Le second de ses articles parut après le fameux discours de Fidel du 27 novembre. Mgr Boza Masvidal y rappelait que l'Eglise défend des principes et non des dollars et que l'Université de Villanueva est une institution catholique cubaine pour les Cubains et non un organe américain.

Depuis le 27 novembre...

La lettre ouverte de l'épiscopat à Fidel, datée du 4 décembre, semble avoir mis fin à la distinction que l'épiscopat avait faite jusque-là entre l'attitude du chef de la Révolution et les tendances communistes avouées de certains membres du gouvernement et de la presse officielle. Quelque temps avant le discours du 27 novembre qui motiva la rédaction de cette lettre, j'avais recueilli, au cours d'une conversation avec un évêque que l'opinion publique considérait encore comme fidéliste, ses doutes sérieux sur la valeur que pouvait encore avoir cette distinction. « Jadis, Fidel ne tolérait pas les éloges publics du communisme dans la bouche des autorités révolutionnaires. Il est arrivé qu'il remette

sa place tel ministre qui louait le système soviétique. Or il y a quelque temps, le chef des syndicats a déclaré publiquement : « Ce que nous avons établi à Cuba, c'est le communisme. » J'attendais une rectification de Fidel. Rien n'est venu. Ce silence m'inquiète beaucoup. »

La lettre ouverte de l'épiscopat signale en effet clairement que jusqu'alors on pouvait attribuer « au jugement personnel de certains fonctionnaires ou aux consignes de certains groupes politiques, mais non au gouvernement lui-même » les ennuis causés à l'Eglise, tels que l'arrestation provisoire de certains prêtres pour qu'ils ne pussent lire en chaire des mandements épiscopaux ; l'immixtion d'éléments marxistes dans les églises pour y semer le trouble pendant la lecture des lettres pastorales, immixtion camouflée en réaction spontanée des catholiques (1) ; le caractère « nettement marxiste » des « textes d'endoctrinement révolutionnaire bien que Fidel ait dit et répété que la Révolution n'avait rien à voir avec le communisme ; les meetings organisés dans les campagnes, au cours desquels on insulte le clergé ; les nombreuses attaques contre les évêques, les prêtres et les organisations catholiques ; la création « d'associations dites catholiques mais qui ne semblent avoir pour but que de combattre la hiérarchie ».

« Mais, poursuivent les évêques, nous avons été douloureusement surpris par les paroles que vous avez prononcées vous-même en tant que chef de gouvernement » et il réfutent ensuite les accusations lancées contre les prêtres, les collèges catholiques et l'Université de Villanueva.

On sait que Fidel devait répondre violemment à cette lettre ouverte en déclarant notamment que si les évêques excommuniaient le P. Lence, ils devraient excommunier le gouvernement et le peuple cubain « tout entier », laissant entendre une fois de plus que le P. Lence était le « bon prêtre » sur lequel devraient prendre exemple tous les autres.

Les ponts sont-ils rompus ?

Dans ces conditions, le dialogue est-il encore possible entre l'Eglise et la Révolution ? Nombreux sont les catholiques, et notamment les membres du clergé, qui y ont cru longtemps. Un religieux d'une province centrale, personnalité très connue qui fut un des membres les plus actifs des Co-

(1) On a remarqué le fait curieux que les troubles dans les églises se sont toujours produits aux messes de fin de matinée, jamais aux autres. Si c'étaient vraiment des catholiques fidèles qui protestaient contre les lettres pastorales, ne s'en trouverait-il pas pour le faire aussi aux premières messes du matin ?



Des antifidélistes faits prisonniers à Cuba.

LES MOUVEMENTS CONTRE-REVOLUTIONNAIRES

« Fidel a trompé le peuple », « Fidel a trahi la Révolution », « Fidel est un fou », etc... J'ai entendu cent fois ces mots dans la bouche de gens de tous les milieux, en surtout populaires (ouvriers, employés, etc...). Cette opposition dans les esprits a amené bon nombre de Cubains à s'organiser dans des mouvements contre - révolutionnaires indépendant des groupes « batistiens ».

● **Aux Etats-Unis**, en Floride surtout, existent divers groupements réunis dans un **Front Révolutionnaire Démocratique** (F.R.D.) et comprenant de nombreux catholiques militants. On y trouve les supporters du Dr. José Miro Cardona, ancien Premier Ministre du gouvernement révolutionnaire, et ceux d'un autre homme politique très connu, le Dr Danuel Varona : les démocrates-chrétiens du Dr. J.I. Rasco ; les amis d'un ancien ministre démocrate des Affaires Etrangères et de l'Education, le Dr. Arango ; enfin les soldats groupés autour du capitaine Manuel Artime, jeune officier catholique de l'armée de libération castriste qui fut un temps à la tête de la Réforme agraire en Province d'Oriente et est aujourd'hui le chef du **Mouvement de Récupération révolutionnaire** (M.R.R.). Tous ces leaders sont des démocrates dont certains approuvent les idéaux révolutionnaires initiaux de Fidel Castro, qu'ils ont inscrits à leurs programmes. Ils représentent toutefois des opinions plutôt conservatrices ou en tout cas modérées.

● **A Cuba même**, les mouvements de résistance organisés sont tous d'esprit nettement révolutionnaire. Les deux principaux sont le **Mouvement Révolutionnaire du Peuple** (M.R.P.) et le **Mouvement du 30 Novembre.**

L'un des chefs les plus en vue du premier est Manuel Ray, ancien ami de Fidel Castro et qui fut l'un des dirigeants du Mouvement du 26 Juillet. Les membres du M.R.P. sont groupés en cellules politiques dans les villes et en maquis armés dans les campagnes (notamment das la Sierra d'Escambray).

Quand au **Mouvement du 30 Novembre,** c'est une organisation groupant des dirigeants syndicalistes et des ouvriers. Elle porte ce nom en souvenir de la grève du 30 Novembre 1956 déclenchée par les syndicats pour faire diversion et accaparer l'attention de la police de Batista au moment où les premiers groupes fidélistes débarquaient à Cuba. On peut penser que ce sont eux qui organisent les sabotages — toujours plus nombreux ces derniers temps.

Enfin il faut faire une place à part à ceux qui s'organisent clandestinement en groupes politiques d'opposition non-armée, dans l'espoir de pouvoir un jour jouer le rôle d'un contre-poids non communiste dans la Révolution. L'un de ces groupes est constitué par d'authentiques catholiques et d'authentiques révolutionnaires et porte le nom de **Avant-garde radicale chrétienne.**

mités civiques de résistance à Batista et dont les sympathies pour la Révolution ont été longtemps notoires, m'avait dit qu'il avait, peu de temps après la victoire de Fidel, proposé à l'épiscopat la création d'un organisme permanent composé de prêtres et de laïcs, qui serait chargé de faire le lien entre le pouvoir révolutionnaire et l'Eglise. Cela eût permis à l'Eglise, pensait-il, de faire connaître plus discrètement et plus régulièrement ses préoccupations aux autorités. Il continuait à croire qu'il y avait eu une faute de tactique à ne pas créer un organisme de ce genre ; mais il pensait que cela n'eût fait que retarder la rupture entre les catholiques et la Révolution. De nombreux membres du groupe de laïcs dont il est l'aumônier furent arrêtés le lendemain du jour où je le vis. J'en avais rencontré certains, tous angoissés, et le fait que lui-même avait d'abord refusé de me rencontrer avant que d'autres prêtres l'eussent rassuré sur mon identité, disait assez quelle était, à lui aussi, son inquiétude.

« La Révolution, c'est nous », disent les communistes

Les faits pénibles que j'ai rapportés amènent inévitablement à la question suivante : Fidel serait-il un communiste camouflé ? Il y a indiscutablement aujourd'hui une imposture dans son attitude : c'est le communisme qui règne à Cuba mais le chef de la Révolution, loin de l'avouer jamais, entretient la population dans l'illusion d'une Révolution « chrétienne ». Il ne peut pas ne pas savoir que s'il disait un jour que c'est le communisme qui s'est établi à Cuba, il perdrait la quasi totalité des supporters qu'il lui reste encore.

Est-il devenu ou était-il déjà communiste au départ ? Personne ne peut répondre avec certitude à cette question. Mais il semble que ce soit à la seconde hypothèse qu'il faille se ranger. Cette question, en effet, je l'ai posée à des communistes éminents, occupant des postes en vue. La franchise de leurs propos — certains diront le cynisme — a été l'une de mes plus grandes surprises. L'un d'eux, qui dirige un organe important de l'œuvre révolutionnaire m'a dit : « Oui, c'est nous qui, en fait, gouvernons, nous avons établi ici la dictature du prolétariat ; la Révolution se fait en appliquant notre doctrine. Pour l'instant, Fidel ne prend pas part en tant que membre aux réunions du Comité central du Parti communiste; il consulte le Parti sur tout. Mais le moment vient, nous le voyons venir, où il deviendra un membre de notre Comité central. C'est vrai qu'il ne peut pas dire maintenant aux gens que c'est le communisme. Le peuple est encore mal disposé à cet égard. »

— Vous savez — m'a dit de son côté Carlos Rafael Rodriguez, qui se trouvait dans le même avion que moi lorsque je quittai Cuba — tous les pays vont au communisme. A Cuba, nous y sommes déjà. C'est un mouvement irréversible. Qu'importent les moyens ! Si l'Eglise nous attaque, elle sera détruite.

— La presse dit que l'Eglise affronte la Révolution. Ça ne me paraît pas vrai.

— Non, elle n'attaque pas de front, mais par des voies détournées. Si elle ne se mêle pas de politique, elle pourra survivre. Mais elle s'en mêle. Avez-vous lu la lettre ouverte de l'épiscopat à Fidel ? C'est un acte politique.

La conclusion à tirer de ces mots ne saurait être optimiste. De retour aux Etats-Unis, je pensais que j'étonnerais mes amis en leur rapportant ces propos de communistes cubains. Pas du tout. Le *New York Times* du 30 novembre avait publié une série de propos de Carlos Rafael Rodriguez et autres membres du Parti communiste où on les voit dire que « Fidel semble avoir compris », qu'il y avait des différences entre les communistes et lui « avant qu'il comprenne » et enfin que le gouvernement et les communistes sont d'accord sur le fait que les universités, les syndicats et autres organisations doivent se consacrer « complètement au service de la Révolution ». L'idéologie révolutionnaire a besoin d'une organisation solide pour survivre, l'organisation du Mouvement du 26 Juillet (dont tous les membres non-marxistes ont ajourd'hui perdu complètement leur influence) était trop faible, explique cette analyse communiste, qui ajoute que c'est le Parti communiste qui a fourni la sienne et que, pratiquement, Révolution et communisme ne font plus qu'un à Cuba.

« Fidel sait... »

Pour terminer, je livre ces mots troublants d'un vieux prêtre, qui fut le professeur de Fidel. Il refusa de « parler politique » avec moi, me disant que Fidel et son frère Raoul et sa belle-sœur Wilma étaient pour ainsi dire comme des parents pour lui, tant il les connaissait bien. Et, tout le temps que je fus en sa compagnie, il ne me laissa poser aucune question mais me fis regarder avec lui deux grands albums de photos où on le voyait souvent aux côtés des chefs révolutionnaires, après leur victoire. Pourtant, en me reconduisant à sa porte, il me dit ces mots, avec le même débit rapide qu'en m'expliquant les photos : « Retenez ceci : Fidel connaît le bon chemin, il sait ce qui est bien, il sait où est le bien, *il le sait.* »

Je laisse à chacun le soin de les interpréter. Mais pour moi, après ce que j'ai vu et entendu à Cuba en trois semaines de contacts avec les gens les plus divers, ces mots signifient que Fidel sait ce qu'est le vrai christianisme, qu'il le connaît bien, et que ce n'est pas par confusion inconsciente de sa part que la Révolution communiste se déguise encore à Cuba sous ses traits.

Kennedy et Castro

Comme toute révolution aujourd'hui, la révolution cubaine est dans une large mesure « conditionnée » par l'attitude de chacun des deux « blocs » — Washington et Moscou — à son égard comme par le climat de tension ou de détente internationales qui découle de l'état de leurs relations entre eux.

On a noté qu'à la faveur du changement d'administration aux U.S.A., Fidel Castro a décidé, le 20 janvier, de démobiliser les 250.000 miliciens qu'il avait mis sur le pied de guerre pour prévenir l'agression que, selon lui, projetait le gouvernement Eisenhower.

Le premier discours du président Kennedy a, aussitôt après, provoqué d'autres réactions qui donnent à penser que pourrait être dépassé un anti-américanisme dans lequel certains évêques cubains ont vu un des signes de l'inféodation du régime au système soviétique.

Tous les observateurs ont vu dans ce discours du président Kennedy la promesse d'un changement d'attitude et de politique des Etats-Unis à l'égard des pays en voie de développement d'une façon générale, de l'Amérique latine en particulier :

« A tous les hommes qui, dans les villages et les huttes qui couvrent la moitié du globe, luttent pour briser les liens de la misère des masses, nous faisons serment de nous efforcer de notre mieux à les aider à s'aider eux-mêmes, aussi longtemps qu'il le faudra — non parce que les communistes le font, non parce que nous tentons de nous assurer leurs voix, mais parce que cela est juste. Si la société libre ne peut aider la multitude des pauvres, elle ne pourra jamais sauver le petit nombre des riches.

» Aux Républiques sœurs situées au sud de nos frontières, nous faisons un serment particulier : celui de traduire nos bonnes paroles en bons actes, en une alliance nouvelle pour le progrès, celui d'aider les hommes libres et les gouvernements libres à rejeter les chaînes de la pauvreté. Mais cette pacifique révolution de l'espoir ne doit pas devenir la proie de puissances hostiles. »

C'est à ces paroles qu'a fait écho Fidel Castro dans un grand discours prononcé devant quarante mille miliciens démobilisés : « Nous autres, Cubains, savons espérer sans juger ou préjuger (...). En attendant l'attitude future du gouvernement des Etats-Unis, nous espérons avec calme, sans haine, sans impatience ou ressentiment. »

Le syndicat et l'Action catholique en Espagne

LA LETTRE DU CARDINAL

Sur la base d'une information publiée le 2 janvier par le *New York Times*, nous avons cité dans notre dernier numéro des extraits d'une lettre que le cardinal Pla y Deniel, archevêque de Tolède et primat d'Espagne, avait adressée le 15 novembre à M. D. José Ruiz, ministre secrétaire général du Mouvement et délégué national des syndicats, à la suite du refus de ce dernier de prendre en considération les pétitions exprimées par l'Action catholique ouvrière à l'occasion des dernières élections syndicales.

Comme la lettre du ministre, la lettre du cardinal a été communiquée à d'autres personnes que son destinataire. Nous en donnons ci-dessous une traduction intégrale.

Ce document retient l'attention non seulement parce que le débat sur les relations entre les syndicats et l'Action catholique connaît de nouveaux développements (voir nos informations), mais aussi parce que, à l'occasion de ce débat, la plus haute personnalité religieuse d'Espagne exprime des considérations significatives sur un ensemble plus large de problèmes et de situations intéressant l'Eglise dans l'Espagne actuelle.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu vos lettres du 10 et du 15 oc-obre dernier auxquelles était joint un apport sur la lettre adressée à votre xcellence en tant que Délégué national es Syndicats, par la Fraternité ouvrière 'Action catholique (1), la Fraternité ou-rière d'Action catholique féminine, la eunesse ouvrière catholique et la Jeu-esse ouvrière catholique féminine, avec eurs annexes respectives.

Il se peut que Votre Excellence se soit tonnée de ce que ma réponse n'ait pas té plus rapide. Je vous avoue que si lle a été retardée, c'est en raison de la urprise que m'a causée la forme em-loyée par Votre Excellence pour ré-ondre dans votre rapport au document es Fraternités ouvrières d'Action catho-que, rapport envoyé d'autre part à tous s évêques d'Espagne et, si je suis bien nformé, à tous les gouverneurs civils, à ous les délégués provinciaux des Syn-icats et à d'autres personnalités.

J'ai eu l'honneur de converser à plu-ieurs reprises avec Votre Excellence, omme vous me le rappelez dans votre ettre du 10 octobre, et nous sommes ombés d'accord sur la nécessité d'une eprésentation authentique des patrons t des ouvriers dans les organismes so-iaux ; ainsi que sur la nécessité que le Iouvement national ne se réduise pas à 'avoir plus que le caractère d'un roupe, mais reconnaisse diverses ten-ances, tout en sauvegardant les prin-ipes fondamentaux reconnus dans le re-ueil de vos écrits et discours intitulé *ouvelle Convivance espagnole ;* je ne uis qu'exprimer avec sincérité, la seule orme de langage que je sache employer, ta surprise devant votre rapport et vo-re refus d'expliquer aux Fraternités ou-rières d'Action catholique pourquoi au-une représentativité ne leur est recon-ue. Je croyais que nous étions d'ac-ord sur les orientations générales du éveloppement du Mouvement réalisé par la Croisade nationale que j'ai défendue dès ses débuts et ai continué de défendre en Espagne et hors d'Espagne, sinon par les armes, du moins par la plume et en assumant pleinement les risques ; et je dois avouer que je ne parviens pas à concilier dans le cas présent ce que je pense sur les orientations générales que doit suivre le Mouvement (j'ai toujours laissé au Gouvernement l'autorité et la responsabilité des lois particulières et des méthodes pratiques) et la position que, dans son rapport, l'Organisation syndicale a prise face aux Fraternités ouvrières d'Action catholique.

C'est pourquoi, en toute loyauté et en toute clarté je vais exposer succinctement à Votre Excellence tel que je le vois, de ma position d'archevêque de Tolède et en tant que président de la Direction générale de l'Action catholique, le problème qui vient d'être soulevé.

Je ne vais pas, même de loin, aborder les détails sur la réglementation des actuelles élections syndicales, leurs délais, etc. J'entends que la hiérarchie ecclésiastique n'a pas à intervenir dans ces détails techniques et réglementaires qui toutefois n'intéressent pas peu tous les membres des syndicats lesquels, du fait qu'ils sont uniques et obligatoires en Espagne, intéressent tous les employeurs et tous les ouvriers et par là les Fraternités ouvrières d'Action catholique.

Ainsi, si je considère comme étrangère à mes charges ecclésiastiques la réglementation détaillée d'élections syndicales, je considère au contraire comme une question importante et fondamentale de préciser si les Fraternités d'Action catholique ont ou n'ont pas une personnalité et si en Espagne l'Etat les reconnaît ou non. Je crois qu'il est absolument nécessaire d'éviter toute confusion et de bien préciser la position de l'Eglise face aux syndicats espagnols et la position de l'Etat en Espagne en regard des Fraternités ouvrières d'Action catholique.

Votre Excellence n'ignore pas que les syndicats espagnols ont eu et ont hors d'Espagne des adversaires, qui les considèrent comme non conformes à la doctrine sociale de l'Eglise. En Espagne, en 1954, un prélat a publié une lettre pastorale soutenant que les syndicats espagnols ne sont pas conformes à la doctrine sociale de l'Eglise. Le Gouvernement se plaignit au Saint-Siège et Son Excellence le Nonce apostolique informa ledit prélat que pour parvenir à cette union des intentions dans le magistère pastoral tant recommandée par le Saint-Père et afin d'éviter des confusions très préjudiciables entre le clergé et les fidèles, en publiant des pastorales qui affectent de façon certaine la situation religieuse ou sociale de toute la Nation, comme dans le cas de la pastorale sur le système syndical en vigueur en Espagne, il convenait de consulter auparavant le cardinat primat. Eh bien, quel a été mon jugement et ma position de même que celle de toute l'Eglise espagnole sur les syndicats en Espagne ? Pour ma part, devant le Gouvernement, devant les prélats et devant les Fraternités ouvrières d'Action catholique j'ai toujours soutenu qu'il n'est pas contraire à la doctrine sociale de l'Eglise que les syndicats espagnols soient à la fois ceux des patrons et des ouvriers ni qu'ils



M. Solis Ruiz chez les mineurs des Asturies.
« *Des mouvements qui s'appellent ouvriers.* »

(1) Désignée plus loin par les sigles : [illegible].O.A.C.

soient obligatoires, puisque les anciennes corporations avaient elles aussi ces deux caractères, mais pourvu que la représentation tant des patrons que des ouvriers soit authentique. C'est le même jugement que les trois prélats qui forment la Commission permanente de la Conférence des Métropolitains, LL. EE. les archevêques de Valladolid, de Saragosse et moi-même avons exposé à Son l'Excellence le chef de l'Etat dans une longue audience qu'il nous accorda à Saint-Sébastien en 1956, au cours de laquelle nous lui avons également exposé que ni leur caractère mixte ni leur caractère obligatoire ne rendent les syndicats espagnols contraires à la doctrine sociale de l'Eglise. Et nous avons aussi exposé respectueusement à S.E. le chef de l'Etat que, selon de nombreux rapports, qui n'émanaient pas seulement des Fraternités ouvrières d'Action catholique, mais des ouvriers de nos diocèses en général, les ouvriers ne jouissaient pas d'une représentation suffisamment authentique dans les syndicats espagnols. Je ne crois pas que Votre Excellence puisse s'étonner que nous ayons eu ces informations, parce que ce sont vos propres paroles, dans le discours que vous avez prononcé à Villagarcia de Arosa en 1957 : « Rappelez-vous comment au début, avant les premières élections syndicales effectuées en 1954, nos édifices syndicaux étaient de frêles mâtures pleines de fonctionnaires qui avaient à compenser avec bonne volonté l'absence de représentants des ouvriers et des employeurs. C'était une grande maison vide de contenu. » Et depuis ce discours Votre Excellence a continué à soutenir, jusqu'aux récentes élections syndicales, qu'il fallait aller vers une plus grande authenticité de la représentation. Ce qui impliquerait que jusqu'à ce que les élections actuelles fussent effectuées, l'authenticité de la représentation n'a pas été suffisante. La Hiérarchie ecclésiastique n'a jamais été ennemie des syndicats, au contraire elle leur a donné tout son appui, leur nommant des assesseurs ecclésiastiques diocésains, et cela non à l'initiative de l'Eglise, mais à la suite d'une pétition, et l'Etat y marquant tout son intérêt ; et moi-même pour ma part, en tant que président de la Conférence des Métropolitains, j'ai nommé Assesseur national S.E. l'évêque de Leon, qui a assumé sa charge avec le zèle et la capacité qui le distinguent, et à la pleine satisfaction du Gouvernement. L'Eglise espagnole a appuyé jusqu'à ce jour les syndicats. Mais, par le fait qu'ils sont obligatoires et que s'y trouvent encadrés tous les patrons et tous les ouvriers, et bien qu'ils aient des assesseurs ecclésiastiques, ils ne peuvent être considérés comme des associations apostoliques d'apostolat laïc. Ce sont, d'évidence, des associations ou des corporations officielles, dans lesquelles il y a des hommes de toutes les idéologie, et évidemment aussi des membres socialistes et communistes.

Les revendications de l'Action Catholique ouvrière

La lettre de M. Solis Ruiz, à laquelle répond le cardinal, permet de connaître — car elle en fait état en son début — la nature des pétitions formulées par l'Action Catholique ouvrière. Celle-ci demandait :

1) *Qu'on diffère ou annule les élections syndicales pour permettre de les préparer plus convenablement ;*
2) *Que des informations plus complètes soient données sur la façon dont ces élections doivent s'effectuer ;*
3) *Qu'on modifie les modalités de candidature aux fins d'assurer une représentation plus authentique des ouvriers ;*
4) *Que le mode de représentation soit conforme à la doctrine sociale de l'Eglise ;*
5) *Qu'on établisse des tribunaux neutres, sans rapport avec les syndicats ni la politique, pour contrôler le déroulement de ces élections.*

Les arguments du délégué général

Pour M. Solis Ruiz, ces demandes sont « totalement inadmissibles » pour quatre raisons :

1) *Manque de qualification des pétitionnaires ;*
2) *Irrecevabilité de la pétition par l'Organisation syndicale, les élections ayant été décidées par un décret gouvernemental ;*
3) *Inconsistance des cinq demandes et absence de fondement des objections au système en vigueur ;*
4) *La finalité des élections a été pleinement atteinte, en parfaite conformité avec la loi qui offrait toutes les garanties de liberté et de représentation démocratique et authentique.*

Le Délégué général taxe ainsi de « légèreté » et de « désinvolture » les organisations ouvrières d'Action catholique qui ont cru bon de faire des réclamations sans fondement, ajoutant que ces « mouvements qui s'appellent ouvriers invoquent un état de l'opinion très éloigné de la réalité ».

Ni syndicat, ni confréries

Ainsi, comme l'Etat a organisé des syndicats officiels, l'Eglise a dû organiser des associations apostoliques, des Fraternités ouvrières, aussi bien que patronales, d'Action catholique. Sa Sainteté Pie XI a dit que le grand scandale de la Société contemporaine était l'apostasie des masses ouvrières ; et cela était vrai également dans notre Espagne, au moins dans les masses ouvrières industrielles ; étant originaire de Barcelone, je puis en témoigner ; et en 1910, année qui suivit ce qu'on a appelé la Semaine Tragique, l'éminent cardinal Mercier me disait au cours d'une longue entrevue que j'eus avec lui à Malines, qu'il n'avait pas, lui, été aussi surpris que d'autres de l'explosion de cette Semaine Tragique, parce que, avant d'être élevé à l'épiscopat il avait visité les principales villes d'Espagne et y avait noté l'absence des ouvriers dans les églises où il s'était rendu *ex professo*. En sociologie religieuse, il faut être réaliste, tenir compte de tout ce que le catholicisme espagnol a de bon mais aussi de ses déficiences.

En Espagne les Espagnols protestants et non baptisés n'atteignent pas un pour mille (alors qu'en France il y a quelques millions de non baptisés) mais très nombreux sont les ouvriers malheureusement non pratiquants et même positivement éloignés de l'Eglise.

Les meilleurs apôtres parmi les ouvriers sont les ouvriers e u x - m ê m e s, comme l'ont r e c o n n u les Souverains Pontifes et c'est pour cela qu'ils ont promu les Fraternités catholiques d'ouvriers. En Espagne, celles-ci font partie de l'Action catholique espagnole, dont les Associations sont reconnues par l'Etat espagnol, à l'article 34 du Concordat en vigueur. «, En Espagne elles pourront exercer librement leur apostolat sous la dépendance immédiate des Hiérarchies ecclésiastiques, en se maintenant, pour ce qui touche aux activités d'un autre ordre, dans les limites de la législation. » Ce serait interpréter de façon particulièrement erronée cet article du Concordat que d'y entendre que l'apostolat de l'Action catholique en général doit se limiter à la prière et aux cérémonies pieuses qui ont lieu dans les sanctuaires. C'est là la mission des Confréries qui naissent dans l'Eglise; mais la mission de l'Action catholique dans toutes ses branches et spécialisations, lesquelles n'ont pas leur source dans la vie ecclésiastique, est beaucoup plus large et s'exerce principalement hors du sanctuaire. Quant à l'apostolat des Fraternités ouvrières d'Action catholique il doit nécessairement comporter la propagation de la doctrine sociale de l'Eglise et ces organisations doivent s'occuper des problèmes sociaux. C'est ce que font les Associations catholiques ouvrières dans le monde entier. C'est pour cela que, pour ma part, j'ai proclamé que les Fraternités ouvrières d'Action catholique ne sont, ni n'aspirent à devenir un syndicat, mais qu'elles ne sont pas davantage une confrérie. Si elles étaient une simple confrérie, on ne parlerait pas d'elles dans les concordats modernes, et pas seulement en Espagne. Tant qu'on ne comprend pas bien cela on ne comprend pas ce qu'est l'Action catholique.

Le droit de pétition ne serait-il pas reconnu ?

Vu cet article du Concordat espagnol, peut-on méconnaître la personnalité des H.O.A.C. en Espagne ? Ce serait créer un vrai conflit entre l'Eglise et l'Etat.

Peut-être dira-t-on que l'article 34 du Concordat espagnol précise dans ses derniers mots « en se maintenant, pour ce qui est des activités d'un autre genre (c'est-à-dire hors de l'apostolat) dans les limites de la législation générale de l'Etat ». Mais ceci, évidemment, n'est pas méconnaître leur personnalité ; c'est, au contraire, celle-ci une fois reconnue, établir que dans leurs activités qui ne sont pas apostoliques, elles doivent se maintenir dans les limites de la législation de l'Etat. Et comment peut-on affirmer que les H.O.A.C. ne se sont pas, dans leur rapport présenté au Délégué national des Syndicats, maintenues dans les limites de la législation de l'Etat ? Ne se sont-elles pas limitées à une simple pétition adressée à l'autorité compétente qui est le Délégué national des Syndicats ? J'estime que leur pétition est restée dans le cadre de l'article 14 de la Loi des Syndicats, parce que les Fraternités ne se sont pas adressées

l'Etat en dehors de l'Organisation syn-cale, qui est la seule que l'Etat re-nnaît à même de recueillir les aspira-ons et exigences dans l'ordre économi-e de la part des éléments produc-urs. Dans leur pétition les H.O.A.C. ne sont adressées qu'au Délégué national s Syndicats. Est-ce que dans l'Orga-sation syndicale on ne reconnaît pas droit de pétition ? Dans ce cas les ndicats seraient en régime totalitaire mme les hitlériens et les soviétiques. ne faut pas moins se souvenir qu'à date où fut publiée la loi d'organisa-n syndicale et même plus tard dans première législation des Cortes espa-oles, on y disait officiellement que le gime de l'Espagne était le régime to-litaire, et le seul qui convînt dans les rconstance d'alors. Aujourd'hui per-nne n'ose plus en Espagne, ni en gé-ral hors du monde soviétique, s'appe-r totalitaire, mais ce n'est pas seule-ent le nom qu'il faut répudier, mais ce 'il signifie. Votre Excellence a dit ns son discours de Villagarcia de rosa : « Personne ne peut penser, en moment de notre époque, gouverner s peuples silencieux ; il n'y a plus de uples silencieux dans les organisations litiques modernes et ceux qui le sont sont sous la pression d'oligarchies po-iques, je veux dire d'oligarchies ter-ristes de type soviétique. »

Une minorité qui existe et qu'il faut respecter

Les H.O.A.C. sont en Espagne une mi-rité parmi les travailleurs, mais, dans même discours cité, Votre Excellence aussi proclamé qu'elle avait un grand spect pour les minorités. Si l'on veut re réaliste, il faut reconnaître qu'au-urd'hui du moins les H.O.A.C. sont e minorité ; ce serait un sophisme de étendre que, parce que l'immense ma-rité des ouvriers espagnols sont bap-sés, ils sont socialement avec l'Eglise, nt la plupart méconnaissent la doc-ne sociale. Les H.O.A.C. sont une mi-rité mais, moi qui les connais et qui 'en occupe, j'affirme que ce n'est pas e minorité passive mais une minorité tive ayant un profond esprit chrétien. orsqu'elles tinrent leur assemblée à To-de, on vit un très grand nombre de urs membres communier chaque jour, qui prouve que ce sont vraiment des sociations d'apostolat laïc. Et je dois re davantage, Monsieur le Ministre : 'aujourd'hui les quatre Fraternités ou-ières, la H.O.A.C. et la H.O.A.C. fémi-ne, la J.O.C. et la J.O.C. féminine mi-s ensemble sont déjà d'un certain ids en Espagne et hors d'Espagne. En spagne, en plus de leurs membres ins-its, elles ont de très nombreux sym-thisants dans la classe ouvrière ; les anches de jeunesse ont tenu cette an-e une assemblée réunissant 6.000 par-cipants. Hors d'Espagne, leurs prési-nts font partie des Comités directeurs s Associations ouvrières internationa-s catholiques, comme la F.I.M.O.C. ur les adultes et la J.O.C. internatio-le pour les jeunes. Cette dernière a voyé en Amérique latine un ex-pré-dent de la J.O.C. espagnole pour un and voyage de propagande ; de même premier président de la H.O.A.C. et n actuel président ont été invités par s Etats-Unis à visiter les organisations vrières de cette nation. Et quel ntraste douloureux ! En Espagne, qui est l'un des rares Etats confessionnels qu'il y ait au monde, qui a un Concordat modèle sous tant d'aspects d'un point de vue catholique, on marchande ou même on méconnaît la personnalité des H.O.A.C., on les présente comme suspects dans les circulaires non seulement du Mouvement, mais du Gouvernement, on vexe ses dirigeants par des investigations policières, on les met à l'amende pour ce qu'ils ont dit *ou n'ont pas dit* dans des manifestations qu'a présidées l'évêque de leur diocèse, comme à Bilbao, et en dépit de tout ce qu'avait dit l'évêque, on empêche leurs réunions, comme récemment dans une localité de la province d'Almeria, bien qu'elle ait eu lieu dans un édifice qui est propriété d'une congrégation religieuse et sans qu'on leur ait imputé aucun délit ni aucune irrégularité à l'égard des autorités.

Ce qui est démagogie et ce qui ne l'est pas

On dira peut-être que cette méfiance et les soupçons ont pu avoir pour cause telles expressions parfois un peu radicales de quelque publication des H.O.A.C. L'Eglise a pour le moins autant d'intérêt que l'Etat à ce que les publications des H.O.A.C. ne défendent pas des solutions démagogiques, et si elles ont eu en telle ou telle occasion des expressions exagérément radicales, elles en ont été avisées et on a veillé à y porter remède. Dans un Etat catholique et concordataire, la bonne intelligence entre l'Eglise et l'Etat est chose facile. Cependant, qu'il y ait ou non démagogie, il faut suivre la doctrine sociale de l'Eglise. J'ai averti directement et publiquement les H.O.A.C. à leur dernière assemblée qu'elles devaient éviter comme démagogiques les infiltrations de doctrine socialiste, de haine de classe, de procédés violents, mais on ne peut par contre considérer comme démagogique la légitime défense des intérêts ouvriers, l'information sur ce dont ils ont besoin, ou leurs aspirations dont il convient de tenir compte pour résoudre le problème du travail. En certaines occasions on a taxé de démagogiques les H.O.A.C., affirmations faites par des autorités de l'Etat, par des dirigeants de l'organisation syndicale elle-même. Cette année on a vu un cas curieux à Tolède. Une simple feuille que publie la Fraternité ouvrière locale de Tolède, a présenté à la censure civile un article pris dans l'organe des Syndicats, sans indiquer sa provenance. La censure civile l'a refusé, mais après qu'on eut démontré qu'il était tiré de l'organe des Syndicats, alors il fut autorisé.

Des relations extrêmement dangereuses

Je termine, Monsieur le Ministre, cette réponse qui devient longue, mais qui ne cherche autre chose qu'une compréhension que j'estime nécessaire, pour le bien de l'Eglise et de l'Etat. Les relations actuelles de l'Etat avec les H.O.A.C. sont extrêmement dangereuses. Des exemples très récents de conflits entre l'Eglise et l'Etat dans certains pays, ayant entraîné de graves répercussions jusque dans le domaine civil, ont commencé par des conflits entre le Gouvernement et les Associations d'Action catholique. Les H.O.A.C. ne doivent exercer aucune action syndicale. La Hiérarchie a dit clairement que les membres des Fraternités doivent traiter les affaires d'ordre syndical à l'intérieur des syndicats. Mais les Fraternités peuvent préparer leurs membres à ce que, à l'intérieur des Syndicats, ils agissent selon la doctrine sociale de l'Eglise. Cela apporterait, cela a p p o r t e r a un grand bien pour l'organisation syndicale. Il jetterait des pierres dans son propre jardin celui qui s'en prendrait aux H.O.A.C.

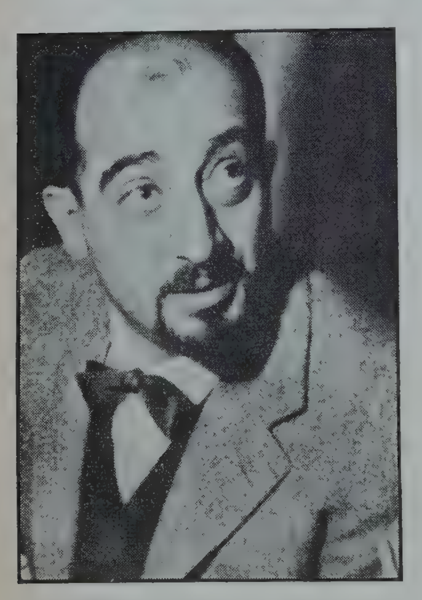
Il ne faut pas perdre de vue que pour être obligatoire pour tous les ouvriers espagnols, le syndicats officiel ne peut qu'avoir en son sein, nécessairement, des représentants de toutes les idéologies ; c'est un fait qu'en certaines localités il y a des représentants qui cotisent obligatoirement aux Syndicats officiels et bénévolement à des cellules d'organisations clandestines socialistes ou communistes. Les H.O.A.C. sont composées, elles, seulement de membres bénévoles qui professent l'Action catholique et veillent à ce qu'il n'y ait pas dans leurs rangs d'infiltrations communistes. L'action, dans l'Organisation syndicale d'ouvriers catholiques pratiquants et formés à la doctrine sociale de l'Eglise ne peut-elle pas apporter grand bien à cette Organisation syndicale et à l'Etat ?

Finalement, Monsieur le Ministre, je crois que Votre Excellence est réaliste et qu'elle verra clairement qu'on ne peut agir en Espagne en 1960 comme en 1940. En 1940 on venait de sortir d'une guerre où les Espagnols avaient été aidés dans leur Croisade par des Etats de régime totalitaire ; et officiellement, en 1943 encore, aux Cortes espagnoles, alors que beaucoup en Espagne croyaient que ces mêmes Etats de régime totalitaire sortiraient vainqueurs de la dernière guerre mondiale, on défendait le régime totalitaire comme étant le meilleur. Aujourd'hui ni en Espagne ni hors d'Espagne, personne en Occident n'ose plus parler ainsi. En 1945 fut publiée en Espagne la Charte des Espagnols qui n'a rien de totalitaire. A la Commission qui la rédigea pour la présenter aux Cortes, participa activement le signataire de cette lettre, principalement en ce qui concerne l'article 6, traitant fondamentalement de questions religieuses. Cet article parle du droit d'association et stipule textuellement : « Les Espagnols pourront se réunir et s'associer librement pour des fins licites et en accord avec ce qui est établi par les lois. L'Etat pourra créer et maintenir les organisations qu'il estimera nécessaires pour atteindre ses objectifs. Les normes fondamentales qui revêtiront forme de loi, coordonneront l'exercice de ce droit avec celui qui est reconnu au paragraphe précédent. » Plus tard, par la Loi de Succession à la tête de l'Etat, qui fut r a t i f i é e par plébiscite national, la Charte des Espagnols fut déclarée une des lois fondamentales. En 1953 fut signé entre le Saint-Siège et le Gouvernement un Concordat, fondé lui aussi sur un esprit de coopération et qui reconnaît la liberté des associations de l'Action catholique espagnole, au nombre desquelles figurent les H.O.A.C.

Dieu fasse, et Votre Excellence y peut contribuer grandement, que cet esprit de collaboration, qui règne en tant d'autres domaines, règne aussi entre l'Organisation syndicale, que vous présidez, et les H.O.A.C.

SUR UNE EXPÉRIENCE DE FÉCONDATION ARTIFICIELLE

L'expérience réalisée récemment à Bologne, par le professeur Petrucci et ses assistants qui ont fécondé en laboratoire un ovule prélevé sur le corps d'une femme et qui l'auraient fait vivre *in vitro* pendant vingt-neuf jours, a fait grand bruit dans la presse, du moins, car les milieux scientifiques observent encore à ce sujet la plus grande réserve. Il ne s'agit pas en effet d'une révolution de la biologie expérimentale. Il semble seulement que ce soit la première fois que l'expérience dure aussi longtemps. Les biologistes de Bologne ont prétendu — ce qui est vraisemblable — qu'ils y avaient mis fin, en raison du développement anormal de l'embryon. Pouvaient-ils aller plus loin ? C'est ce que plusieurs savants contestent : les expérimentateurs en arrivaient au stade, disent-ils, où l'alimentation se fait non plus par absorption directe du liquide dans lequel l'embryon est plongé mais grâce à des vaisseaux qui relient normalement l'embryon au corps de sa mère. Dans l'état actuel des découvertes, rien n'indique donc qu'on arrivera un jour à créer un « homme en éprouvette », ni que la science puisse remplacer les échanges intimes et naturels entre la mère et l'enfant en gestation. Mais il est utile que les moralistes le prévoient.



Le professeur Petrucci
« On touche à une limite »

L'Osservatore Romano a consacré deux importants articles à ces expériences de Bologne, aux problèmes qu'elles posent, à ceux que l'on peut entrevoir pour l'avenir, dans les mêmes perspectives. Le journal du Vatican voulant répondre à l'exploitation qui en était faite au nom de l'athéisme, notamment dans l'organe communiste *Paese Sera,* écrit le 14 janvier : « Le mystère des mystères, à savoir le mystère de l'origine de la vie demeurerait — même après quelque expérience inhumaine — impénétré et impénétrable, en dehors de la cause première de la vie même, cause nécessairement incréée et éternelle : Dieu ».

Mais la question importante que soulève à nouveau l'expérience de Bologne tient à la tentative de fécondation artificielle humaine. Sur ce point particulier de la morale, la condamnation par l'Eglise est sans appel et ne laisse place à aucun doute. Pie XII, en 1956, l'a affirmé nettement, ainsi que le rapelle l'*Osservatore Romano* qui écrit : « Donner la vie à un être humain est une chose telle que Dieu l'a entourée des garanties les plus sublimes de l'amour et de l'assistance dans la nature et dans la conscience, moyennant l'union spirituelle et physique de deux être consacrés — les parents — auxquels est confiée, avec la tâche admirable de la procréation, la mission non moins admirable de l'éducation spirituelle et physique. On ne pourrait violer impunément de telles conditions sans conséquences monstrueuses ».

« Vivisection immorale »

Effrayés par ce rappel de l'attitude de l'Eglise, les expérimentateurs de Bologne ont protesté de leur bonne foi. Il est vrai que l'ovule fut prélevé sur un sujet dont l'état nécessitait pareille intervention. Les spermatozoïdes provenaient, dit-on, d'échantillons de semence humaine envoyés à leur laboratoire pour examen de fécondité. Mais ici surgit la question capitale que rappellent les commentateurs : a-t-on le droit de produire un œuf humain de façon expérimentale, indépendamment de toute conséquence, comme une pure expérience ? On franchit un seuil, on touche à un autre ordre quand on passe des travaux séparés sur chacun des éléments (ovule et spermatozoïde) aux observations sur ces éléments qu'on a réunis : car on touche alors à la production d'un être humain. Certains le mettent en doute à propos de l'expérience de Bologne en affirmant : il faudrait reprendre tous les développements de cette expérience pour savoir si l'on se trouvait encore dans le règne humain. Ne s'agissait-il pas simplement d'un développement cellulaire ?

Pour sa part, dans son deuxième article, l'*Osservatore Romano* tranche nettement : « La fécondation artificielle humaine *in vitro* est une forme évoluée, il serait mieux de dire : encore plus désordonnée, de la fécondation artificielle ordinaire. Les théologiens se sont occupés de cette dernière et l'ont jugée immorale et illicite. (...) (Ici) les motifs de condamnation sont aggravés du fait qu'il manque en outre ce résidu de l'acte générateur que la fécondation artificielle contient. (...) C'est proprement la première vivisection immorale de l'homme. L'aveuglement initial après lequel on s'imagine trouver la vie ; mais on marche sur le chemin de la mort ».

Il faut citer, en outre, la réaction d'un biologiste réputé, Jean Rostand, agnostique comme on sait, qui a déclaré : « En jouant ainsi avec des embryons que l'on jette ensuite à l'évier, on touche à une limite. (On doit se demander où nous mène) ce grand mouvement de manipulation de l'homme par l'homme ».

Une brochure de l'épiscopat hollandais sur le Concile

Depuis le début de janvier est en vente en librairie, aux Pays-Bas, une brochure de trente pages consacrée au Concile. Elle a été rédigée par l'épiscopat qui l'a fait présenter en chaire le 5 janvier. Réponse aux espoirs enthousiastes et parfois même inconsidérés manifestés par les fidèles, elle précise que « le Concile ne peut accomplir des miracles », mais expose clairement ce qu'on peut en espérer. A savoir : un renouveau intérieur de l'Eglise et de la vie religieuse, renouveau auquel les laïcs doivent apporter leur contribution.

Et de rappeler que l'un des problèmes qui se pose aujourd'hui à l'Eglise est la confrontation du christianisme avec les conceptions athées : marxisme, humanisme ou existentialisme. Certes, les chrétiens ne peuvent y adhérer, mais le pluralisme de la société contemporaine pose la question de la coexistence et de la coopération et à cette question on ne peut répondre seulement par des principes généraux.

Lettre des U.S.A.

La fin du "ghetto"

Nous avons le projet de rendre ompte périodiquement des expres- ions et des problèmes culturels u catholicisme dans un certain ombre de pays ou d'ensembles de ays. Nous commençons par les Etats-Unis. Cette chronique, com- ne celle que nous consacrerons ans l'avenir à l'Amérique latine, l'Espagne, à l'Italie, à l'Allema- ne, etc., couvre sensiblement l'an- ée écoulée. Elle nous est adres- ée par un religieux américain, pécialiste des questions cultu- elles.

serait difficile d'exagérer la signi- tion de la nomination de M. Ken- y et de son élection à la Présidence Etats-Unis. Importante, on le sait, le plan politique, elle eut aussi des ntissements considérables sur le plan urel.

out au long de la période électorale, lise a été l'objet constant de rensei- ments et de recherches. Mêmes s'il ait voulu, M. Kennedy n'aurait ja- s pu oublier qu'il est catholique. Les -catholiques voulaient connaître la ition catholique sur les relations Egli- Etat.

andis que les P.O.A.U. (protestants et res Américains partisans de la sépa- on de l'Eglise et de l'Etat) et autres upes anticatholiques - intensifiaient s attaques contre l'Eglise, de nom- ux protestants et juifs étaient très ncs, dans leurs questions. Grâce, en nde partie, aux recherches et aux ts savants du P. J. Courtney Murray, ., on comprit que bien des problèmes l'Eglise et de l'Etat et certaines affir- ions des Papes, le plus souvent sor- de leur contexte, devaient être com- en fonction du Libéralisme euro- n du 19e siècle et, plus spécialement, monde latin. Les idées du P. Murray ent un très grand succès et surtout best-seller *We hold these truths*.

'importance du P. Murray fut reconnue s les derniers débats. Le magazine e mit sa photo en couverture et con- a un article à ses idées. Il est à re- quer aussi que, pendant toute la pé- e électorale, tous les hebdomadaires raux soutinrent M. Kennedy. En 1960, ou, en tout cas, dans la seconde partie de l'année l'Eglise a réellement fait l'objet dans l'esprit à la fois des catholiques et des non-catholiques d'un véritable réajustement.

Les photos publiées dans ce nu- éro sont de : Keystone, A.D.P., gencia Prensa Asociada, Sierra aestra, Associated Press, Viollet,

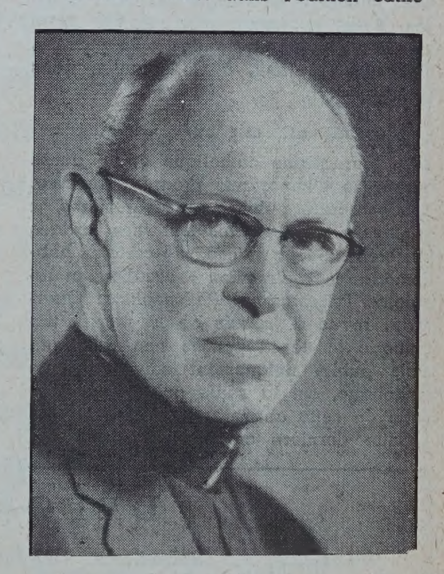
Le cinéma et la télévision

Dans le domaine de la culture populaire, une certaine inquiétude a été exprimée par le Comité des Evêques qui dirige l'œuvre de la *National Legion of Decency*. Le 24 novembre, ils remarquaient que la production de films moralement répréhensibles avait atteint des proportions effrayantes (de 14,59 % en 1959, à 24,33 % en 1960). Les évêques proposèrent, en particulier, un système de classification volontaire pour empêcher les jeunes d'assister à des films pour adultes et la stricte adhésion des producteurs au code cinématographique. Ce qu'il y a de plus remarquable dans les réactions qui suivirent cette prise de position, c'est le changement d'attitude de la part de nombreux non-catholiques, qui passèrent de la critique sévère à l'approbation. Le magazine *Life*, dans un éditorial qu'il faut considérer comme une remarquable volte-face, a soutenu qu'il fallait suivre la classification des films de la *Legion of Decency*. Quelques-uns de ces changements sont dûs, sans aucun doute, à une plus grande tempérance de la *Legion* dans sa classification ; des films de grande valeur qui entraient autrefois dans la catégorie « B » sont maintenant dans la catégorie « A-3 » : films recommandés pour adultes.

S'agissant de la télévision, on peut noter une très grosse amélioration dans la qualité des programmes. Remplissant le vide créé par les scandales provoqués par les émissions-concours, en rapport avec les *débats* sont venus sur le devant de la scène, tout particulièrement les quatre qui eurent lieu entre MM. Kennedy et Nixon. Trois débats sur le contrôle des naissances éveillèrent un grand intérêt et dans les trois, la position catholique fut représentée notamment par les professeurs Colin Clark et Jacques Mertens qui remportèrent un véritable succès. Les « Documentaires » sont plus populaires que jamais et se sont beaucoup améliorés sur le plan de l'objectivité. La façon dont furent traités l'incident de l'U-2, l'effondrement de la conférence au sommet à Paris, la crise algérienne, l'intégration raciale, Castro et d'autres sujets épineux fut pleine de franchise et de maturité. Un hommage fut rendu à l'influence de l'Eglise, lorsque le réseau ABC inaugura une série d'émissions sur les religions et qu'il consacra la première au catholicisme. Il semble enfin que la télévision s'achemine vers un système d'auto-censure. Lorsqu'elle donne des pièces qui ne sont manifestement pas pour enfants, celles-ci ont lieu à l'heure où les enfants sont couchés avec la mention : « Pour Adultes Seulement ».

L'édition et l'architecture

La multiplication des « livres à bon marché » aux Etats-Unis — où 1.912 titres sont actuellement disponibles — a été rentable aussi dans l'édition catho-



Le P. Murray.
Un véritable réajustement.

lique, spécialement l'an dernier. Les *Image Books*, publiés par Doubleday, comportent 108 titres sous presse, tous ouvrages catholiques manquants allant de saint Augustin à Bruce Marshall. Plus de sept millions d'exemplaires ont été récemment vendus. Sheed et Ward (à qui fut attribué cette année le Prix Campion) sont en train de publier un « *chef-d'œuvre par mois* » dans une série de livres de poche et d'autres éditions suivent leur exemple. Parmi les nouvelles éditions catholiques, il faut noter Helicon Press à Baltimore.

On a souvent accusé les catholiques américains de ne pas produire d'écri-

vains.. Les efforts pour combler cette lacune ont été très fructueux. Récemment une étude sur les jeunes écrivains dans *Atlantic Monthly's* fit la preuve d'un très haut pourcentage de catholiques. L'année dernière, Doubleday proposa trois concours dotés de prix aux écrivains catholiques. Les résultats furent proportionnellement beaucoup plus élevés que pour le concours non confessionnel correspondant. Tout ceci et bien d'autres petites choses montrent que les catholiques américains entrent dans une période de grande production, et c'est là en partie un résultat de l'éducation catholique.

Il est beaucoup plus difficile de faire le point des avancées dans les autres domaines de la création. On peut noter cependant que l'emploi liturgique des styles contemporains en architecture, confirmé dernièrement encore dans le Middle-West, montre des signes d'extension évidente. Le concours architectural de la Conférence Liturgique enregistra cette année beaucoup plus de candidatures qu'avant. Parmi les constructions religieuses importantes, terminées cette année, il faut noter le Séminaire de Saint-Joseph (St. Benedict, Louisiana), ensemble de neuf bâtiments admirablement bien agencés. Il est à remarquer aussi une autre œuvre significative des Bénédictins, l'Abbaye St. John, à Collegeville, dans le Minnesota.

L'accent est mis sur le dialogue

Le journalisme catholique a, lui aussi, enregistré d'importants progrès. *America*, hebdomadaire publié par les Jésuites, a augmenté considérablement ses tirages (1), bien au-delà de ceux de certains hebdomadaires « d'opinion » séculiers et religieux. *International Philosophical Quarterly*, revue à la fois de la pensée catholique et de la pensée non-catholique mais publié uniquement sous l'auspice catholique, est la seule publication nouvelle de cette année.

Cette dernière création témoigne de l'accent qui est mis, plus fortement que jamais, dans le catholicisme comme dans les autres religions, sur *la coopération* et, d'une façon générale, sur *le dialogue*. Un grand nombre de réunions œcuméniques ont lieu cette année. *America* a publié deux numéros en insistant sur ce « dialogue » et plusieurs livres contenant des dialogues entre écrivains catholiques et protestants sont sortis. Le domaine litigieux des relations raciales a conduit à une coopération fréquente entre les dirigeants religieux du pays, le plus souvent à l'initiative des catholiques.

En bref, pour qui a suivi depuis de nombreuses années les développements de la culture américaine, il apparaît clairement que 1960 est l'année la plus importante en ce qui concerne l'influence catholique et l'abandon par les catholiques d'une mentalité de « ghetto ».

(1) 62.818 exemplaires, indiquait le numéro du 24 décembre.

En bref

Missions

Plusieurs ouvrages importants sont parus récemment. Nous en reparlerons :

Le vénérable Libermann (Desclée de Brouwers, Paris, 1960, 2 tomes, 48 NF) : Pierre Blanchard publie une thèse fondamentale su rl'expérience, la doctrine, la personnalité et l'action d'un des plus importants fondateurs de la missiologie moderne.

Vie du Père Lebbe et Lettres du Père Lebbe (Casterman, Paris, 1960, 9,75 NF chaque) : la réédition de la célèbre biographie écrite par le chanoine Leclerc est doublée de la première publication d'un choix de lettres qui mettent directement en contact avec le « père de l'Eglise de Chine ».

Deux revues

Réforme des Missions au XXe siècle (Casterman, Paris, 1960, 9,75 NF) : l'abbé Jean Bruls publie la traduction des pages les plus significatives des mémoires du cardinal Costantini, qui fut dix ans délégué apostolique en Chine et vingt-cinq ans secrétaire de la Propaganda Fide.

Spiritus, cahiers de spiritualité missionnaire (40, rue La Fontaine, Paris (XVIe) : « Complément édité à part » du Bulletin de la Province française des Pères du Saint-Esprit, cette publication devient revue trimestrielle à partir de cette année. **Spiritus** poursuit une triple voie : dogmatique, avec des études sur l'Esprit Saint, Esprit de la Mission ; historique, avec des études sur la doctrine et la spiritualité missionnaires du Père Libermann ; existentielle, avec des études sur des expériences ou des situations missionnaires. Les quatre cahiers à paraître en 1961 traiteront du judaïsme du Père Libermann, de la première Pentecôte, des premiers prêtres africains et du prophétisme du Père Libermann.

Bulletin du Cercle Saint Jean-Baptiste (12 rue Jean-Baptiste-de-la-Salle, Paris-VIe) : pour mieux faire connaître les valeurs spirituelles authentiques des diverses religions et civilisations et donner les bases d'une spiritualité et d'une théologie véritablement missionnaires, le Cercle Saint Jean-Baptiste inaugure une nouvelle série de son **Bulletin** (désormais imprimé). Chaque mois : un texte du P. Daniélou sur un problème d'actualité ; une méditation du P. Raguin sur un thème de spiritualité missionnaire ; une étude du P. Daniélou sur la Genèse ; un article sur la manière différente de présenter le message chrétien aux diverses civilisations...

Le Directeur de la Publication : HOURDIN.

3948 - 1er févr. 1961

Consortium International de Diffusion, 10, rue Daru, Paris (6e).
Sté Parisienne d'Imprimerie - 2 bis, Imp. du Mont-Tonnerre, Paris (15e).

SAINT PERE, après tant de victoires il ne vous manquait plus que deux choses : convoquer un concile et donner la paix au peuple chrétien... Sachez donc que vous avez élevé les cœurs de tous vers une grande espérance. Dieu a voulu que cherchant notre salut dans les armes qui ne sont pas les nôtres, nous fussions vaincus. Nos armes sont la piété, la religion, la probité, la prière. Voilà, pour parler le langage de l'apôtre, la cuirasse de la foi et le glaive de la vérité. Si, grâce au concile nous les reprenons, nous ne les céderons à personne. Peu importe combien nous possédons de territoires, mais combien nous sommes avides de justice, de piété, d'amour des choses divines.

Gilles de Viterbe,
général des Augustins, à Jules II,
pour l'ouverture du V[e] Concile du Latran (1512).

INFORMATIONS CATHOLIQUES INTERNATIONALES

met à votre disposition



Des informations contrôlées sur la vie de l'Eglise

Ces informations nous sont fournies par

- notre réseau particulier de correspondants,
- le dépouillement de la presse catholique de tous les pays,
- les dépêches des agences de presse catholique : KIPA (Suisse), FIDES (Rome), K.N.A. (Allemagne), N.C.W.C. (Etats-Unis), KATHPRESS (Autriche), C.C.C. (Canada), K.N.P. (Pays-Bas), C.I.P. (Belgique), P.A. (Espagne), To-sei News (Japon), A.I.C.A. (Argentine), S.N.C.C. (Colombie), etc.



Une revue de presse internationale

Par des extraits de journaux et de revues du monde entier, vous pourrez suivre

- les grands courants d'opinion dans la chrétienté,
- le mouvement des idées religieuses.



Des documents dont vous avez besoin :

- lettres encycliques, messages pontificaux,
- lettres ou communiqués officiels de la Hiérarchie,
- études de sociologie religieuse,
- biographies et interviews de personnalités,
- indications sur les manifestations et congrès annoncés.

La présentation des œuvres les plus récentes

Vous connaîtrez

- les livres les plus représentatifs de la pensée religieuse dans le monde,
- les dernières réalisations de l'Art Sacré,
- les chefs-d'œuvre de la musique religieuse et du cinéma.

★ Vous trouverez dans les prochains numéros des

INFORMATIONS catholiques internationales

des dossiers complets sur :

- L'Eglise ukrainienne,
- L'Islam en U.R.S.S.,
- La littérature catholique espagnole,
- Les vocations religieuses en France,
- La Roumanie,
- La pastorale de l'enfance.

UNE REVUE AUX DIMENSIONS DU MONDE